

UNION NATIONALE DES TRANSMISSIONS

(Association régie par la loi de 1901)

Boîte Postale n°7 94272 LE KREMLIN BICÊTRE

CCP 656-81 Y 020

Téléphone et Fax : 01 56 20 35 45 Site :

www.unatrans.fr

Président honoraire

COL (h) Claude BOUTHILLIER

BUREAU

Président national

GDI (2s) Yves-Tristan BOISSAN

Président Adjoint

GBR (2s) Daniel FRECHER

Délégué général

Col (er) Jacques HUG

Secrétaire général

COL (h) Philippe BIBAL

Secrétaire adjoint

LTN (h) Jean LE NORCY

Trésorier

CBA (h) Joël POLAIRE

Trésorier adjoint

MAJ (er) Marc SARRI

COMITE DE LECTURE

GDI (2s) Yves BOISSAN

GBR (2s) Daniel FRÉCHER

COL (h) Philippe BIBAL

COL (er) Jacques HUG

LCL (h) Roger LAFONTA

CBA (h) Joël POLAIRE

ADJ (er) J.-Ph. CHAMPARNAUD

BULLETIN N°41 : SOMMAIRE

Juillet 2018

Éditorial du Président National, GDI (2s) Y-T BOISSAN (p. 2)

Des nouvelles des SIC : (p. 4)

- Un nouveau "Père de l'Arme" pour les Transmissions (p. 5)

- Passation de commandement au COMSIC Terre (p. 6)

Des nouvelles de l'UNATRANS : (p. 9)

- Remise du diplôme du Prix Ferrié 2017 (p. 11)

- Médailles d'Honneur des Transmissions – Promotion 2018 (p. 12)

Des nouvelles de nos Associations et Amicales : (p. 14)

- Amicale des Anciens Cadres de l'EAT de Montargis (p. 15)

- Assemblée Générale de l'AVAT le 6 avril 2018 (p. 16)

- ANISICC (p. 22)

- Assemblée Générale de l'ATRE (p. 24)

- L'AGEAT en soutien technique du documentaire "Source K" à la TV (p. 31)

- Le centenaire de Bertrand BUCHOUD à l'ATAL (p. 39)

Devoir de mémoire : (p. 41)

- Inauguration d'une plaque "Mers-el-Kebir" à Rognac (13) (p. 42)

- Les Américains dans la 1^{ère} Guerre Mondiale (p. 44)

- 1914 – 1918 Les Transmissions de la Victoire (p. 57)

- La Source K (p. 67)

Carnet de l'UNATRANS : (p. 80)

- Carnet gris (p. 81)

- Annuaire des vice-présidents de l'UNATRANS (p. 85)

- Conseil d'Administration de l'UNATRANS (p. 88)

Le mot du Président : Souvenirs et préparation de l'avenir



Le deuxième semestre de cette année 2018 sera riche d'activités tournées vers les hommages rendus à l'action de nos prédécesseurs et de décisions permettant de moderniser l'UNATRANS en l'inscrivant dans son nouvel environnement humain et technique.

L'hommage aux Anciens.

Comme tous nos compatriotes, nous aurons à cœur d'être présents avec nos drapeaux aux manifestations patriotiques qui commémoreront le centenaire de l'Armistice du 11 novembre 1918.

Mais 2018 est une année particulière pour nous car elle correspond aussi à deux anniversaires, associés au chiffre 150.

Le point final des événements célébrant le 150^{ème} anniversaire des transmissions militaires sera un colloque organisé avec le soutien du Service historique de la défense à l'École militaire le jeudi 13 septembre. Plus d'une dizaine de présentations seront proposées par d'éminents spécialistes, dont une concernera l'histoire des transmissions britanniques. Nous espérons que ce colloque attirera suffisamment de monde pour remplir l'amphithéâtre De Bourcet qui a été réservé et qui peut accueillir 140 personnes. Faites connaître l'événement autour de vous !

Nous célébrerons également le 150^{ème} anniversaire de la naissance du général Gustave Ferrié et du capitaine de frégate Camille Tissot, tous deux pionniers de la TSF, selon des modalités qui restent à préciser. Mais, d'ores et déjà, nous prévoyons de dévoiler une plaque anniversaire à la stèle Ferrié au Champ-de-Mars le vendredi 14 septembre matin, en ouverture de notre assemblée générale ordinaire.

Moderniser l'UNATRANS.

Notre association a fêté ses 20 ans l'an dernier, l'occasion de faire le point sur ce que nous sommes devenus et sur les perceptions du monde qui nous entoure à notre égard.

Ne nous cachons pas derrière notre petit doigt : notre monde associatif souffre depuis quelque temps d'une désaffection certaine. Les raisons sont peut-être à chercher parmi au moins deux facteurs, la diminution conjoncturelle de la Réserve militaire et le développement de l'individualisme au sein de notre société.

Mais alors, que faire ?

Force est de constater que l'UNATRANS n'a pas évolué à la vitesse du monde qui l'entoure. Au plan humain, elle reste encore très marquée par son ancrage premier à l'armée de terre, et n'a pas suffisamment tiré les enseignements de l'interarmistation du personnel SIC. Au plan technique, malgré quelques efforts de communication, elle n'a pas non plus su convaincre qu'elle ne s'adressait désormais plus seulement aux seuls transmetteurs, mais bien à tous ceux qui servent dans le domaine des systèmes d'information et, au-delà, du numérique.

L'UNATRANS doit gagner la bataille de la crédibilité.

C'est pourquoi, j'ai initié un travail sur les statuts de l'association, la signification de son sigle et sur son logo. Des propositions d'évolutions seront faites sur ces sujets et soumises aux votes lors de notre prochaine assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le vendredi 14 septembre après-midi à l'École militaire après la projection, en exclusivité, d'un documentaire sur la source K, proposé par le général (2s) Jean-Marc Degoulange, Président de l'AGEAT, que je remercie vivement.

Mais, à la réflexion devra succéder l'action.

À défaut, nos premiers efforts resteront sans suite... Je souhaite donc que vous puissiez m'aider à construire l'UNATRANS de demain.

Je remercie chaleureusement les contributeurs de ce bulletin et vous donne rendez-vous en septembre pour construire notre avenir, ensemble !

Une bonne nouvelle avant de vous souhaiter un bel été : la société QOSGUARD a signé avec l'UNATRANS une convention de soutien au Prix Ferrié 2018.

GDI (2S) Yves-Tristan Boissan

NOUVELLES

DES

SIC

NOUVELLES DES SIC



Par décret ministériel du 23 mai 2018, nous apprenons la promotion du colonel Olivier SERRA au grade de général de brigade, à compter du 1^{er} juillet. Le général SERRA prend à cette date les fonctions de commandant en second du Commandement des SIC de l'Armée de terre et de Commandant de l'École des Transmissions. Il devient le Père de l'arme des Transmissions."

PASSATION DE COMMANDEMENT AU COMSIC TERRE

Le 23 février 2018, au quartier Leschi de Cesson-Sévigné, outre son Président, le GDI (2s) Yves BOISSAN, invité en qualité d'ancien commandant de l'École, l'UNATRANS était représentée par le COL (er) Michel HENRIET de Amicale des Anciens Cadres de l'EAT de Montargis, ancien camarade du GDI Serge MAURICE qui faisait son Adieu aux Armes après passation du commandement des SIC de l'Armée de Terre au GBR* Eric RAVIER.

La cérémonie était présidée par le GCA ALABERGÈRE, Commandant des forces terrestres, en présence des autorités civiles et militaires de la Région Nord-Ouest, des généraux ayant commandé l'École et de nombreux anciens des Transmissions.

Le dispositif sous les armes comprenait le drapeau et les différentes divisions de l'École, le drapeau du 18° Régiment de Transmissions - Régiment que commanda le général MAURICE à Caen de 2003 à 2005 - et un détachement du 48°RT d'Agen constituant du COMSIC ; la prestation musicale était assurée par la musique des Transmissions. Après une remise de décorations, le GCA ALABERGÈRE procéda à la lecture de l'ordre du jour retraçant la carrière du GDI MAURICE, puis procéda à la passation de commandement du COMSIC entre le GDI MAURICE quittant, et le GBR RAVIER entrant, et à la passation du fanion du COMSIC. Le GDI MAURICE se rendit ensuite devant le drapeau du 18°RT pour un ultime salut.

Au cours du cocktail, le GDI MAURICE a rendu hommage à sa famille, en particulier à son père, saint-cyrien et colonel des Transmissions.

Le général RAVIER était depuis 2016 le commandant en second de la 1^{ère} Division Scorpion de l'Armée de terre (environ 25000 hommes en tout), dont le quartier général est à Besançon.

Contrairement au général MAURICE, le général RAVIER n'est pas un transmetteur de formation initiale. À sa sortie de l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr, en 1986, il choisit l'arme du Génie et poursuit donc sa formation à l'École d'Application du Génie à Angers. Pendant sa carrière, il sera cependant amené à servir dans les systèmes d'information et de communication (SIC).

Le général RAVIER a un diplôme d'ingénieur civil en informatique de l'école des Mines. Il a travaillé pour le passage à FAN 2000 d'un certain nombre de logiciels de l'Armée de terre, ainsi qu'à la numérisation de l'Armée dans la section technique de l'Armée de terre. Il a eu, dans sa carrière, l'opportunité de servir à plusieurs reprises dans le domaine des SIC entre deux passages opérationnels. Il a par ailleurs commandé la Brigade de Transmissions et d'Appui au Commandement (BTAC) entre 2014 et 2016.

Un officier du Génie commandant des SIC renvoie à la tradition historique quand les premiers transmetteurs étaient des sapeurs-télégraphistes, tous les régiments de transmissions faisant alors partie de l'arme du Génie.

Le GDI Serge MAURICE aura été le premier commandant des SIC. Le COMSIC est fort de 5 000 hommes et femmes (4 750 militaires et 150 civils), 600 militaires travaillent en permanence à Cesson-Sévigné et plus de 3 000 stagiaires y sont formés chaque année. Le COMSIC regroupe près de 300 métiers dans le domaine des SIC des Armées.

Le COMSIC a été créé le 1^{er} juillet 2016 à Cesson-Sévigné. Il relève du Commandement des Forces Terrestres. Depuis le 1^{er} juillet 2017, l'ensemble des unités de commandement des SIC de l'Armée de terre est regroupé au quartier Leschi de Cesson-Sévigné. Il comprend : la division Emploi (qui organise, gère et mène les études prospectives du domaine SIC), la division Opérations (planifie, prépare et conduit l'engagement opérationnel des unités et moyens SEC) et l'École des transmissions (qui assure la formation des personnels civils et militaires dans les domaines SIC et Guerre électronique).

COL (er) Michel HENRIET

* Le GBR RAVIER a été promu général de division le 1^{er} mars 2018.



Le GDI MAURICE et le GCA ALABERGÈRE passent en revue la Division d'Application



Le GCA ALABERGÈRE remet le fanion du COMSIC au GBR RAVIER



Les drapeaux des unités de Transmissions présents le 23 février 2018 à l'ETrs

Clichés COL (er) Michel HENRIET

NOUVELLES

DE

L'UNATRANS



Le premier semestre 2018 aura surtout été le temps de la préparation du Congrès des 150 ans de Transmissions militaires qui aura lieu à la mi-septembre à l'École militaire à Paris. Il se déroulera en deux temps : un colloque historique le jeudi 13 auquel participeront des chercheurs étrangers, et des assemblées générales le vendredi 14 septembre qui permettront, d'une part, de dévoiler une plaque à la stèle Ferrié au Champ-de-Mars (150^{ème} anniversaire) et, d'autre part, de découvrir en exclusivité un documentaire sur la “source K” auquel a participé l'AGEAT.

REMISE DU DIPLÔME DU PRIX FERRIÉ AU LAURÉAT 2017

Traditionnellement, cette remise du diplôme se fait dans l'entreprise ou l'institution où travaille le lauréat alors que le Prix lui-même (avec le chèque qui l'accompagne) est remis en décembre dans les locaux de la SEE, en même temps que les autres prix de cette prestigieuse société scientifique. Le 2 février 2018, notre président, accompagné de quelques membres du comité de l'UNATRANS, est allé remettre le diplôme du Prix Ferrié au lauréat 2017.

Cette année, le lauréat était M. Arnaud DUPAS, ingénieur-chercheur chez Nokia Bell-Labs de Paris-Saclay. C'est donc dans les laboratoires de cette entreprise que, le 2 février 2018, notre président, le GDI (2s) BOISSAN, entouré de M. François GERIN, président de la SEE et de M. Jean-Luc LERAY, président du jury du Prix Ferrié lui a remis son diplôme en présence de quelques membres du comité de l'UNATRANS et de ses collègues de travail parmi lesquels M. Sébastien BIGO, prix Ferrié 2003.

À 14 ans d'intervalle, ces deux chercheurs ont travaillé à augmenter le débit des fibres optiques utilisées en transmission de données le portant à plusieurs téraoctets par seconde. Rappelons que les abonnés à internet par la fibre disposent d'un débit de quelques mégabits par seconde. L'auteur de ces lignes a utilisé pendant son service militaire des téléimprimeurs au débit de... 50 bits par seconde).

Un sympathique cocktail déjeunatoire a clos cette matinée.



De g. à d. : M. J.L. LERAY, président du jury du Prix Ferrié, M. S. BIGO, Prix Ferrié 2003, M. A. DUPAS, Prix Ferrié 2017, le GDI (2s) Y. BOISSAN, président de l'UNATRANS et M. F. GERIN, président de la SEE.

(Cl. J.C. BARTHÉLÉMY)
COL (h) Ph. BIBAL

U. N A. T R A N S

UNION NATIONALE DES TRANSMISSIONS

Bureau des Associations
BP 7
94272 LE KREMLIN BICETRE

MÉDAILLE D'HONNEUR DES TRANSMISSIONS

Décision n° 45

Conformément au règlement pour l'attribution de la Médaille d'Honneur des Transmissions, le Comité prévu à l'article 6, s'est réuni au Siège de l'Union Nationale des Transmissions, au Fort de Bicêtre le 17 mai 2018

Il a prononcé les nominations et promotions suivantes (contingent normal et hors contingent à titre exceptionnel)

CONTINGENT 2018

Médailles de Vermeil

À titre normal (2)

MM	LABRUNE Jean Claude	Amicale d'Auvergne du Génie et des Transmissions
	LECLERE jacques	Amicale des Anciens Cadres de l'EAT

À titre exceptionnel (2)

MM	SAGOT André	Association des Transmetteurs du Nord de la France
	SINIBALDI Pul	Amicale d'Auvergne du Génie et des Transmissions

Médailles d'argent

À titre normal (1)-

M GRAMMONT Jean Claude Amicale des Anciens du 53° RT

À titre exceptionnel (3)

MM ADLOFF Stéphane Gal ETRS/UNATRANS
LATAPY Jean Marc GDI DIRISI/UNATRANS
SERRA Olivier CG/UNATRANS

Médailles de bronze

À titre normal (12)

MM ALLEMAND Joseph Amicale des Anciens du 45° RT
CHIRON Jean Amicale des Anciens du 45° RT
DEGLON Etienne Amicale des Anciens du 45° RT
GALLAERT Yoland Amicale des Anciens Musiciens du 18°RT
LAMBOLEY Pascal Amicale des Anciens Musiciens du 18°RT
MARCHAL Eric Amicale des Anciens Musiciens du 18°RT
MARCHAL Gérard Amicale des Anciens Musiciens du 18°RT
PERIGNON Pascal Amicale des Anciens Musiciens du 18°RT
PORNON Etienne Amicale des Anciens du 45° RT
ROY Claude Amicale des Anciens du 53° RT
SEELEUTHNER Roger Amicale des Anciens du 53° RT
VINEL Jonathan Amicale des Anciens Musiciens du 18°RT

À titre exceptionnel (5)

MM DUCHENE Laurent Cercle mess du Fort de Bicêtre
GALTIE Roland Amicale des Anciens du Génii et des Transmissions de la Meuse
GIORDAN Paul Association Nationale Air des Télécom. et du Contrôle
LAURENCON Jean Association Nationale Air des Télécom. et du Contrôle
PIERREL Julien Amicale des Anciens Musiciens du 18°RT

Le GDI (2s) BOISSAN Yves Tristan
Président national de l'Unatrans

NOUVELLES

DES

ASSOCIATIONS

ET

DES AMICALES

DE L'UNATRANS

Amicale des Anciens Cadres de l'EAT de Montargis

Le 1^o mars 2018 les anciens cadres de l'EAT tenaient leur assemblée générale à Pannes, à l'hôtel Best Western. À l'issue de l'assemblée présidée par le colonel (er) LECLÈRE, les cadres ont partagé un excellent repas au cours duquel ils ont échangé leurs souvenirs dans une ambiance amicale et chaleureuse. Ils se retrouveront le 24 mai 2018 pour une journée champêtre.

COL (er) Michel HENRIET



Le bureau de l'Amicale présidé par le COL (er) LECLÈRE

Cliché COL (er) Michel HENRIET

Assemblée générale de l'AVAT le 6 avril 2018
dans les locaux de l'escadron gendarmerie mobile de Saint Etienne les Remiremont
(Vosges)

Après un accueil café réconfortant accompagné de viennoiseries pour l'ensemble des participants dans une salle mise à notre disposition par l'escadron

Le président Jean Marie MANGIN pouvait ouvrir cette 67ème Assemblée générale devant une quarantaine d'adhérents et saluer ses invités M. GRAMMONT Jean Paul AA18 –M. PIERREL Julien musique 18 RT – M. DENY Claude AA53- M. SERRE Valentin A.T.L.-M. LEROUX Yves 1er adjoint au maire de Saint Etienne les Remiremont.

Personnalités excusées : M. le Colonel HUG Délégué général UNATRANS- MM. les chefs de corps des 1er Régiment de Tirailleurs et du 53ème Régiment de Transmissions-

Après les paroles de bienvenue de notre président place aux rapports moral et financier par le trésorier et secrétaire Alain GERMAIN suivi du rapport du vérificateur aux comptes

À la suite du rapport financier il résulte un petit bénéfice de 23,54 €

Les deux rapports ainsi que celui du vérificateur aux comptes ont été adoptés à l'unanimité

Lors du renouvellement du tiers sortant MM ZABOURI & BOUVIER ne se représentent pas au bureau.

Le président fait un appel à candidature Monsieur GREVISSE Michel de Bruyères se porte candidat.

MM MANGIN-Germain-NURDIN et GREVISSE sont élus à l'unanimité

Le président lit son rapport moral

M GRAMMONT Jean Paul nous informe que la Saint Gabriel à des chances de se dérouler au CFIM 57 Dieuze reste à définir la date.

M PIERREL Julien nous confirme que la musique participera également à la cérémonie de la Saint Gabriel à Dieuze

M SERRE nous fait un exposé sur le devenir des amicales de transmissions la baisse des effectifs et l'âge élevé des adhérents et demande à l'assemblée de réfléchir à une éventuelle fusion entre toutes les amicales de lorraine

Mise en place pour la cérémonie du dépôt de gerbe aux ordres du Major représentant le capitaine Johann commandant l'escadron en déplacement.

Dépôt de gerbe

Rendez-vous au cercle mixte de l'escadron pour l'apéritif et le repas de cohésion

Un grand merci au capitaine JOHANN commandant de l'escadron et à son personnel pour leur accueil et leur disponibilité en particulier le directeur du cercle mixte.

GERMAIN Alain
Secrétaire départemental



LCL GRAMMONT, M. l'adjoint au Maire, J.M. MANGIN, COL SERRE et major de la brigade



M PIERRE, M. MANGIN, COL SERRE et CBA DENY entre les drapeaux de l'AVAT et de l'ATL

Assemblée générale de l'AVAT – 6 avril 2018

Mesdames et Messieurs les autorités et les élus,
Chers camarades et amicalistes,

C'est avec beaucoup d'émotion que j'ai l'honneur de présider, pour la 7^{ème} année la 67^{ème} assemblée générale de l'Amicale Vosgienne des Anciens des Transmissions.

Je remercie les autorités civiles et militaires, vous, les fidèles adhérents de l'AVAT d'avoir fait l'effort de vous être déplacés pour honorer ce moment privilégié.

Pour la deuxième année l'Escadron 25-7 de la gendarmerie mobile stationné à Saint-Etienne les Remiremont nous accueille dans ses quartiers.

Un grand merci au Capitaine JOHANN, commandant l'Escadron, qui n'a pas hésité à nous recevoir dans sa formation afin que notre assemblée générale se déroule dans d'excellentes conditions.

N'oublions pas tous ceux, qui, pour diverses raisons, n'ont pu se joindre à nous. Mes pensées vont plus particulièrement vers les amicalistes qui subissent actuellement la maladie, l'hospitalisation, la solitude, la dégradation des conditions de vie. Il faut qu'ils sachent que nous pensons bien à eux et que nous ne les abandonnerons pas.

Nous nous associons également à la douleur des familles de notre amicale qui ont perdu un être cher depuis notre dernière assemblée, de nos frères d'armes qui sont tombés sur les théâtres d'opérations extérieures pour défendre nos libertés, des victimes des attaques djihadistes du 23 mars 2018 à Carcassonne et à Trèbes.

Ne laissons pas tomber dans l'oubli nos camarades blessés dans l'accomplissement de leurs missions ; nous leur souhaitons de retrouver un réconfort auprès des leurs ainsi que le courage nécessaire et indispensable à leur rétablissement.

A la mémoire de tous ceux qui nous ont quittés en 2017, des victimes des attentats terroristes du 23 mars 2018, du courage et d'abnégation du Colonel Arnaud BELTRAME, je vous demande de bien vouloir observer une minute de recueillement.

Je vous remercie.

L'actualité étant chargée depuis les dernières élections, mon attention s'est focalisée sur le dédain des retraités et le mépris des militaires de la part du Président de la République.

La Cour des Comptes, par la voix de son président, Didier MIGAUD, considère que les retraités sont dans une situation financière plus favorable que les actifs notamment les jeunes.

Dans son dernier rapport sur la Sécurité Sociale, la Cour des Comptes préconise de faire davantage participer les retraités à la solidarité nationale.

Toujours d'après la Cour des Comptes, les différentes niches fiscales et sociales qui s'appliquent aux retraités représenteraient un manque à gagner de 12 milliards d'euros pour l'État et la Sécurité Sociale.

Il serait grand temps de rafraîchir la mémoire de nos responsables politiques. La plupart des retraités actuels ont travaillé dès l'âge de 16 ans, voire moins. La durée hebdomadaire était de 48 h et la durée des congés payés était de trois puis quatre semaines. Ils n'ont pas connu les RTT, 15 jours « maternité » pour les hommes etc. etc... .

Et puis, il faut bien payer le RSA, la CMU et tous les assistés venus d'ailleurs. Alors tout est bon pour trouver des coupables : les retraités.

Nos dirigeants ont mal analysé les conditions de vie des retraités. Ont-ils pensé que les associations, pilier du modèle républicain, fonctionnaient grâce aux retraités bénévoles. Si le bénévolat n'existait plus, combien coûteraient des salariés à la société ? Nous préconisons que les jeunes désœuvrés recevant le RMI, le RSA, la CMU prennent le relais des retraités au sein des associations.

Que nos responsables politiques prennent conscience que les retraités sont également le ciment inter génération au sein de la famille. Il ne faudra pas s'étonner si les dons aux associations caritatives diminuent après l'augmentation scandaleuse de la CSG.

Le 15 juin 2017, la Confédération Française des Retraités, constituée de cinq organisations de retraités s'est adressée au Président de la République pour faire entendre la voix des retraités au sujet des modalités de l'augmentation de la CSG.

Le Chef de Cabinet de la Présidence a répondu que le sujet était traité par M. DARMANIN à qui il faisait suivre le courrier.

La Confédération a donc écrit au ministre pour développer les arguments. Sans réponse de sa part, une lettre de rappel lui a été adressée. Hélas, cette lettre a connu le même sort que la précédente.

A défaut de réponses des membres du gouvernement, la Confédération a sollicité les Parlementaires et notamment la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale sans succès alors même que depuis des années la Confédération Française des Retraités était invitée pour une audition au moment de l'examen du Projet de Loi de financement de la Sécurité Sociale. Devant le mutisme de nos représentants, une seconde lettre a été adressée au Président de la République le 16 janvier 2018.

Les retraités sont choqués pas cette accumulation de fautes et le dédain dans lequel ils ont été tenus.

Pendant la campagne électorale, le candidat Emmanuel Macron promettait de porter l'effort de défense à 2% du PIB d'ici 2025, soit 50 milliards.

À peine élu, la première décision du Président Emmanuel Macron, Chef des Armées, fut de rogner 850 millions dans le budget de la Défense. Ceci montre le crédit qu'il accorde à nos soldats.

Auditionné à huis clos à l'Assemblée Nationale le 12 juillet 2017, le Chef d'État-major des Armées, le général Pierre de Villiers, avait vivement critiqué les coupes de crédits dans le budget de la Défense et déclaré que cette situation « n'était pas tenable ». Bien qu'à huis clos, ses propos furent divulgués dans la presse.

Cette prise de position créait une polémique entre le Chef de l'État et le Chef d'État-major des Armées qui se termina par la démission de ce dernier le 19 juillet 2017.

Le 19 novembre 2017 le général de Villiers publie son livre « Servir » et livre ses réflexions sur l'état de nos armées qui ne cesse de se dégrader. Situation alarmante, confirmée par diverses sources. Voici quelques extraits.

Les politiques ont sacrifié notre outil de défense alors que la menace n'a jamais été aussi forte depuis la chute du mur de Berlin.

Voici quelques chiffres effarants, pour une armée qui se veut encore de première catégorie, et qui illustrent l'ampleur du désastre.

Entre 2008 et 2014, l'année a perdu 40 000 postes de militaires.

- 50 formations de l'année de terre ont été dissoutes
- 17 bases aériennes ont disparu
- 20 navires ont été désarmés
- les KC 135, ravitailleurs volaient déjà il y a cinquante ans
- les blindés ont 30 ans de moyenne d'âge
- 60% des véhicules envoyés en OPEX ne sont pas blindés

Les engagements tous azimuts décidés par les politiques « dépassent nos capacités d'un tiers » 30 000 soldats sont en posture opérationnelle. (Levant, Sahel, Liban, RCA)

Il ressort également de l'audition du CEMA par la Commission de la Défense de l'Assemblée Nationale que l'état de notre aviation militaire devient inquiétant. Nous avons un retard considérable si nous nous comparons à la RAF.

Au niveau de la maintenance des avions, c'est un véritable désastre. Sur la base aérienne d'Orléans, récemment, la disponibilité était inquiétante : « sur onze A400M en parc, au maximum quatre sont disponibles ; quant aux Hercules C130, sur quatorze en parc, il y en a deux ou trois de disponibles ».

Comment ravitailler nos soldats à des milliers de kilomètres de la métropole dans ces conditions ?

Quant à la Marine nationale, son unique porte-avions est en grande révision pour 18 mois. Le fleuron de notre Marine fait la guerre à mi-temps.

Il paraît que la France, qui a le deuxième domaine maritime au monde, n'a pas les moyens de s'offrir un deuxième porte-avions qui coûte 3 milliards et a une durée de vie de quarante ans alors qu'elle dépense chaque année 730 milliards en social. Cela prouve le total désintérêt des politiques pour les Armées.

Dans le même temps, l'aide médicale d'État qui soigne les sans-papiers coûte un milliard par an.

Pour les migrants l'argent coule à flots ! Mais nos soldats, en service commandé, assurent leurs missions au péril de leur vie avec des matériels obsolètes pour assurer notre tranquillité.

Le constat est accablant : l'effondrement de notre défense est monumental, alors que nos soldats n'ont jamais été autant sollicités sur tous les fronts, intérieur comme extérieur.

La France est tellement ruinée avec ses 2000 milliards de dette qu'elle n'a plus les moyens d'assurer sa défense, alors que l'ennemi est maintenant à l'intérieur de nos frontières.

Tout s'effondre, l'armée, la police, l'enseignement, l'hôpital, les services publics. C'est le nivellement par le bas.

Le Président Emmanuel Macron a profité de ses vœux aux Armées à Toulon pour présenter les grandes lignes de la prochaine loi de programmation militaire (2019-2025).

Pour, je cite « arrêter la lente érosion de nos capacités militaires, il faut des moyens » 11 veut poursuivre « un effort budgétaire inédit », vers 2% du PIB en 2025. Il confirme l'augmentation du budget 2018 à 34 milliards d'euros. Le président veut une armée nouvelle mais plus rigoureuse financièrement. Il prévient : je cite « chaque dépense sera évaluée à l'aune de son utilité ». Dommage que cette mesure ne soit pas appliquée à tous les ministères, aux collectivités qui reçoivent de l'argent public !

Enfin, il annonce l'ouverture du chantier du service national universel qui devrait voir le jour avant la fin de son quinquennat. Il devrait concerner plusieurs ministères, pas seulement celui de la Défense. Comment et par qui sera-t-il financé ? C'est la grande inconnue.

Plusieurs manifestations vont ponctuer l'année 2018 pour célébrer les commémorations du centenaire de la fin du premier conflit mondial.

Avec 1,4 million de morts et de disparus, la France a été l'un des pays les plus touchés lors de ce conflit qui fit 9 millions de morts et près de 8 millions d'invalides.

Nous allons célébrer les 60 ans de l'entrée en vigueur du Traité de Rome et l'avènement de la Vème République.

Le cinquantenaire de la période des barricades de mai 68, de l'opposition à un monde établi, devrait ouvrir de grandes réflexions sur la société d'aujourd'hui et ses nouvelles perspectives.

Les années se suivent et, hélas, se ressemblent : Augmentation de la CSG, du gaz, de l'électricité, des carburants, des assurances, des mutuelles, des timbres, diminution du pouvoir d'achat pour les retraités.

En catimini, le gouvernement nous concocte de nouvelles taxes.

Les Français n'en peuvent plus d'attendre des jours meilleurs. Nous devons nous unir pour relever les défis et ne pas être les sacrifiés de demain au nom de l'égalitarisme.

J.M. MANGIN
Président de l'AVAT

ANISICC

À la demande de l'Union Nationale des Officiers de Réserve de la région PACA, les responsables de l'ANISICC 13 se sont interrogés sur la possibilité d'assurer une présentation des journées nationales de réserve programmées de mi- octobre à mi-novembre 2017.

Les responsables du radio club F8KHG (rattaché depuis quatre ans à l'ANISICC) ont proposé de présenter sur les ondes les informations concernant les journées nationales des réserves.

Les anciens du radio club F8KHG ont indiqué que, déjà depuis 2005 et à deux reprises, le radio-club avait utilisé un indicatif spécial délivré au club, par l'agence nationale des fréquences : TM13JNR. Et alors ce fut, à deux reprises, fort bien accueilli par les communautés de radioamateurs, et surtout relayé à leur entourage. Il faut rappeler que 30 % des radioamateurs sont issus des armées et de la gendarmerie.

De plus il faut tenir compte de ce que les radio-clubs militaires nous ont aidés à diffuser les informations concernant le but des journées nationales des réserves, en coordination avec le réseau des émetteurs français, et les radio-club qui y sont affiliés.

De plus compte rendu des liens amicaux que nous avons avec les radios club militaires d'autres pays d'Europe (Grande-Bretagne, Allemagne, Suisse, Italie, Belgique, Hollande...), nos amis radioamateurs militaires ou réservistes de l'Union Européenne se sont fait un plaisir de participer, animer et relayer nos transmissions sur le thème des réserves militaires.

Nous nous en avons profité pour proposer à quelques lycées de notre région, de diffuser les thèmes de la réserve militaire, de la garde nationale, les cadets et les métiers développés dans nos trois armées et la gendarmerie ; ainsi qu'une animation sur le radio amateurisme, et les réseaux d'urgence en cas de catastrophe naturelle ou de situation d'urgence.

Ont collaboré à ces journées nationales des réserves : l'union nationale des officiers de réserve pour la région PACA, l'association nationale interarmées des systèmes d'information de communication et de contrôle aérien, plusieurs membres de l'association nationale des officiers de réserve de l'armée de l'air du secteur d'Aix-en-Provence, plusieurs membres de l'association nationale des sous-officiers de réserve de l'armée de l'air du département du Var, plusieurs membres de l'union nationale des officiers de réserve de la région PACA.

Nos équipiers radioamateurs ont réalisé en téléphonie, télégraphie et modes digitaux des communications avec 357 radioamateurs dans 26 pays d'Europe et 135 liaisons avec des pays du reste du monde.

Nous avons l'intention l'an prochain, de proposer à d'autres associations, de collaborer pour présenter, dans le cadre de « jeunes sciences » les systèmes de transmissions radioamateurs qui ont un équivalent dans le domaine professionnel... ce qui permet de mettre en exergue, les recherches et les essais de transmissions qui sont accomplis dans leur domaine radioamateur et qui font progresser les techniques et les techniciens, dans divers domaines : que ce soient des logiciels, et matériels etc....

Il est bon de rappeler que depuis 1920 les radioamateurs n'ont jamais cessé d'apporter leur soutien et leur technicité dans les domaines civils et militaires... Combien sont tombés au champ d'honneur pendant les conflits de 1939 à 1944, la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie... et les autres conflits...

Merci à tous ceux qui ont participé bénévolement à cette manifestation de présentation des journées nationales des réserves ;notamment les membres : de l'Association nationale des sous-officiers de réserve de l'armée de l'air du département du Var, de l'Association Nationale des Officiers de Réserve de l'Armée de l'Air du secteur d'Aix-en-Provence, de l'Association Nationale

Interarmées des Systèmes d'Information de Communication et du Contrôle aérien, de l'Union Nationale des Officiers de Réserve pour la région PACA.

Par ailleurs, rappelons que toutes ces associations et le radio club F8KHG, ont participé au 150ème anniversaire de la création des sapeurs télégraphistes, dont une présentation a été faite dans le cadre de l'ADSB, durant un weekend de novembre 2017, au château de Bouc Bel Air, qui avait été mis gracieusement à notre disposition par la mairie.



Assemblée générale ordinaire de l'ATRE

Nous nous sommes retrouvés, comme à l'habitude, dans une salle dépendant de la Mairie de Gif sur Yvette le samedi 17 mars 2018. Cette salle a été obtenue grâce à l'intervention de notre vice-président André COLSON que nous remercions.



La séance est ouverte par notre président Jean-Claude BARTHELEMY qui remercie chaleureusement les membres présents et représentés.

Vous trouverez l'allocution du président à la page : « Allocution du Président lors de l'AG ».

Une minute de silence a été respectée pour rendre hommage aux serviteurs de la France disparus en France ou en OPEX en 2017.

Le compte-rendu des activités a été approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

Le rapport financier concernant l'exercice 2017 a été présenté par la trésorière Danielle POIROT et a été aussi adopté à l'unanimité des présents et représentés après le quitus donné par les vérificateurs aux comptes Jacques Vincent et Monique MANTZER.

A l'ordre du jour, figuraient la fixation des cotisations pour 2019 ainsi que l'élection du nouveau bureau.

Il a été décidé de ne pas augmenter la cotisation pour 2019, qui reste fixée pour les officiers et les sous-officiers à 18€ (ou 33,50€ pour les adhérents à la FNASOR et à la revue « Servir ») et pour les MDR et les civils à 16€ (ou 31,50€ voir ci-dessus) malgré le léger

déficit enregistré pour l'année 2017 et l'augmentation de la cotisation FNASOR prévue pour 2019.

Le bureau sortant se représentait et a été réélu à l'unanimité à savoir :

Président : Jean-Claude BARTHELEMY

Présidents adjoints : André COLSON et Adrien DAMBRUN

Secrétaire : Jeannine ROLLIN

Secrétaire adjointe : Régine VINCENT

Trésorière : Danielle POIROT

Trésorier adjoint : Benoît FLEUTOT

Deux censeurs ont été désignés à l'unanimité : Jacques VINCENT et Monique MANTZER.

Sujets abordés lors des questions diverses : essentiellement le devenir de l'ATRE, Jean-Claude BARTHELEMY rappelle que notre association vieillissante ne recrute plus et que nous ne répondons plus aux buts prévus dans nos statuts lors de sa création, il y a juste 30 ans, et également après révision de ses statuts. Notre président a également fait part de son intention de ne pas se représenter en tant que président en 2019. En conséquence, en septembre 2018, vous serez sollicités afin de trouver une équipe volontaire pour reprendre les rênes de l'association, et en cas de réponse négative si nous ne parvenons pas à constituer un nouveau bureau, une assemblée générale extraordinaire se tiendra en décembre pour la dissolution de notre association.

L'assemblée générale étant terminée et après avoir pris le verre de l'amitié, nous avons pris la route pour rejoindre notre restaurant habituel à Villiers le Bâcle où nous avons, comme d'habitude, dégusté un excellent repas.

*La secrétaire
Jeannine Rollin*



Allocution du président de l'ATRE lors de l'assemblée générale

C'est toujours un grand plaisir de nous retrouver pour participer à cette assemblée générale ordinaire annuelle aujourd'hui samedi 17 mars 2018, bien entendu je remercie les membres présents, ainsi que les épouses également présentes, votre présence prouve toujours le grand attachement à participer et à maintenir l'existence de notre petite association malgré toutes les difficultés rencontrées actuellement; et bien entendu je dois également remercier les membres qui ne pouvant pas être présents ont transmis leur pouvoir. Nous devons aussi féliciter les membres du bureau qui ont encore accepté de relever le défi de prendre un poste à responsabilité afin que notre association survive. Parmi ces membres je pense que nous pouvons remercier pour leur dévouement en particulier Jeannine ROLLIN, notre secrétaire et Danielle POIROT notre trésorière qui sont également présentes et actives dans la plupart des réunions de l'UNATRANS, Jeannine ROLLIN se charge toujours de la réalisation de certains articles et comptes rendus, de l'impression, de la reliure, de la mise sous enveloppe et de l'expédition de notre petite revue RESEAU 91 pour laquelle nous avons régulièrement quelques félicitations. Nous pouvons également remercier notre Président d'honneur Daniel MANTZER et notre vice-président André COLSON, ce dernier nous a encore assuré cette année l'obtention gratuite de cette salle et l'obtention d'une subvention municipale. Je crois que nous pouvons leur faire une ovation pour les remercier de ce dévouement.

Comme tous les ans à cette occasion, je rappelle que cette assemblée générale est également le grand moment annuel qui nous permet de faire un point sur notre association, et je suis certain que l'assemblée aura cœur de participer à ces travaux, que ce soit en donnant quelques précisions ou mieux en faisant quelques propositions, et pourquoi pas quelques offres pour organiser une activité ou bien de relayer les membres du bureau qui ont donné depuis beaucoup d'années.

Avant de débiter les travaux de cette assemblée générale, je souhaite que nous ayons une pensée particulière pour les serviteurs de la France qui nous ont quitté, que ce soit en OPEX ou bien lors d'accidents, sans oublier nos camarades qui sont actuellement en OPEX, pour tous ceux qui ont été blessés en remplissant leur mission au service de notre pays, que ce soit en métropole ou en OPEX. Ces femmes et ces hommes ont choisi ce beau métier des armes avec hélas tous les risques associés à leur engagement. Nous aurons également une pensée pour les victimes innocentes des actes de terrorisme qui se déroulent partout dans le monde.

Aujourd'hui comme hier nous avons besoin de la présence de nos militaires sur le terrain si nous souhaitons continuer à vivre en sécurité et si nous voulons garder nos valeurs républicaines. Je vous prie de bien vouloir respecter à leur égard une minute de silence.

Pour commencer notre assemblée générale revenons sur cette année 2017. Cette année passée a encore été une année calme en ce qui concerne les activités de notre association, celle-ci a tout de même été présente et je laisserai le soin à Jeannine ROLLIN de vous en parler dans son compte rendu d'activités. Nous avons participé avec plus ou moins de représentation aux différentes activités et cérémonies en liaison avec l'UNATRANS, la FNASOR et l'Union Régionale des Associations de Sous-Officiers de

Réserve dont nous sommes adhérents, et sur le plan plus local de l'Essonne aux cérémonies, réunions ou présentations organisées à l'échelon départemental et également par l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, par le Comité de Liaison des Associations Patriotiques et Anciens Combattants de l'Essonne, par le Souvenir Français ou les municipalités. Pour 2018, personnellement je continuerai à représenter l'ATRE, mais je me pose des questions en ce qui concerne notre capacité à être actif, compte-tenu que nous avons été relativement inexistantes les années précédentes, et bien entendu nos faibles effectifs font que nous ne sommes plus représentatifs. Le problème n'est pas spécifique à notre association, ceci est valable pour beaucoup d'associations vieillissantes, en 2017 plusieurs des 45 associations affiliées à l'UNATRANS ont disparu. Il en est de même pour les participations aux cérémonies, sans compter de l'indifférence de la plupart de nos élus, conseillers municipaux, députés, sénateurs qui sont absents lors des quelques cérémonies officielles organisées tous les ans. Comme par le passé, en 2018, nous essayerons de répondre présent lors d'activités regroupant plusieurs associations, cela a été déjà le cas le 20 janvier pour la galette des rois organisée par l'ANSORAA avec la participation de l'ANORAA et de l'AICRE, nous pourrions éventuellement participer à des activités organisées par d'autres organisations comme l'UNATRANS, l'Union des Associations de Sous-Officiers de Réserve de la Zone de Défense de Paris et d'Ile de France, l'AICRE, 3A102 présidée par le Colonel LAUGIER et éventuellement d'autres associations qui se rapprocheraient de nous.

Nous avons su garder le contact avec l'ensemble de nos adhérents par l'intermédiaire de notre petit bulletin « Réseau 91 » que nous avons fait paraître plusieurs fois en 2017, et également par cet outil de communication formidable qui est Internet.

Je rappelle encore cette année, que tous ceux qui ont communiqué une adresse de messagerie Internet ont reçu de manière très régulière des informations d'une grande richesse, nous avons transmis :

- Tout d'abord l'information en ce qui concerne la vie de notre association, que ce soit les convocations à l'assemblée générale ou bien l'invitation à participer à diverses activités de manière rapide et économique telle que la galette des rois ou l'opportunité de participer à des visites intéressantes

- Vous avez continué à transmettre les bulletins de Réseau 91 en version couleur par le support internet, ce qui est plus agréable que la version noir et blanc que nous imprimons et ces bulletins sont maintenant accessibles sur le site de l'UNATRANS.

- Ensuite nous avons transmis des informations diverses dont certaines sont très intéressantes comme le bulletin ACTU DEFENSE qui est la synthèse du point de presse du ministre de la Défense, nous servons de relais à des informations qui nous sont transmises par l'UNATRANS, et également par d'autres sources comme celle de la FNASOR ou du colonel LAUGIER, le président de l'association 3A102

- Je rappelle également que le bulletin de l'UNATRANS qui représente une bonne richesse d'informations concernant notre arme est accessible sur le site de l'UNATRANS.

Tout le long de cette année je vous ai transmis par voie informatique un certain nombre d'informations concernant l'évolution de la réserve et de la montée en puissance de la Garde Nationale, afin de faciliter cette montée en puissance, le Système d'Information (SI) Réserves 2019 est l'un des leviers permettant aux armées et services d'atteindre l'objectif, inscrit dans la loi de programmation militaire, de 40 000 réservistes opérationnels pour le ministère des Armées d'ici fin 2018 (dont 4 000 employés chaque jour en moyenne à cette échéance). Il s'agit de moderniser, simplifier et dématérialiser les processus d'engagement,

d'emploi, d'administration et de gestion des réservistes militaires de la réserve opérationnelle de 1^{er} niveau (RO1).

Le développement de ce SI est l'une priorité du ministère ainsi que son interfaçage avec les systèmes d'information des ressources humaines. Il comprend un site accessible depuis Internet qui facilite les échanges entre les gestionnaires et les réservistes. Cette facilitation des échanges devra s'étendre à tous les processus pour lesquels il est possible de mener tout ou partie des procédures à travers un SI. En mars 2017 une première version du module « Je m'engage » consacrée au recrutement des militaires du rang, principalement de l'armée de Terre, dans le cadre de l'opération Sentinelle a été mise en place.

Une deuxième version sera déployée prochainement afin de permettre le recrutement des officiers et des sous-officiers des trois armées et de plusieurs services gestionnaires (Service de Santé des Armées, Service des Essences des Armées, Service du Commissariat des Armées).

Vous pouvez avoir toutes les informations nécessaires sur le Site Interarmées des Réserves Militaires dont le lien est <https://www.reserve-operationnelle.ema.defense.gouv.fr/>

La participation de la FNASOR à Solidarité Défense (SD) association présidée par la colonel Claudie HAIGNERE est toujours aussi active pour l'organisation de la réalisation et de l'envoi des 10 000 dessins des enfants qui accompagnent les colis de Noël pour nos soldats qui sont en OPEX, mais il n'a pas été remis un bilan sur les actions de 2017.

Le Conseil Supérieur de la Réserve Militaire (CSRM) va évoluer, de 33 membres il va redescendre à 11 membres dont 2 associations de réservistes qui devraient être l'UNOR et la FNASOR, la présidence du CSRM devrait être alternée tous les 2 ans entre la Gendarmerie et les Armées.

Le thème des JNR 2018 n'est pas encore connu, trois sujets ont été proposés :

- Les valeurs de la Garde Nationale
- 1918-2018 le centenaire
- Évolution et mutation vers la Garde Nationale

Je rappelle que le sujet des JNR 2017 était « ENGAGÉS ENSEMBLE ».

En ce qui concerne le rétablissement du service national obligatoire et universel nous devons attendre des éclaircissements, ainsi que toutes les précisions concernant les budgets nécessaires pour les infrastructures qui sont à recréer, les encadrements à prévoir et les coûts de fonctionnement. Il a été mentionné environ 15 à 20 milliards d'Euros pour les infrastructures et 2 à 3 milliards d'Euros de fonctionnement annuel.

Quel avenir pour nos associations ?

L'avenir n'est plus de trouver des forces disponibles pour nos associations parmi les anciens militaires, mais il faudra intégrer dans celles-ci des gens du monde civil, qui pourront compléter les réserves militaires et citoyennes, ce sera la seule chance d'éviter la disparition de nos associations, de maintenir le lien armée nation tout en participant au devoir de mémoire.

Comme je le précise chaque année, il est certain que les plus anciens d'entre nous ne peuvent plus être concernés par les activités réserves, mais nous serons toujours le relais indispensable permettant de transmettre aux plus jeunes l'information, que ce soit pour les guider vers les organismes qui peuvent les prendre en charge, ou bien simplement leur rappeler que cela existe et qu'ils peuvent s'ils le désirent servir comme les anciens ont pu le faire avant eux.

Lors des assemblées générales de l'UASOR ZDF IDF le 24 novembre 2017 au Fort Neuf de Vincennes et de la FNASOR le 24 février 2018 à l'École Militaire, la préoccupation la plus importante évoquée concernait le vieillissement des membres de nos associations et naturellement la diminution des effectifs ayant pour conséquence la disparition d'un certain nombre d'associations, c'est malheureusement aussi l'image de notre ATRE.

Nous devons évoquer en fin d'assemblée générale l'avenir de l'ATRE.

Compte rendu des activités de l'année 2017

Mesdames, Messieurs

J'ai le privilège de vous rendre compte des activités de notre association pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017.

La dernière A.G. de l'A.TR.E. s'est tenue à Gif sur Yvette le 11 mars 2017. Lors de cette assemblée, un bureau a été élu à l'unanimité des membres présents et représentés et sa composition est parue dans « Réseau 91 » n° 120 de mai 2017.

Comme à l'habitude, cette A.G a été suivie d'un sympathique repas de cohésion au restaurant « La Grande Grille » à Villers le Bâcle.

Le bureau n'a pas tenu de réunions formelles mais a échangé à l'occasion d'autres réunions ou activités.

Notre bulletin « Réseau 91 » est paru à 3 reprises : en janvier, mai et en octobre.

L'ATRE n'a pas eu d'activités propres mais notre association (et surtout son président) a participé ou s'est associée à de nombreuses manifestations : essentiellement aux réunions de bureau de l'UNATRANS (3 membres du bureau de l'ATRE sont au conseil d'administration) et aux manifestations patriotiques.

- Le samedi 14 janvier 2017 : Galette des Rois à Menecy avec l'AICRE et deux autres associations.

- Aux réunions de bureau de l'UNATRANS au Fort de Bicêtre, les 17 janvier, 09 février, 14 mars, 04 avril et 11 mai, 09 juin, 06 juillet, 07 septembre, 12 octobre, 09 novembre et 07 décembre.

- Le jeudi 4 mai 2017 à la pose d'une plaque commémorative sur le Champ de Mars.
- Le jeudi 28 septembre : Assemblée générale de l'UNATRANS au Fort du Mont Valérien à Suresnes ainsi qu'au ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe à Paris organisé par l'UNATRANS (Réseau n° 121 - octobre 2017).

- Le samedi 17 septembre : Au dépôt de gerbe au Fort de Vincennes (Réseau n° 121 - octobre 2017).

Nous étions présents également aux cérémonies municipales à Villiers sur Orge les 20 janvier, 19 mars, 8 mai, 17 juin, 24 août et 11 novembre.

Nous étions présents également aux cérémonies départementales à Evry les 8 mai, 27 mai, 8 juin, 18 juin, 16 juillet, 25 septembre, 10 novembre, 11 novembre et 5 décembre.

Nous étions présents aux conférences et inaugurations d'exposition organisées par l'ONACVG et d'autres organismes les 28 avril, 29 octobre, 17 novembre et 4 décembre.

Nous avons participé aux réunions du Comité de Liaison des Associations Patriotiques et d'Anciens Combattants de l'Essonne les 3 janvier, 28 mars et 26 septembre.

Nous étions présents les 28 janvier, 4 mars, 18 mars, 6 mai, 13 mai, 25 octobre, 21 novembre et 24 novembre aux réunions et AG d'associations et de fédérations FNASOR, UASOR ZD P-IDF, ANAFFA...

Nous avons participé à des visites et concours de tir les 22 mars et 5 novembre.

Et faites-nous savoir si vous participez, en tant que membre de l'ATRE, à une cérémonie ou manifestation afin de témoigner au travers de ce compte-rendu annuel de la vitalité de notre association et de l'implication de ses membres.

Que tous ceux et celles qui ont organisé, participé à ces actions soient chaleureusement remerciés.

Je vous remercie de votre attention.

*La secrétaire
Jeannine Rollin*



L'AGEAT en soutien technique du tournage

du documentaire sur la « source K »

(par le général (2s) Jean-Marc DEGOULANGE président de l'AGEAT)

A partir d'un script rédigé sur la base du récit évoqué ci-avant, la société de production LABEL-Image sollicite en mai 2017 l'Association de la Guerre Électronique de l'Armée de Terre (AGEAT), sur recommandation du réalisateur¹, pour lui demander si elle est capable d'assurer la fourniture des décors techniques et leur acheminement jusqu'à Prague, lieu du tournage.

Après une rapide recherche sur les types de matériels nécessaires, l'AGEAT répond positivement à la production.

S'engage alors une période de prospection pour tenter de retrouver des matériels d'époque en lieu et place des maquettes que l'AGEAT a prévues de réaliser en cas d'insuccès. Raymond RUFFIN, dans son chapitre relatif à la « source K », précise que la Société Anonyme des Télécommunications (SAT) était le fournisseur des PTT pour les lignes souterraines à grande distance (LSGD). Une recherche a permis d'identifier l'association des anciens de la SAT et de prendre contact avec son président. Ce dernier informe l'AGEAT de la disparition de la société en tant que telle suite aux restructurations industrielles successives depuis la guerre. Cependant il donne à l'AGEAT plusieurs contacts. Parmi ces contacts figurent l'association des amis du musée et de l'histoire des télécommunications d'Aquitaine (AMHITEL) et le conservateur de la collection historique d'Orange.

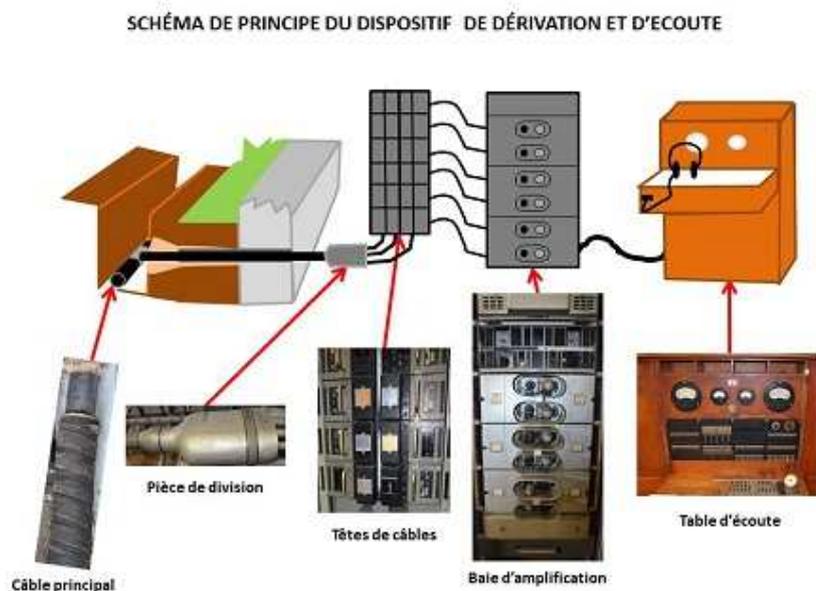
Un rendez-vous est calé avec l'AMHITEL dans ses locaux. Une visite de leurs salles permet de découvrir plusieurs matériels de la période 1937-1942, dont des amplificateurs de SAT et de l'outillage utilisé par les techniciens des LSGD. Par ailleurs, des présentations de câbles et de boîtes de dérivations ou mains de division ouverts permettent de constater certains savoir-faire, notamment pour le raccordement par épissures et leur isolement par des tubes en carton regroupés en « fagots ». Un accord de principe est pris avec M. DUPOIRIER, président de l'AMHITEL, pour le prêt des matériels jugés intéressants pour la reconstitution des moyens techniques probablement utilisés par KELLER et ses compagnons.

Du côté de la collection historique d'Orange, aucune archive n'existe sur l'architecture technique arrêtée par SUEUR et KELLER. En revanche, M. BATTISTON, le conservateur, fournit les coordonnées d'un ancien cadre des LSGD, M. ARCANGELI bien connu de l'UNATRANS. Un contact est pris avec ce dernier. Une relation suivie s'établit. Une intense correspondance électronique est échangée pour recueillir des informations, partager des réflexions ou fournir des avis. Petit à petit s'échafaudent les différents volets de la solution technique probable retenue par SUEUR et KELLER. Une rencontre entre l'AGEAT, l'AMHITEL et M. ARCANGELI est organisée à la fin août dans les locaux de l'AMHITEL. Cette rencontre permet d'affiner les matériels à emprunter et à préciser certains savoir-faire des techniciens des LSGD.

Fort de ces éléments, une première réunion est proposée à la production. Au cours de cette réunion l'AGEAT présente au réalisateur et à la production les différents volets techniques retenus et la manière de les concrétiser assortie d'une estimation financière pour

¹ L'AGEAT avait déjà fourni un décor et un équipement de radio clandestin dans le cadre d'un autre documentaire historique sur un agent féminin du service de renseignement français entre 1938 et 1945. Ce documentaire, « MAD, une héroïne de l'ombre », a été diffusé par France 5 le 25 février 2018.

y parvenir. Outre la visualisation des matériels d'époque à emprunter, l'AGEAT présente le projet de réaliser comme table d'écoute une reconstitution d'une table de contrôle et de mesure à substituer à une table existante dont le poids et l'encombrement nécessitent des moyens de manutention hors de portée. La production valide ces propositions et le montant des contraintes financières.



Au-delà des matériels, le principe de reconstitution de documents techniques est également validé, notamment pour le carnet de fils et le plan de correspondance des quarts. En effet, ces documents étaient indispensables à KELLER pour identifier les circuits d'intérêt et pour localiser leur position dans le câble selon le tronçon considéré afin de les dériver.



Câble N° 62 Paris – Reims – Metz										
Tronçon de Paris à La Ferté-sous-Jouarre										
CARACTERISTIQUES										
Longueur du tronçon : 47,580 kms					Nombre de pupins : 26					
Nombre de quartes : 115 quartes 0,9 mm et 14 paires 1,4 mm										
Charge	Ø	Zc		fo		N° des Quartes	α		R Ω	Observations - Divers
		R	F	R	F		R	F		
H 22/9	0,9	560	280	8000	9800	0 à 23	0,379	0,363		Groupe rouge circuits 4 fils OE
H 2,8	1,4	200		21800		P1 à P4	0,307			Groupe rouge circuits à 4 voies OE
B 9	1,4	510		17600		R1 et R2	0,175			Groupe rouge circuits radio OE
H 22/9	0,9	560	280	8000	9800	24 à 47	0,379	0,363		Groupe vert circuits 4 fils EO
H 2,8	1,4	200		21800		P5 à P8	0,307			Groupe vert circuits à 4 voies EO
B 9	1,4	510		17600		R3 et R4	0,175			Groupe vert circuits radio EO
H 88/36	0,9	1120	560	4050	4900	48 à 114	0,217	0,214		Groupe bleu circuits 2 fils

Première page du carnet de fils reconstitué fixant la répartition des types de circuits et leurs charges
(OE : Origine – Extrémité EO : Extrémité-Origine)

Paris Saint-Amand	La Ferté Sous-Jouarre	- 3 -									
Dérivation	Extrémité	Trans.	Quartes	Circuits	Prolongement	Observations					
			H 22/9 4 fils 3	1 2 X W - 3		Réservé Feldschalt Abteilung z.b.V.2					
			H 22/9 4 fils 4	1 2 X W - 4		Réservé Feldschalt Abteilung z.b.V.2					
			H 22/9 4 fils 5	1 2 X W - 5		Réservé Feldschalt Abteilung z.b.V.2					
			H 22/9 4 fils 6	1 2 X W - 6		Réservé Feldschalt Abteilung z.b.V.2					
			H 22/9 4 fils 7	1 2 X L - 1		Réservé Feldschalt Abteilung z.b.V.2					
			H 22/9 4 fils 8	1 2 X L - 2		Réservé Feldschalt Abteilung z.b.V.2					
			H 22/9 4 fils 9	1 2 X L - 3		Réservé Feldschalt Abteilung z.b.V.2					
			H 22/9 4 fils 10	1 2 X L - 4		Réservé Feldschalt Abteilung z.b.V.2					
			H 22/9 4 fils 11	1 2 X K - 1		Réservé Feldschalt Abteilung z.b.V.2					

Exemple de page interne du carnet de fils fixant l'affectation de chaque quarte
(W : Wehrmacht, L : Luftwaffe, K : Kriegsmarine, G : Gestapo, Ab : Abwehr, etc.)

Ce carnet de fils a pu être reconstitué grâce aux échanges entre M. ARCANGELI et l'AGEAT.

SERVICE D'ETUDES POUR LES LIAISONS TELEPHONIQUES
ET TELEGRAPHIQUES A LONGUE DISTANCE

CABLE N° 62
PARIS - REIMS - METZ

Plan de correspondance des quartes

TRONÇON
PARIS ST-AMAND – LA FERTE SOUS JOUARRE

LTT

1, rue Charles BOURSEUL
CONFLANS STE HONORINE

N° quartes	P 113	LONGUEURS								P 114	N° quartes	
		← Paris Saint-Amand	1	2	3	4	5	6	7			8
PAIRE RADIO 1,4 CHARGE B.9												
	R1	3R1	3R1	3R1	3B5	3R1	3B5	3R1	3B5	R1		
	R2	3B5	3B5	3B5	3R1	3B5	3R1	3B5	3R1	R2		
	R3	5R4	5R1	5R1	5R1	5R4	5R1	5R4	5R1	R4		
	R3	5R1	5R4	5R4	5R4	5R1	5R4	5R1	5R4	R3		
PAIRE 4 VOIES 1,4 CHARGE H.2,8												
	P1	3R2	3R2	3R2	3R2	3R2	3R2	3R2	3R2	P1		
	P2	3B4	3B4	3B4	3B4	3B4	3B4	3B4	3B4	P2		
	P3	5R2	5R3	5R3	5R2	5R2	5R3	5R3	5R2	P4		
	P4	5R3	5R2	5R2	5R3	5R3	5R2	5R2	5R3	P3		
GOUPE ROUGE 4 FILS DE H.22/9												
	0	3V2	3B3	2N	3B1	3B3	3B3	3B2	3J3	2		
	1	3J1	3J1	3J1	3V4	3R3	2N	3R3	2N	6		
	2	2N	2N	3R4	3J4	3J1	3V4	3V1	3V4	11		
	3	3J3	3R3	3B3	3V3	3B1	3V2	3R4	3B1	14		
	4	3J2	3R4	3R3	3V2	3J3	3J4	2N	3B2	1		
	5	3B3	3J2	3V3	3B2	3J2	3B2	3B3	3V3	0		
	6	3R3	3V3	3J2	2N	3N	3V1	3N	3J1	3		
	7	3R4	3J4	3B2	3J3	2N	3R4	3J3	3R3	8		
	8	3B1	3J3	3J3	3B3	3V3	3J2	3B1	3R4	12		
	9	3N	3V4	3N	3V1	3R4	3J3	3V2	3V2	4		
	10	3V1	3V1	3V1	3N	3V2	3B1	3V3	3J2	10		
	11	3B2	3B1	3V2	3J2	3B2	3R3	3J2	3J4	13		
	12	4J2	1J1	4V4	2R1	4R5	4V2	2V1	2B3	5		
	13	3V4	3N	3V4	3J1	3J4	3V3	3J4	3B3	7		
	14	3J4	3B2	3B1	3R4	3V1	3N	3J1	3N	9		
GOUPE VERT 4 FILS EO H.22/9												
	15	5J2	5B3	5N	5B5	5B3	5J5	5B4	5V2	23		
	16	5J3	5N	5B2	5B1	5J2	5B2	5J5	5B4	15		
	17	5B4	5J2	5B1	5N	5B4	5B4	5B5	5V3	18		
	18	5B2	5V2	5V3	5B3	5B1	5J2	5N	5B5	25		
	19	5V4	5J1	5J1	5J1	5V2	5N	5V3	5B2	19		
	20	5N	5J3	5V2	5J2	5J4	5V1	5V4	5J1	17		
	21	5J5	5J5	5B5	5B4	5N	5B5	5J3	5J5	21		
	22	5B1	5B2	5J3	5V3	5B5	5B3	5B3	5J2	22		
	23	5J4	5V1	5V1	5V1	5J3	5B1	5V2	5J3	16		
	24	5V1	5J4	5V4	5J4	5B2	5V3	5B2	5N	28		
	25	5V2	5V3	5J2	5J3	5V1	5J4	5J1	5V4	29		
	26	4J5	4B3	2R1	4R4	4J4	2V2	4B4	4R6	20		
N° quartes	P 113	LONGUEURS								P 114	N° quartes	
		← Paris Saint-Amand	1	2	3	4	5	6	7	8	→ La Ferté-sous-Jouarre	

Reconstitution du plan de correspondance des quartes du secteur de Noisy le Grand.

Chaque secteur entre 2 charges pupins (ici tronçon 1, pour Paris Saint-Amand /La Ferté-sous-Jouarre, suivi des pupins 13 et 14, d'où les références P113 et P114 pour identifier le secteur) était constitué de 8 longueurs de câble de 230 mètres (d'où les colonnes de 1 à 8) mises bout à bout par des boîtes de jonctions (il fallait régénérer les signaux avec des pupins tous les 1800 mètres). A chaque boîte de jonction, chaque circuit changeait de position dans le câble à fin d'équilibrage.

Pour la reconstitution de ce plan de correspondance des quarts du tronçon de Paris Saint-Amand à la station d'amplification de la Ferté-sous-Jouarre, la relation avec M. ARCANGELI a été essentielle.

Afin d'illustrer la réflexion menée par SUEUR pour réaliser les amplificateurs nécessaires en vue de compenser la dérivation, l'AGEAT a retrouvé les plans de l'alimentation de la baie d'amplification et des amplificateurs construits par la SAT en 1942.

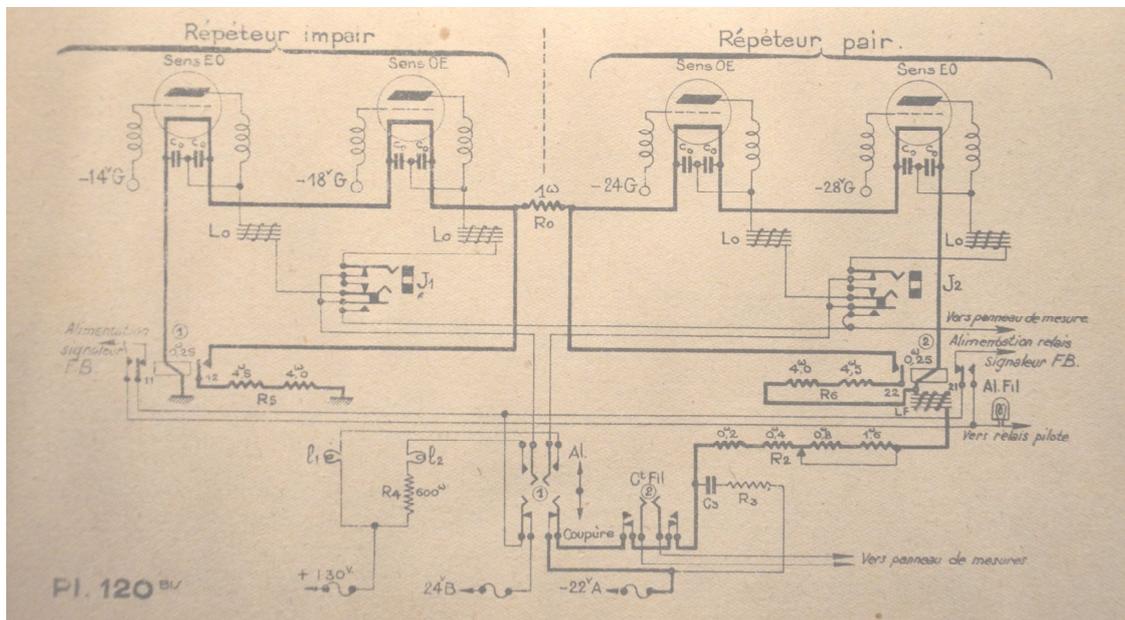


Schéma de la baie d'alimentation

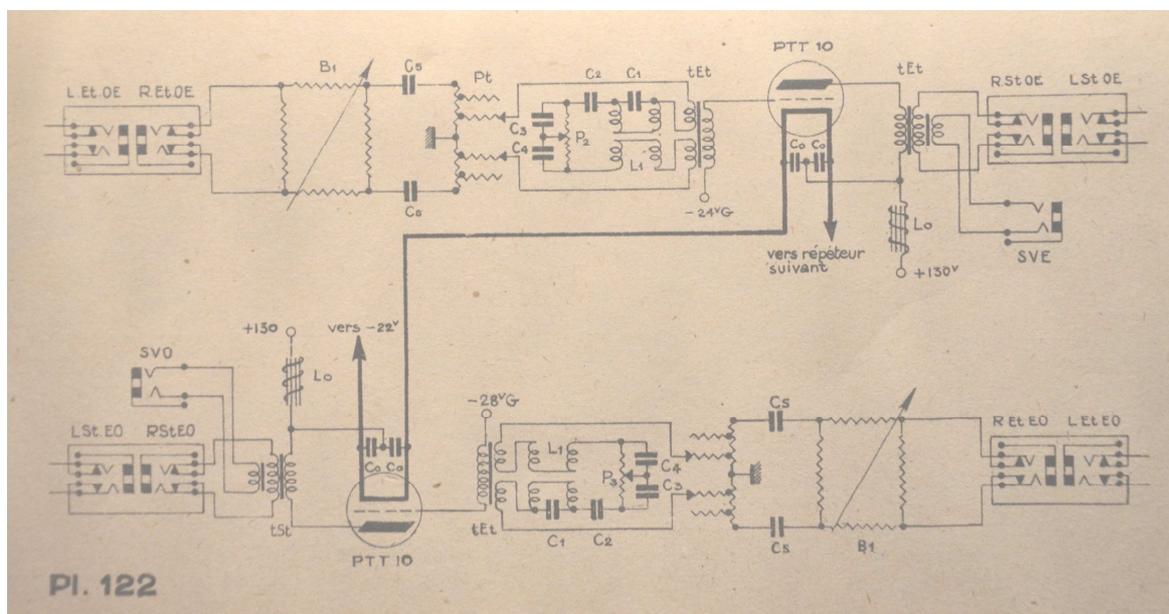


Schéma des amplificateurs

En complément des matériels à emprunter à l'AMHITEL, l'AGEAT a contacté le conservateur de la collection d'Orange afin de disposer d'outillage complémentaire pour illustrer les savoir-faire des techniciens des LSGD.

Fer à souder



Lampe à souder



Bidon carburant



Quelques moyens de soudure

En janvier 2018, les dates du tournage sont définitivement arrêtées du 8 au 10 mars. Le processus de planification des différentes actions à mener qui en découlent est défini. Une réunion avec la production et le réalisateur en février fige les différentes scènes à tourner et les accessoires techniques à prévoir.

Les rendez-vous pour récupérer les matériels à l'AMHITEL et au musée de la collection historique d'Orange sont calés.

Simultanément, les travaux de reconstitutions des matériels et documents s'accroissent.

Après 10 mois de recherche et de préparatifs, l'aventure en vue du tournage démarre le 28 février avec l'arrivée de l'équipe alsacienne à l'aéroport de Bordeaux. Le lendemain, après avoir récupéré le véhicule de location, les matériels sont chargés au musée des télécommunications d'Aquitaine. Le 2 mars, direction l'Alsace pour confectionner les structures d'accueil des matériels empruntés. Après quatre jours d'intenses préparatifs, le véhicule est chargé avec près d'une tonne de matériels.

Le 7 mars toute l'équipe prend la route pour Prague où doit être tourné le documentaire. Le 8 au matin tout le monde se rend sur les lieux de tournage à une quarantaine de kilomètres de Prague. Trois jours de tournage intenses commencent sur une large amplitude horaire, de 09h00 à 23h00.

Le 11, retour en Alsace. Le 12, remise à l'état d'origine des matériels dont certains appareils de mesure avaient été modifiés afin de leur donner "vie". Le 13, départ pour Bordeaux avec une escale à Soisy-sous-Montmorency (95) pour restituer de l'outillage au musée de la collection d'Orange.

Le 14 mars, retour des matériels à l'AMHITEL et réintégration du véhicule de location. Le 15, direction l'aéroport pour le retour de l'équipe alsacienne.

Cette contribution a été une expérience particulièrement intéressante pour découvrir les coulisses d'un tournage. Des liens amicaux se sont rapidement tissés avec les acteurs et figurants ainsi que toute l'équipe de tournage (assistantes du réalisateur, éclairagistes, costumières, maquilleuse).

D'après le réalisateur et la production, le documentaire n'aurait pas pu être tourné sans la contribution de l'AGEAT. Mais si ce satisfecit nous fait honneur, il convient de le partager avec les membres de l'AMHITEL et leur président M. DUPOIRIER, avec le conservateur de la collection Orange, M. BATTISTON, ainsi qu'avec M. ARCANGELI pour son expertise des LSGD. Un grand merci à eux pour toutes les connaissances qu'ils ont bien voulu partager avec nous.



L'équipe de l'AGEAT sur les lieux du tournage



Baies d'accueil en cours d'aménagement



Près d'une tonne de matériels



Décor technique prêt pour le tournage (à gauche de la photo les 3 baies techniques : baies de gauche et du centre : têtes de câbles, de droite : baie d'amplification, au centre de la photo : table d'écoute ; à droite de la photo : bureau d'exploitation des PV d'écoute)

La diffusion du documentaire de 52 minutes est prévue à l'automne 2018 sur France 5. L'AGEAT ne manquera pas de prévenir de la date exacte de cette diffusion.

<http://ageat.asso.fr/>

Le centenaire de Bertrand BUCHOUD à l'ATAL

C'est avec beaucoup d'humilité que nous assistons, en cet après-midi du vendredi 25 mai 2018, nous, les Anciens des Transmissions de Lorraine, à la remise de la médaille d'or de la ville de Nancy organisée par cette dernière et l'EHPAD (Résidence « Les Cygnes ») pour marquer le centenaire de notre cher camarade, le Capitaine des Transmissions (er) Bertrand BUCHOUD. Après le mot d'accueil par le médecin représentant la directrice, ce moment a été propice au retour en arrière sur les grands événements de la vie militaire de notre senior.



Issu d'une famille de militaires, dont l'un de tes frères tombera à la tête de sa compagnie en 1944 au début de la bataille du Garigliano, tu t'engages en 1936 et tu rejoins, lors de la confrontation avec l'Allemagne nazie, la zone fortifiée de la ligne Maginot à Haguenau. Tu seras blessé en service commandé dans cette commune en mars 1940 et tu connaîtras la dure épreuve de la mise en congé d'armistice à Avignon. Au printemps 1941, tu apprendras que l'armée recherche des volontaires pour servir en Mauritanie (en Afrique Occidentale Française). Ta candidature retenue, tu débarqueras à Dakar le 1^{er} mai 1941.

Quand ton unité sera dissoute en avril 1943, tu rejoindras l'unité de Transmissions de la 10^{ème} division d'Infanterie coloniale à Dakar puis le Maroc, l'Algérie et tu combattras en Italie. Réembarqué, tu mettras à nouveau pied à terre en Provence et tu t'illustreras lors de la campagne de France notamment à la libération de Belfort, aux combats sur Mulhouse où tu seras cité à l'ordre du régiment et à la réduction de la Poche de Colmar en février 1945. Tu franchiras le Rhin le 9 avril 1945 dans la région de Karlsruhe et tu participeras alors à l'occupation de l'Allemagne jusqu'en octobre 1948. Quelques années plus tard, tu serviras de mai 1951 à août 1953 en Indochine et en Algérie de juin 1955 à juillet 1957 avant de demander à être dégagé des cadres de l'armée active le 1^{er} avril 1962





Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, tu as été décoré de la médaille militaire et tu as été fait chevalier de la Légion d'Honneur.

Nous sommes fiers de t'accompagner aujourd'hui Bertrand, Toi qui n'as jamais oublié de servir ton Arme, déjà dès sa création, à l'Amicale des Transmissions de Lorraine. Récompense suprême, tu en as reçu le drapeau comme porte-drapeau en septembre 1949 sur la place Stanislas à Nancy.

Ton assiduité jamais prise en défaut et ta capacité à résister au temps ainsi que ta seule présence pour transmettre la mémoire aux plus jeunes que nous sommes font de Toi, mon cher Bertrand, un modèle que nous n'avons de cesse de citer en exemple.

Merci à M. le Maire de Nancy et à Mme la directrice de l'EHPAD pour cette cérémonie et cette belle rencontre patriotique !

Et par Saint-Gabriel, vive les transmissions

DEVOIR

DE

MÉMOIRE

INAUGURATION DE LA PLAQUE “MERS-EL-KÉBIR” À ROGNAC (BOUCHES-DU-RHÔNE)

Le 3 juillet 1940, onze jours après la signature de l’armistice entre la France et l’Allemagne, la Royal Navy déclencha l’opération « Catapult » destinée à empêcher la flotte française de tomber aux mains du III^e Reich. Au milieu de la nuit, dans les ports britanniques de Plymouth et Portsmouth, les Britanniques s’emparèrent par la ruse et par la force des bâtiments français réfugiés en Grande-Bretagne. À l’aube, une puissante escadre, la force H, composée du porte-avions Ark Royal, des cuirassés Resolution et Valiant, du croiseur de bataille Hood, des croiseurs légers Arethusa et Emerald, et de 10 contre-torpilleurs – commandée par l’amiral Somerville se présenta devant Mers-El-Kebir, devenu, depuis l’invasion de la France, la base de repli d’une partie importante de notre marine. Se trouvaient au mouillage les cuirassés Bretagne et Provence, les croiseurs de bataille Dunkerque et Strasbourg, les contre-torpilleurs Mogador, Volta, Le Terrible, Tigre, Lynx et Kersaint, ainsi que le transport d’hydravions Commandant Teste. Un ultimatum à échéance de six heures fut remis au vice-amiral d’escadre Gensoul, lui donnant le choix entre le ralliement au Royaume-Uni, un désarmement des navires dans un port de la Martinique ou un sabordage. Alors que les Français tentent de faire traîner les négociations pour gagner du temps, l’escadre britannique ouvrit brutalement le feu, à 16 h 53, sur les bâtiments français. La position de nos navires – ils étaient embossés « cul à quai » à la jetée – rendit difficile la riposte française et les dégâts furent terribles. La Provence et le Dunkerque, gravement touchés, durent s’échouer pour ne pas couler ; le cuirassé Bretagne, atteint de plein fouet par une salve britannique, prit feu puis explosa, entraînant dans la mort 997 marins de son équipage ; le Mogador fut touché sur l’arrière par un obus de 380 mm qui fit exploser des grenades anti-sous-marines en magasin. Seule consolation, le croiseur de bataille Strasbourg, sous les ordres du capitaine de vaisseau Louis Edmond Collinet, réussit, grâce à une superbe manœuvre, à appareiller ainsi que cinq contre-torpilleurs. Une chance hors du commun leur permit d’éviter les mines posées par les avions anglais et de s’échapper, en ouvrant au passage, mais sans succès, le feu sur les bâtiments britanniques. Trois jours plus tard, une nouvelle attaque de l’aéronautique britannique toucha le patrouilleur auxiliaire Terre Neuve et détruisit le dragueur Esterel. Au total, les pertes françaises s’élevèrent à 1297 morts et 350 blessés.

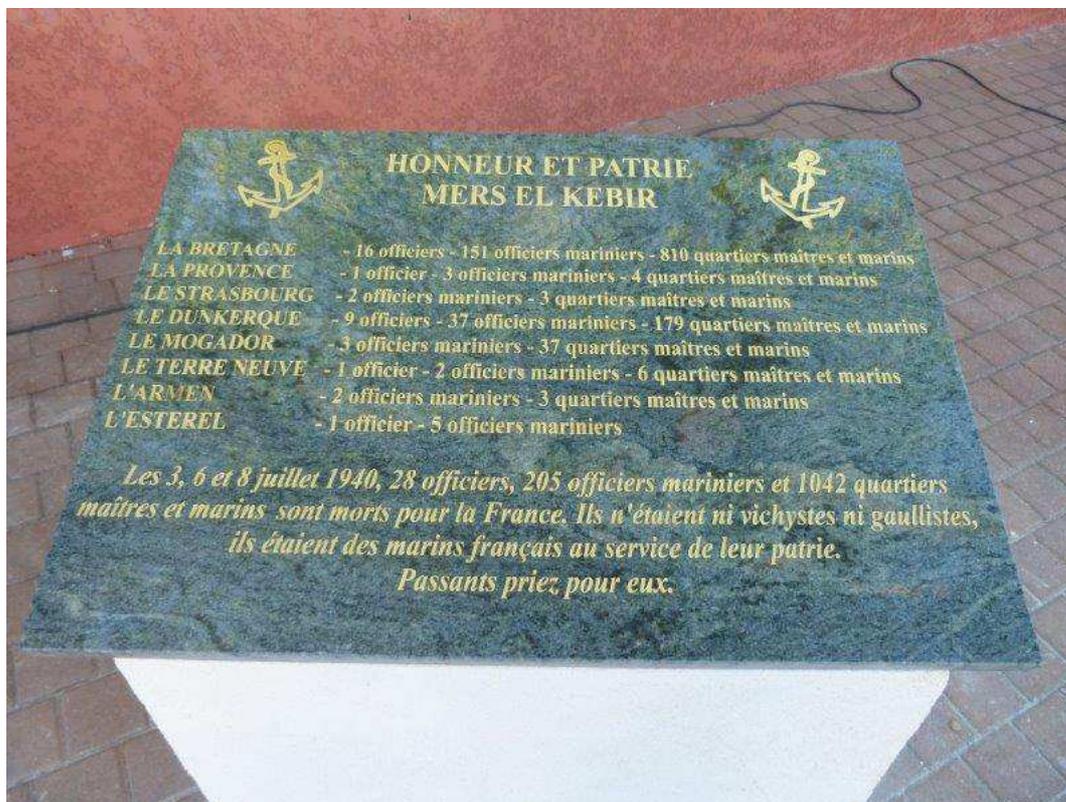
Comme les années précédentes, tous les 3 juillet, Rognac est la seule commune des Bouches-du-Rhône qui commémore cette tragédie par une cérémonie devant la stèle de l’Ancre de Marine. À cette cérémonie participaient le Maître Principal (H) Philippe Chovet, représentant et président de l’Acomar 13 (Association Centrale des Officiers-Mariniers et de Marins de Réserve, section des Bouches-du-Rhône) et le Major (H) Gérard Even, représentant et président de l’AOM-MP (Association des Officiers-mariniers en Retraite Marseille-Provence).

Pour que ce douloureux épisode ne tombe pas dans l’oubli, tous deux proposèrent au Comité de coordination des anciens combattants des Bouches-du-Rhône l’idée d’une plaque commémorative en granit. Leur proposition fut acceptée et financée conjointement par le Comité de coordination des anciens combattants, l’ACOMAR, l’AOM-MP, l’AMMAC (Amicale des Marins et Marins Anciens Combattants) de Rognac et l’ACORAM (Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale).

Le 2 septembre 2017, à la stèle de l’ancre de Marine, boulevard de la Libération à Rognac, devant plus de 200 personnes, cette plaque fut dévoilée, au cours d’une émouvante cérémonie, par Stéphane Le Rudulier, Maire de Rognac. le Chef de bataillon (H) Francis Agostini, président du Comité de coordination des anciens combattants des Bouches-du-Rhône, le Maître Principal (H) Philippe Chovet, président de l’Acomar 13, le Major (H) Gérard Even, président de l’AOM-MP, Claude Martin, président de l’AMMAC, Philippe Pakiry, président du Souvenir Français de Rognac, ainsi que la présence exceptionnelle de 44 porte-drapeaux.

Lors de leurs prises de parole, Messieurs Claude Martin, Francis Agostini et Stéphane Le Rudulier ne manquèrent pas de remercier chaleureusement Philippe Chovet et Gérard Even pour le rôle moteur qu'ils avaient joué dans ce projet. Tout simplement, ces deux marins avaient su rester fidèles à la pensée de leurs anciens de Mers-El-Kebir : « On pardonne mais on n'oublie pas ».

EV2 (H) Gérard MANGIANTE — ACOMAR des Bouches-du-Rhône



La stèle du souvenir à Rognac



La gerbe de l'ACOMAR des Bouches du Rhône

LES AMÉRICAINS DANS LA 1^{ère} GUERRE MONDIALE

Lorsque la guerre éclate, le 3 août 1914, le Président des États-Unis, Woodrow WILSON, souhaite observer une stricte neutralité et maintenir l'unité nationale d'un pays dont un habitant sur quatre est né à l'étranger ou de parents originaires des deux blocs antagonistes. Mais les provocations allemandes au début de 1917 viennent à bout de l'espoir nourri par les Américains d'un rétablissement de la paix par la négociation. Sur le plan économique et financier, la neutralité américaine est théorique car plus la guerre devient longue et totale, plus les pays de l'Entente ont recours aux États-Unis pour s'approvisionner en énergie, matières premières, produits industriels et alimentaires (1) mais aussi pour emprunter (2).

Devenus les créanciers de la France et de la Grande-Bretagne, les États-Unis encouragent la victoire de l'Entente, sans pour cela se décider à entrer en guerre eux-mêmes. WILSON est ainsi réélu en 1916 notamment sur le thème de la non-intervention américaine : "He kept us out of war" sera le slogan populaire de la campagne. Des volontaires américains sont pourtant déjà présents sur le sol français et, de fait, les États-Unis sont donc impliqués dans la Première Guerre mondiale avant leur entrée en guerre aux côtés (mais non au sein) de la Triple-Entente (France, Royaume Uni et Russie).

Certains sont engagés dans des formations combattantes comme la Légion étrangère ou l'escadrille La Fayette formée de pilotes souvent fortunés et aventureux qui ne manquent pas de susciter l'intérêt de leurs compatriotes. Intégrée en janvier 1918 à l'armée de l'Air américaine, cette escadrille comptait alors 267 pilotes engagés dont 180 servirent au front et comptabilisèrent 199 victoires.

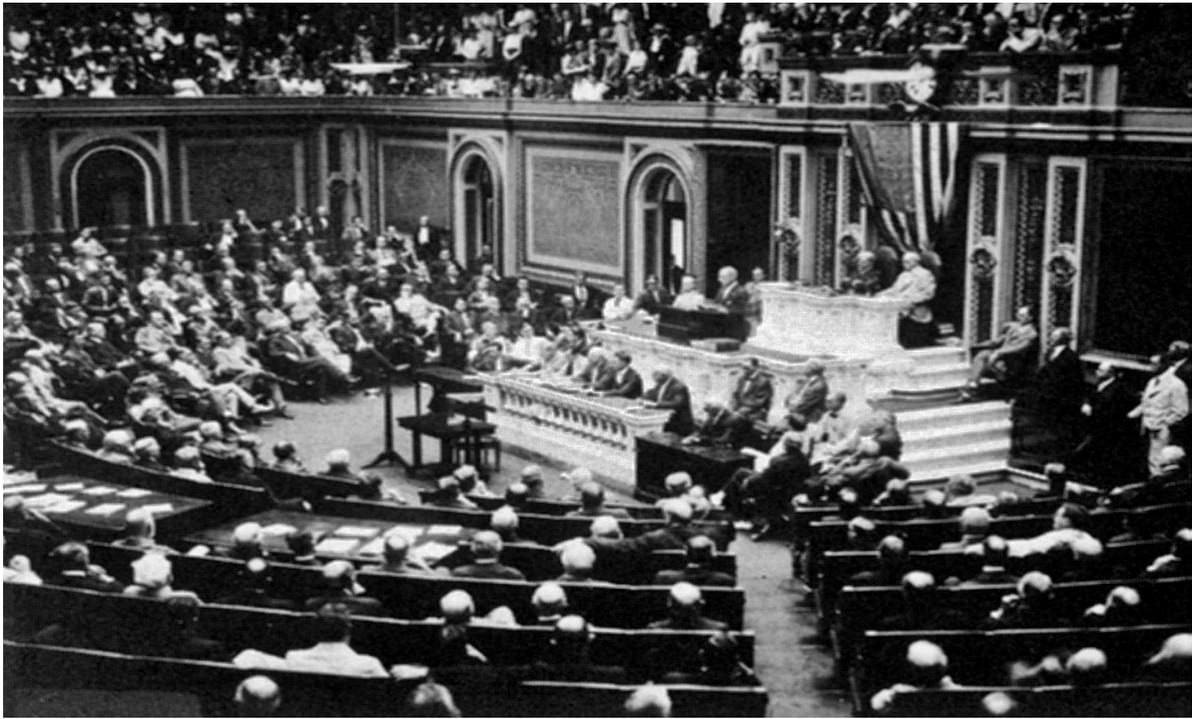
D'autres se retrouvent dans des formations sanitaires, à l'image de l'hôpital américain de Neuilly-sur-Seine qui, dès les premiers jours du conflit, propose d'accueillir les blessés de guerre de toutes nationalités, organise une "Ambulance" (hôpital militaire) dans des locaux prêtés par le Service de santé de l'armée française, se charge du transport des blessés et offre des soins à l'avant-garde de la technique médicale de l'époque.

Le 16 janvier 1917, le secrétaire d'État allemand des affaires étrangères, Arthur ZIMMERMANN, adresse un télégramme secret à l'ambassadeur allemand au Mexique dans lequel il lui suggère de préparer avec ce pays une alliance contre les États-Unis. En contrepartie, l'Allemagne lui promet une aide financière et la restitution du Texas, du Nouveau-Mexique et de l'Arizona, perdus lors de la guerre de 1846-1848.

Intercepté par le Royaume-Uni et publié dans la presse américaine le 1er mars 1917, ce télégramme soulève une vive indignation de l'opinion publique. Le 31 janvier 1917, l'Allemagne décrète à nouveau "la guerre sous-marine à outrance", suspendue dix-huit mois plus tôt après le coulage du Lusitania et les menaces de représailles des États-Unis.

Le Kaiser veut entraver l'approvisionnement de la Grande-Bretagne et de la France pour les obliger à réclamer la paix. Désormais, les sous-marins allemands peuvent couler les cargos américains, même en dehors de la zone de guerre et bien qu'appartenant à un pays neutre. Véritable menace pour la flotte de commerce américaine, cette décision frappe toute l'économie du pays qui tourne alors à plein régime pour répondre à la forte demande de l'Entente.

Le 1er février 1917, WILSON rompt les relations diplomatiques avec l'Allemagne, espérant que cela suffira pour la faire renoncer à ses projets. Il n'en est rien. Le 13 mars, les navires marchands reçoivent l'autorisation de se munir de canons. Le 19, l'inévitable se produit : les Allemands coulent le *Vilientia*. Le 20, WILSON est résolu à l'intervention armée contre l'Allemagne et le 2 avril 1917, il demande au Sénat de voter la déclaration de guerre. Le 6 avril 1917, à 13 h 18, le Congrès vote la guerre par 373 voix contre 50. Le président WILSON proclame alors : "*L'Amérique doit donner son sang pour les principes qui l'ont fait naître...*"



février 1917, le président WILSON annonce au Congrès la rupture des relations officielles avec l'Allemagne. (3 février 1917).

Les États-Unis s'engagent donc dans la guerre pour faire respecter les règles du droit international, mais ils n'ont pas pour autant les moyens de la faire. Alors qu'ils comptent 103 millions d'habitants, ils ne disposent que d'une armée de métier aux effectifs réduits, à peine 200 000 hommes, dont les seules expériences du combat ont été acquises contre les Indiens, les rebelles philippins, les Espagnols de Cuba ou les hors-la-loi mexicains de Pancho Villa.

Ces hommes ne semblent guère capables de soutenir un conflit lointain impliquant un engagement massif. Cette armée ne possède que 285 000 fusils, 1 500 mitrailleuses, 550 canons, aucun tank et 55 avions surannés. Seule l'US Navy est moderne : 14 super cuirassés dreadnoughts, 250 destroyers, 36 sous-marins, un personnel qualifié dont 80 000 marins serviront en opération. Cette flotte, commandée par l'amiral SIMS, va accomplir ses missions de convois de troupes vers l'Europe et de lutte anti-sous-marine avec succès.

De jeunes américains, épris de liberté, habités par l'esprit d'aventure et prêts à en découdre, s'étaient déjà engagés aux côtés de la France. Mais répondre à cet appel n'était pas aussi simple ; les États-Unis n'étaient pas en guerre contre l'Empire allemand, et tout citoyen américain se mettant au service d'une puissance étrangère perdait ses droits et sa nationalité.

L'ambassadeur des États-Unis à Paris leur souffla la solution : soit s'engager comme combattants dans la Légion étrangère, soit comme non-combattants dans les services ambulanciers volontaires. Parmi ces volontaires américains, beaucoup étaient issus des classes aisées, ils avaient les moyens financiers, plusieurs possédaient leurs propres avions et souhaitaient s'engager dans l'armée de l'Air. En avril 1916, un groupe d'Américains réussit à former, avec l'aide d'officiers français, l'Escadrille 124, « l'escadrille américaine » basée à Luxeuil-les-Bains (Haute-Saône).

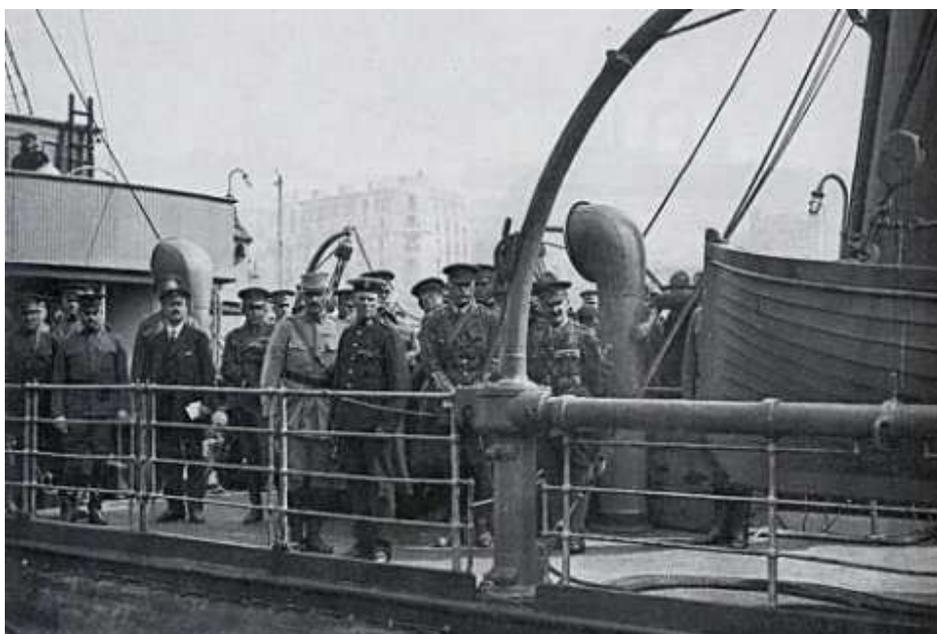


Un SPAD S.VII de l'Escadrille Lafayette.

Par la suite, lorsque le nombre d'Américains volontaires dans l'aviation sera trop important pour une seule escadrille, ils seront versés dans d'autres escadrilles. L'ensemble de ces volontaires est toutefois regroupé sous l'appellation Lafayette Flying Corps.

Pour les Alliés, l'entrée en guerre des Américains arrive au bon moment : la chute du tsarisme et les incertitudes qui pèsent sur l'avenir d'une Russie en proie au désordre et à l'agitation révolutionnaires, le réveil des tensions sociales et la fin de l'Union Sacrée, l'échec sanglant de l'offensive Nivelle dans le secteur du Chemin des Dames et les mutineries sur le front ont, en effet, de quoi inquiéter. L'annonce de l'intervention américaine vient à point nommé ranimer l'espoir des hommes et la certitude des gouvernants qu'avec le temps "**On les aura**".

Prenant le commandement de l'armée française, saignée à blanc par les excès de la stratégie de l'offensive à tout prix suivie jusque-là, le général PETAIN peut ainsi annoncer, au printemps 1917, qu'il "**attend les Américains et les tanks**". Une délégation française, la mission Joffre-Viviani du nom du vainqueur de la Marne et du vice-président du Conseil, est envoyée aux États-Unis du 24 avril au 15 mai, chargée de "conquérir" l'opinion publique et de fixer avec précision le concours militaire des États-Unis.



Le 13 juin 1917, arrivée du général PERSHING à Boulogne.

Voté le 18 mai 1917 malgré l'opposition de certains démocrates à cette "autre forme d'esclavage", le Selective Service Act institue la conscription de tous les citoyens de sexe masculin âgés de 21 à 30 ans. Il permet de porter les effectifs de l'armée de 200 000 hommes en février 1917 à quatre millions de soldats en novembre 1918. JOFFRE reçoit un accueil très favorable et signe avec ses homologues américains un accord portant sur les moyens et les procédures d'intervention : il admet la création, en France, d'une armée US comme une légitime manifestation d'orgueil patriotique mais réussit, en contrepartie, à obtenir l'envoi d'un corps expéditionnaire dès le mois de juin, la France lui fournissant les instructeurs, les canons, les avions et les tanks.

Le 13 juin 1917, 177 Américains, dont le général John PERSHING, commandant en chef du corps expéditionnaire, et le lieutenant PATTON, débarquent à Boulogne dans la liesse populaire. "Avec leurs uniformes de drap olive, leurs feutres à larges bords, leurs ceintures à pochettes multiples et cette allure de jeunes cow-boys de l'Ouest américain, ils apportaient une note pittoresque inédite dans nos décors de guerre", relate le journal l'Illustration.

PERSHING multiplie les rencontres et les présentations officielles durant les semaines qui suivent. Le 28 juin, il assiste, à Saint-Nazaire, à l'arrivée de la 1^{ère} DIUS. Le 4 juillet, jour de la

fête nationale américaine, il se recueille sur la tombe du marquis de La FAYETTE au cimetière de Picpus, à Paris. C'est à cette occasion que le colonel STANTON lance la phrase devenue célèbre : "**La Fayette, nous voilà !**" qui déchaîne l'enthousiasme de la foule massée aux abords du cimetière.

Le 21 août, PERSHING inspecte avec PETAIN la 1^{ère} DIUS. Le 6 septembre, il est à Chaumont (Haute-Marne), son futur QG. Fin octobre, la division se voit attribuer un secteur proche de Toul et de Lunéville où les troupes subissent l'épreuve du feu et déplorent les premiers tués au combat



Arrivée du général PERSHING à Paris.

Pour amener en moins de 18 mois plus de deux millions de soldats, des tonnes de matériels, de munitions, d'armes, de ravitaillement de toutes sortes, les Américains vont créer en France des camps, des ports et des gares. Le général PERSHING choisit Saint-Nazaire, en Loire-Atlantique, comme base de débarquement. C'est là qu'arrivent, le 26 juin 1917, les premiers bâtiments d'un convoi parti de New York qui amène 14 750 hommes. Le 9 août, une deuxième base américaine est créée à Bassens en Gironde, puis en septembre, des travaux d'aménagement commencent à Pontanézen, près de Brest, pour la construction d'une véritable ville qui va accueillir 70 000 militaires américains en transit avant de monter au front. Pour chaque homme qui débarque, une tonne de matériel arrive également en France. À Bassens, les Américains créent un port artificiel capable de recevoir et de décharger vingt navires à la fois.

Bientôt, ils relient chacun de leurs ports et de leurs camps par des voies de chemin de fer qui vont jusqu'à Is-sur-Tille (Côte d'Or) en passant par Bourges et Tours. À Gièvres (Loir-et-Cher), une immense gare régulatrice est installée. Elle comprend deux gares de triage, avec 145 hectares de stockage, un dépôt pétrolier, une usine frigorifique, un arsenal pour les munitions, un atelier de 200 locomotives. En novembre 1918, le personnel américain du chemin de fer s'élève à plus de 30 400 agents pour un parc de 14 000 wagons et de 1 380 locomotives.

Le rythme des débarquements de troupes s'accélère et de 78 000 Sammies (soldats surnommés ainsi en référence à l'Oncle Sam) présents au début du mois de novembre, le corps

expéditionnaire américain compte près de 150 000 hommes sur le sol de France au 31 décembre. Un an plus tard, ils seront deux millions débarqués en France. L'année 1917 voit ainsi la mise en place de la machine de guerre des États-Unis qui, pour la première fois, interviennent dans un conflit à l'échelle mondiale et s'imposent comme une grande puissance.

Recensés et incorporés, 17 313 Indiens deviennent soldats des États-Unis d'Amérique en 1917 et 14 000 d'entre eux sont envoyés en Europe, sur le front occidental, non en unités constituées, mais plutôt à des postes spécifiques, tels que patrouilleurs dans l'infanterie ou transmetteurs du *Signal Corps*. L'engagement des Indiens, héroïques puisque plusieurs d'entre eux reçoivent la Croix de Guerre, conduit à accorder enfin la citoyenneté américaine aux *Natives* dès 1919, même s'ils restent considérés comme des citoyens de seconde zone.



Les « Sammies », à l'allure martiale, défilant devant le général GOURAUD.

Le général PERSHING a reçu les consignes suivantes du président WILSON :

1. Mise sur pied d'une armée américaine indépendante.
2. L'instruction, commencée en Amérique, se terminera en France. Quatre divisions d'infanterie sont mises immédiatement à l'instruction. L'instruction des unités américaines dans la zone des armées sera assurée par des unités combattantes françaises.

Commandant en chef des troupes américaines, le général PERSHING a, dès l'origine, des instructions claires de son ministre de la guerre, BAKER : coopérer avec les Alliés mais en conservant l'intégrité de ses forces jusqu'à pouvoir mener ses propres offensives. Dans cette optique, il s'affranchit peu à peu de la tutelle française et, après bien des pourparlers avec le général FOCH, il peut créer officiellement, le 10 août 1918, la 1^{ère} armée américaine dont le G.Q.G. se situe à Chaumont (Haute-Marne).

En convois maritimes protégés par leur marine commandée par l'amiral SIMS, les Américains arrivent en France au printemps 1918, au rythme de 200 000 par mois. Attendant d'être réunies en une armée capable d'opérer seule, les unités de Sammies vont être jetées par fractions dans la fournaise, lorsque de dangereuses poussées ennemies, déclenchées le 21 mars 1918, imposeront de soutenir d'urgence les troupes françaises et britanniques. Toute l'infrastructure du Service of Supply (camps, dépôts, lignes de communication, transports) fonctionne alors à plein rendement et les effets de la "marée montante" américaine contribuent puissamment à précipiter l'ennemi vers sa perte.

Le déploiement des troupes américaines.

Les 2 et 3 novembre 1917 a lieu le premier engagement de troupes américaines : un bataillon combat à Bathélemont-lès-Bauzemont (région de Lunéville). Trois soldats sont tués, les premiers de l'armée américaine en France (AEF)

À partir du 15 janvier, une brigade (2 régiments) et la totalité de l'artillerie de la 1ère DIUS (division d'infanterie US) sont intégrées à la 1ère armée française. Elle relève la Division Marocaine dans le secteur de Ménil-la-Tour. Les pertes sont nombreuses à partir de fin janvier et augmenteront progressivement avec l'intensification de l'activité ennemie. À partir du 1er mars, la 42ème DIUS rattachée au 7èmeCA de la 7ème armée combattent dans le secteur de Badonviller, contre un violent coup de main allemand venant tester la résistance des troupes américaines.

Du 14 au 23 avril 1918, les Américains participent à des combats dans le secteur de Seicheprey (près de Saint-Mihiel). Le 28 mai, un régiment de la 1ère DIUS est engagé dans la bataille de Cantigny (région de Montdidier). Au prix de lourdes pertes il tient le village de Cantigny conquis sur la 18ème armée allemande. C'est une première consécration de la valeur des troupes américaines et de bon augure pour l'avenir

Du 28 mai au 31 juillet 1918 se déroulent les opérations de la poche Aisne-Marne et de la deuxième bataille de la Marne, à Bouresches, Bois-Belleau, Château-Thierry, Fère-en-Tardenois, Nesles, Fismes, etc..., où s'illustrent notamment la 2ème division d'infanterie américaine et la brigade de marine. Début juin, la 3ème D.I.U.S. réussit à empêcher les troupes d'assaut allemandes de traverser la Marne pour s'emparer de Château-Thierry. La 2ème D.I.U.S., qui avait reçu l'ordre de relever la 1ère D.I.U.S. à Cantigny, s'empare de Bouresches. Entre le 6 et le 25 juin, les Marines (5ème et 6ème Régiment de fusiliers marins) libèrent entièrement le bois Belleau, situé légèrement à l'est de Château-Thierry, malgré leur infériorité numérique. La bataille est considérée aujourd'hui comme le premier engagement majeur et l'événement fondateur de la réputation des Marines. Le 1er juillet, les Américains reconquièrent le village de Vaux, puis, le 9, la cote 204.

Le 15 juillet 1918, la 3ème DIUS gagne son surnom de « Rock of the Marne » (le rocher de la Marne) en conservant sa position sur la Marne face aux assauts allemands à l'est de Château-Thierry.

Le 10 août 1918, la 1ère armée américaine est créée. Deux autres armées seront créées par la suite. En octobre 1918, les forces américaines seront composées de 42 divisions réparties en 3 armées, soit 1 894 000 hommes. PERSHING installe le Grand quartier général de sa 1ère armée à Chaumont en Haute-Marne. L'engagement des unités américaines dans des opérations indépendantes est désormais scellé, les États-Unis acquièrent le rang de grande puissance.

Un certain nombre d'hommes, devenus célèbres par la suite, firent partie de l'AEF (l'American Expeditionary Force), on peut citer : George PATTON, commandant les chars de l'AEF et futur général de la Seconde Guerre mondiale, George MARSHALL, l'un des principaux planificateurs de l'état-major de l'AEF et futur chef de l'état-major de l'armée pendant la Seconde Guerre mondiale, ou Harry S. TRUMAN, futur président des États Unis.

Du 12 septembre 1918 au 15 septembre 1918, a lieu la première grande offensive de l'AEF, avec l'aide des Français. PETAIN est l'homme qui a organisé la défense de Verdun. Il connaît parfaitement ce secteur. Pour dégager Verdun et reprendre l'initiative il sait qu'il faut établir une liaison entre les zones de combats de Champagne et de Meuse, réduire le saillant de Saint-Mihiel et faire sauter le verrou allemand de l'Argonne. Il sait aussi, mieux que quiconque, que l'armée française est épuisée et qu'elle n'a plus les moyens humains et matériels de lancer, seule, ces offensives.

Offensive Meuse-Argonne

Le 12 septembre 1918, engageant quatre corps d'armée (un français et trois de la Première armée américaine), l'offensive de l'Argonne est déclenchée. Les combattants s'engagent dans la forêt. Le 14, les Américains sont à Fresnes-en-Woëvre et les Éparges ne sont plus aux mains des Allemands. Ceux-ci perdirent en moins de deux jours tout le terrain conquis en septembre 1914, ainsi que 13 200 prisonniers et 460 canons.

Dans cette offensive 500 000 Américains, 100 000 Français, 2 780 pièces d'artillerie, 380 chars et 840 avions sont engagés. Malgré de lourdes pertes, du 26 septembre au 11 novembre, l'offensive rejette l'armée allemande au nord du département de la Meuse. Cet engagement massif des Américains livrant leur première grande bataille hors de leur pays, et passant en Meuse, accélère la fin de la guerre. Les lignes allemandes sont enfoncées. Mais les Américains ont payé le prix fort : en moins d'un an, 116 516 d'entre eux ont été tués et près de 204 000 blessés.

L'offensive Meuse-Argonne est la dernière grande bataille de la guerre de 1914/1918. C'est également la plus grande opération et la victoire de l'AEF dans cette guerre. L'offensive se déroula dans le secteur de Verdun, immédiatement au nord et nord-ouest de la ville. Cette opération poussa l'armée allemande à la défaite finale et à la signature de l'armistice du 11 novembre qui mit fin aux hostilités.

Première phase : bataille de Champagne et d'Argonne. (26/09 au 03/10/1918)

La première armée du corps expéditionnaire américain du général John PERSHING, comptant un million d'hommes environ, répartis en trois corps d'armée, lance la bataille au nord de Verdun. C'est l'une des batailles prévues par le maréchal français Ferdinand FOCH afin que les Allemands abandonnent leurs défenses sur la ligne Hindenburg et finissent par capituler.



Attaque du 369^e régiment d'infanterie américain durant l'offensive Meuse-Argonne.

La première armée de l'AEF, tient un front de 27 kilomètres de Forges à la Meuse jusque dans la forêt d'Argonne. À gauche de la première armée américaine se tient la 4^{ème} armée française du général français Henri GOURAUD.

Les forces américaines font face au groupe d'armée du général allemand Max von GALLWITZ, tandis que les Français affrontent le groupe d'armée du prince royal de Prusse FREDERIC-GUILLAUME. Les Américains et les Français déploient 37 divisions, alors que les Allemands n'en disposent que de 24. Mais ils tiennent trois lignes de défenses fortifiées sur un terrain difficile.

La bataille de Montfaucon

L'attaque est lancée à 5 h 25 le 26 septembre et les forces américaines gagnent rapidement du terrain, avançant de 5 kilomètres environ dès le premier jour de l'offensive. La progression des Français est moins spectaculaire mais GOURAUD fait 7 000 prisonniers. Le 27, les attaques reprennent : les Allemands dépêchent des renforts dans le secteur et ralentissent l'avancée des troupes alliées. L'armée GOURAUD emporte le plateau de Grateuil et fait 3 000 prisonniers ; la 1^{ère} armée américaine enlève Montfaucon, en deux jours, elle ramasse 8 000 prisonniers et 100 canons. Mais, mal ravitaillés, embouteillés dans la forêt d'Argonne, très éprouvés par les bombardements, les corps américains n'avancent plus guère, et il en est de même de l'armée GOURAUD. Le 30, l'offensive est arrêtée ; elle n'a pas donné tous les résultats qu'on attendait d'elle. À la fin de la bataille, le 3 octobre, deux des trois lignes de défense allemandes seulement sont tombées dans le secteur français.

La bataille de Saint-Thierry.

L'attaque fut déclenchée le 30 septembre, à 5 h.30, par la V^{ème} armée française. En vue de réaliser une surprise, il n'y eut pas de préparation d'artillerie préalable. Mais précédée d'un barrage roulant très dense, l'infanterie se porta en avant sur toute la ligne. Au 5^{ème} corps, le franchissement de la Vesle, sous le feu, fut exécuté de façon remarquable. Bien que surpris, les troupes allemandes opposèrent une résistance énergique, surtout à Romain et à Montigny-sur-Vesle. Ces défenses furent néanmoins conquises, pied à pied, sur une profondeur de 2 km.

Le 1^{er} octobre, les attaques furent reprises au point du jour. Ébranlées par les coups qui leur avaient été portés la veille, les troupes allemandes se résignèrent à céder le terrain et se replièrent en combattant dans la direction de l'Aisne et du canal de l'Aisne à la Marne.

Le 2 octobre, la VII^{ème} armée de von EBERHARDT abandonnant la « bretelle » de Romain et la position de la Vesle, le mouvement en avant se précipita et, le 2 au soir, il n'y avait plus au sud de l'Aisne et à l'ouest du canal que des arrière-gardes allemandes tenant les bois de Gernicourt, Loivre et Courcy. Du 3 au 6 octobre, la V^{ème} armée française reprit Brimont, Bourgogne, Bétheny, La Pompelle, Beine et Moronvilliers et obligea von BELOW à se replier sur la ligne Suipe-Arnes, puis derrière l'Aisne, sur la position Brunhild-Kriemhild. En sept jours, la V^{ème} armée avait capturé 2 500 prisonniers et 30 canons.

La bataille de Somme-Py

Côté américain, l'offensive reprend le 3 octobre. La 2^{ème} D.I.U.S. (avec la 36^{ème} D.I.U.S. en support), renforcée par la 4^{ème} armée de GOURAUD, enlève le plateau de Notre-Dame des Champs puis les hauteurs d'Orfeuil pendant que BERTHELOT (5^{ème} armée) emporte le massif de Saint-Thierry. Les Allemands doivent évacuer la région des Monts et battent en retraite, poursuivis par GOURAUD qui entre le 12 à Vouziers. Sur la rive droite de la Meuse, l'armée américaine progresse en direction du col de Grandpré.

Seconde phase : 4 au 28 octobre

La deuxième phase de l'offensive franco-américaine de l'Argonne commence le 14 octobre, après une période de réorganisation au cours de laquelle les forces américaines engagées dans la bataille ont été divisées en deux armées : la première sous les ordres du général Hunter LIGGETT et la deuxième commandée par le général Robert LEE BULLARD. Le général John PERSHING reste commandant général des deux armées.

Dans son instruction du 11 octobre, PETAIN a fixé les objectifs :

- pour les deux armées américaines, rompre la position Kriemhild en atteignant Buzancy et la falaise de Dun-Danvillers

-et pour la 4ème armée française, manœuvrer le front allemand de l'Aisne en attaquant par l'est de Vouziers.

La bataille de Vouziers-Grandpré.

Le 14 octobre, la Première armée américaine de LIGGETT s'empare de Saint-Juin, pénètre avec quelques éléments dans Grandpré et aborde la position Kriemhild en se heurtant à un véritable barrage d'armes automatiques. Pour protéger le flanc du corps américain, GOURAUD réussit à s'établir avec le 38ème corps en tête de pont de l'autre côté de l'Aisne, au nord de Termes, Mouron (Ardennes), Brécy et Olizy.

Les 16 et 17 octobre, profitant de l'avance du 38ème corps français, la 1ère armée américaine réoccupe Grandpré, pousse jusqu'à Champigneulle et s'efforce du 21 au 23 à déboucher de Romagne-sous-Montfaucon.

Le 18 octobre, sur le flanc de la IIIème armée allemande, le 38ème corps élargit sa tête de pont et le 9ème corps (134ème, 53ème et 73ème divisions) réussit à franchir les prairies inondées des bords de l'Aisne et aborde les rebords de l'Argonne.

Le 23 octobre, les régiments tchécoslovaques de la 53ème division prennent Terron pendant que les Américains progressent de part et d'autre de la Meuse, vers Bantheville et vers les bois des Caures et d'Ormont.

Les Allemands sont obligés de dépêcher des renforts depuis d'autres secteurs menacés sur le front occidental pour contrer les Français et les Américains. Chaque camp essuie de lourdes pertes lors des combats, qui se terminent à la fin du mois. Les troupes de PERSHING ont cependant percé la troisième et dernière ligne de défense allemande.

L'offensive de l'Argonne est renouvelée au début du mois de novembre, après une période de repos et d'envoi de renforts pour relever les 82ème et 42ème divisions durement éprouvées. Une augmentation des canons de campagne vient remplacer les canons lourds et encombrants de l'arrière.

Troisième phase : 28 octobre au 11 novembre]

La troisième et dernière phase de l'offensive de l'Argonne, dirigée par les Américains, commence le 28 octobre et va se terminer très vite. La Première armée américaine sous les ordres du général Hunter LIGGETT reprend son avancée dans le nord et perce les défenses allemandes de Buzancy, ce qui permet à la 4^e Armée française de traverser l'Aisne.

La bataille du Chesne et de Buzancy.

La résistance allemande s'effondre et les forces américaines progressent rapidement à partir du 1^{er} novembre dans la vallée de la Meuse en direction de Sedan qui tombe le 6.

À l'extrémité sud de la Hundung Stellung, la 4^{ème} armée de GOURAUD et la 1^{ère} armée américaine attaquent entre Aisne et Meuse, en direction de Mézières-Sedan, et progressent en quatre jours de 15 à 20 kilomètres poursuivant les Allemands en retraite jusqu'au canal des Ardennes. La Brunhilde et la Kriemhilde Stellung sont rompues.

Installé à Sainte-Menehould, le général MAISTRE, chargé par FOCH de coordonner l'opération, réunit en conférence GOURAUD et LIGGETT et combine une série d'offensives pour déborder par l'est le front de l'Aisne (Rehél-Attigny). Objectif de la 4^{ème} armée française : Le Chesne, et de la 1^{ère} armée américaine : Buzancy.

Dès le 1^{er} novembre LIGGETT, avec ses trois corps d'armée, bouscule von DER MARWITZ et atteint la route Buzancy-Barricourt, contraignant les allemands à évacuer leur artillerie. Profitant de ce succès, MAISTRE demande à GOURAUD de pousser sur le plateau de Falaise et sur les Alleux et de s'emparer des passages du canal des Ardennes à Semuy.

Le 3 novembre après 20 kilomètres de poursuite, la fatigue ralentit les alliés. Toutefois, GOURAUD borde le canal des Ardennes, LIGGETT atteint Osches, Halles et Mont devant Sassey. Le 3^{ème} corps domine la Meuse à quelques kilomètres de Stenay. Le soir du 3, les canons à longue portée peuvent prendre sous leurs feux les voies ferrées de Montmédy, Longuyon et Conflans. La rocade allemande est perdue.

Acculé à la Meuse entre Sassey et Beaumont, le Kronprinz fait repasser le fleuve aux deux corps de la V^{ème} armée le 4 novembre. Le soir, le 3^{ème} corps américain arrive devant Stenay et le 5^{ème} aux abords de Beaumont. Le 5 novembre GOURAUD avance le long du canal des Ardennes et LIGGETT occupe Beaumont, franchit la Meuse à Brielles et à Cléry : Le pivot de Stenay est pris à revers.

Cette poussée des forces franco-américaines oblige le général von GROENER, successeur de LUDENDORFF, à raccourcir son front, donc à se replier sur une nouvelle position entre Anvers et la Meuse, mais cette position de défense n'est pas du tout préparée. La grande retraite commence le 5 novembre. Sur un front de 400 kilomètres, les armées de FOCH entament la poursuite.

L'offensive de l'Argonne est un vif succès mais son prix est élevé : les Américains perdent plus de 26 000 soldats et comptent 96 000 blessés.

L'Armistice

Le 28 septembre 1918, à la suite du déclenchement de l'offensive Meuse-Argonne, Erich LUDENDORFF annonce à von HINDENBURG qu'il doit demander la paix au président américain WILSON, jugé plus accommodant que les dirigeants franco-britanniques. Les politiques tergiversent, mais une note est finalement envoyée dans la nuit du 3 au 4 octobre. Sans consulter ses partenaires, WILSON répond le 8 octobre par un questionnaire sur les intentions allemandes. Un certain flottement règne parmi les alliés, partagés entre l'inquiétude et la colère devant l'initiative américaine. Le président de la république française Raymond

POINCARRE craint « qu'on ne coupe les jarrets de nos troupes par un armistice, si court soit-il ». Il ne croit pas à ces « fausses négociations ».

Le 12 octobre, le gouvernement allemand de Max von BADEN répond favorablement à WILSON. Le 14, sans doute encouragé par cette prise de contact, le président américain envoie une seconde note, toujours sans consulter quiconque. Les exigences de WILSON sont très floues, il n'est pas fait mention de l'Alsace-Lorraine. Chez ses alliés, c'est la consternation,

Aussi LUDENDORFF reprend-il espoir : peut-être tout n'est-il pas perdu pour l'Allemagne ? Une vague réponse est envoyée le 20 octobre, mais le 23, l'Américain se montre soudain d'une fermeté inattendue. HINDENBURG juge que les conditions qu'il propose sont « inacceptables ». Désormais persuadé que tout est perdu, LUDENDORFF démissionne dans l'indifférence.

Pendant ce temps, FOCH prépare une offensive contre le sud de l'Allemagne pour le début 1919 dont l'objectif pour l'armée américaine serait Metz et la Lorraine. D'autre part, l'agitation révolutionnaire qui a gagné l'intérieur de l'Allemagne effraie les officiers impériaux. Tous redoutent de voir leur pays subir le même sort que la Russie en pleine révolution.

La défaite semble finalement moins grave que le bolchevisme, d'autant que le 5 novembre un mémorandum, cette fois-ci rédigé par tous les alliés, parvient à Berlin. Les conditions en sont jugées acceptables et, le 7, des émissaires allemands se présentent devant les lignes françaises. Le délai pour l'acceptation est de trois jours, et FOCH ayant refusé un cessez-le-feu immédiat, les combats continuent jusqu'au 11 novembre.

Enfin, l'armistice est signé à 5h15 et, à 11 heures, les clairons sonnent officiellement la fin de la Grande Guerre.

Les lieux de mémoire américains en France

Au cours de l'entre-deux guerres, le War Department réalise en France de vastes cimetières et d'impressionnants mémoriaux en mémoire des 116 514 tués et 204°000 blessés.

L'entretien, la garde et la pérennité des nécropoles et des monuments fédéraux sont confiés à l'American Battle Monuments Commission, créée en 1923 et dont le premier président est le général PERSHING. À proximité des lieux mêmes des combats ou des lieux de leur installation, les Américains érigent des monuments imposants, comme la Colonne commémorative de Montfaucon, le Mémorial de Montsec dans la Meuse et la Colonne de Fismes dans la Marne , sans oublier le monument de Château-Thierry qui domine la vallée de la Marne et qu'on voit de fort loin.

Beaucoup d'entre eux sont endommagés durant la Seconde Guerre mondiale et reconstruits par la suite.

Sur le territoire français, six nécropoles recueillent les corps de 30 066 Américains dont 1 586 inconnus :

- à Belleau et à Fère-en-Tardenois pour l'Aisne, la Marne et l'Oise,
- à Romagne-sous-Montfaucon pour la Meuse-Argonne
- à Saint-Mihiel pour la Meuse,
- à Thiaucourt pour la Meurthe-et-Moselle,
- à Bony pour la Somme.

En outre, 1 541 Américains, décédés à l'hôpital de Neuilly, reposent dans la nécropole de Suresnes.



*Colonne de Montfaucon
(offensive de l'Argonne 1918)*

Les Transmissions de l'Armée Américaine en France en 1917-1918

Les transmissions de l'armée américaine, pendant la campagne de France, devaient :

- assurer les liaisons entre le commandement américain et les unités subordonnées ou voisines ;

- assurer les liaisons indispensables entre le Haut Commandement américain (Paris, puis Chaumont) et Nevers (principal centre de dépôt envisagé) ainsi qu'avec les unités combattantes pour l'approvisionnement en matériels et munitions. Une procédure fut mise en place en vue de l'utilisation du réseau français pour les messages américains.

Mais le réseau français étant déjà surchargé, un réseau américain dut être installé, avec un central téléphonique à Paris dès le 15 juin 1917. Puis, entre juin et août, des réseaux téléphoniques locaux furent mis en service dans les principaux ports de débarquement. Des bureaux américains (téléphone et télégraphe) furent installés à Paris, Nantes, Vierzon, Dijon et Bordeaux, desservant les postes de commandement alliés. Des demandes furent envoyées à Washington pour obtenir des moyens supplémentaires et un premier bataillon débarqua le 20 août 1917 pour la construction d'une ligne Dijon-Gondrecourt (septembre 1917).

Lorsque les divisions américaines commencèrent à arriver sur le continent, c'est-à-dire fin décembre 1917, des liaisons téléphoniques et télégraphiques furent établies avec les zones d'entraînement de ces grandes unités : il fallut aménager des réseaux aux fins d'instruction.

En octobre 1917, il apparut qu'il fallait établir une liaison supplémentaire avec Washington par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne, en louant des circuits sur le câble Calais-Douvres et en posant un câble supplémentaire entre Le Havre et Beachy-Head. Puis les Américains louèrent des liaisons transatlantiques à la Western Union.

À l'armistice, le Signal Corps avait, pour les lignes à grande distance, posé 45 000 km de fil sur poteaux américains, 5 200 km de fil sur supports français, et loué 32 800 km de fil. Il y avait en outre, en zone de combat, 119 500 km de fil. Il y avait 273 centraux téléphoniques du type semi permanent et 123 centraux de combat avec 14 854 abonnés téléphoniques et 198 bureaux télégraphiques

Les Américains avaient donc cherché à tirer parti au mieux du réseau civil existant et utilisé les procédés connus à l'époque pour diminuer le nombre de fils à poser. L'emploi d'un nombre élevé d'appareils télégraphiques imprimeurs, souvent acquis en France, avait permis de limiter le nombre de télégraphistes.

Le Comité militaire interallié du ravitaillement, créé en juin 1918 pour le matériel, n'eut pas le temps de mettre au point, avant l'armistice, ses études sur les réseaux de télécommunications de l'arrière.

L'aide apportée par la France à l'armée américaine a joué un rôle considérable dans le développement des transmissions de l'armée alliée naissante. Elle a permis aux armées du général PERSHING d'abord de s'installer et de compléter leur instruction sur les transmissions, puis de développer leurs réseaux tout en économisant du fret maritime et de doter leurs unités d'un matériel sérieux et perfectionné dans la mesure où le permettaient les ressources de l'époque.

Propos recueillis par le LCL (H) Roger LAFONTA

Notes :

(1) La part des USA dans les importations françaises passe de 10 % en 1913 avec 848 millions de francs à 30% en 1916 avec 6776 millions de francs.

(2) 2,3 milliards de dollars alors que les puissances centrales n'en emprunteront aux USA "que" 26 millions.

1914-1918 Les transmissions de la Victoire

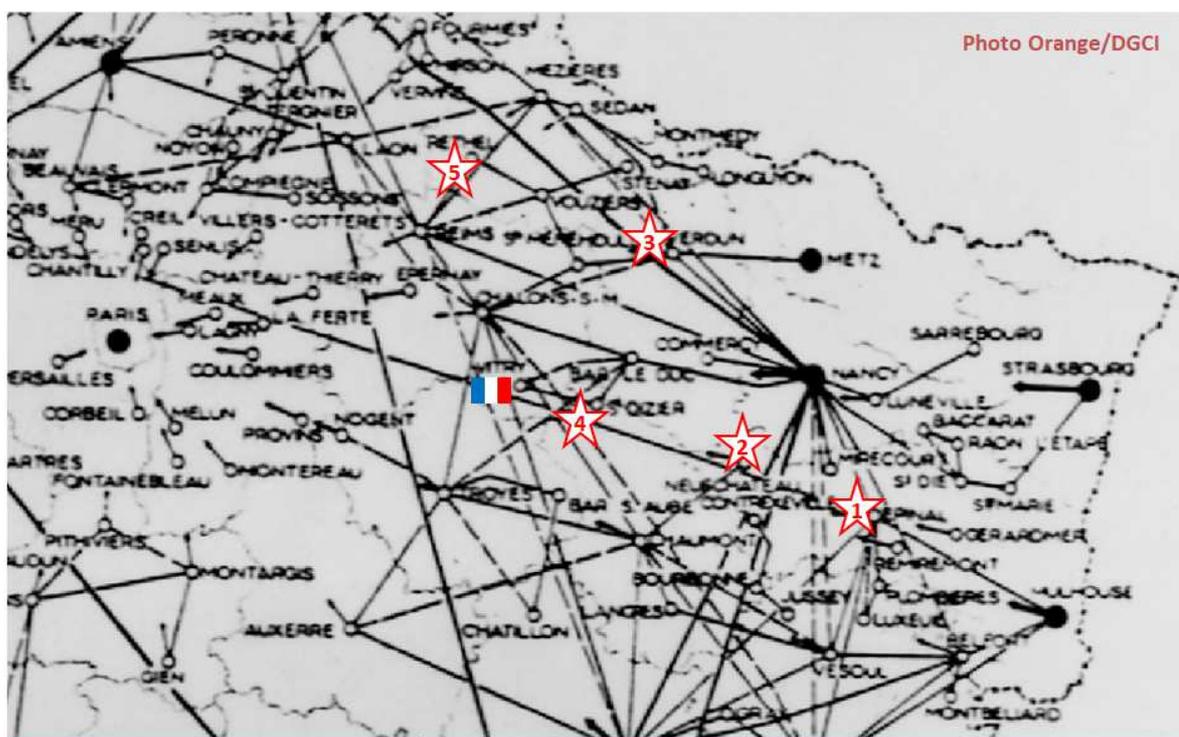
par le général (2s) Jean-Marc DEGOULANGE président de l'AGEAT

A border la problématique des moyens de communications durant la Grande Guerre s'avère à la fois complexe et passionnant au vu de l'évolution extraordinaire de ces moyens sur une période, somme toute, assez courte. Deux ministères sont directement concernés par ce conflit : le ministère de la Guerre (armée de terre) et le ministère de la Marine (marine de guerre et marine marchande).

Le système de télécommunications en 1914

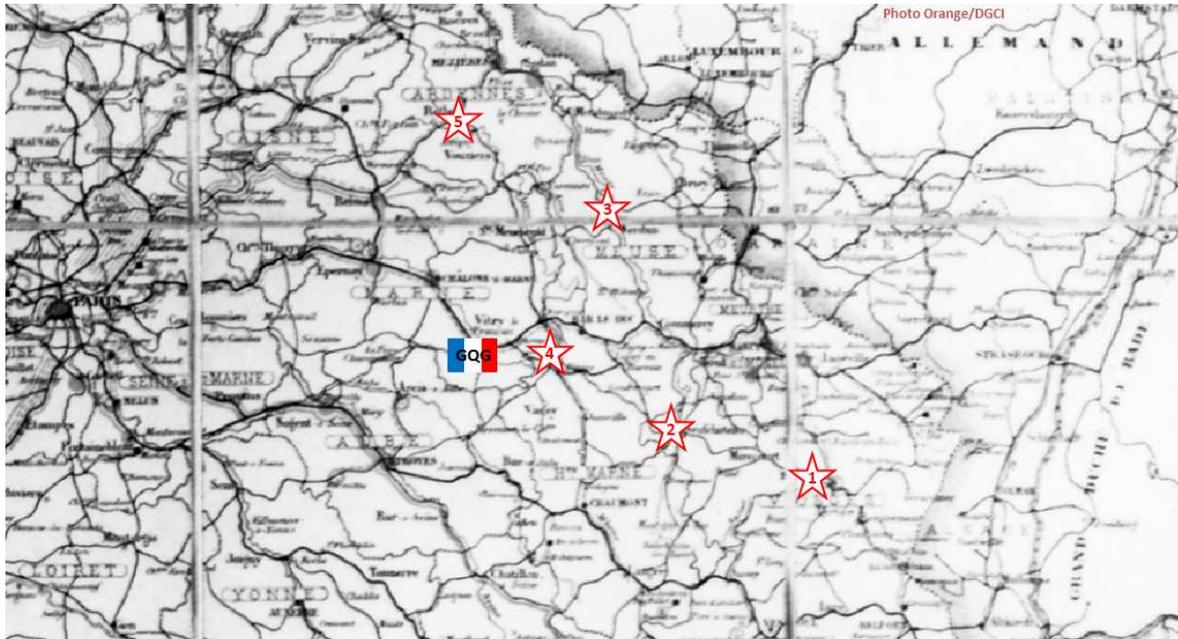
En 1914, le mode normal de communication repose sur le télégraphe Morse. Le téléphone est peu employé. On le juge dangereux car son usage ne laisse aucune trace et les conversations peuvent être « surprises par des oreilles indiscrettes ».

Pour la « Guerre », le système de communications repose sur « le service de la télégraphie aux armées », renforcé par des fonctionnaires des PTT « militarisés ». Ainsi, l'engagement des armées doit s'effectuer sur la base d'un réseau purement télégraphique. D'ailleurs, les dotations et les détachements sont tout particulièrement dimensionnés et formés pour raccorder les états-majors à ce type de réseau. L'implantation du grand quartier général (GQG) et des quartiers généraux d'armée et de corps d'armée a été définie dans le cadre du plan XVII à l'aune des réseaux télégraphiques et téléphoniques du temps de paix dont les PTT ont la charge.



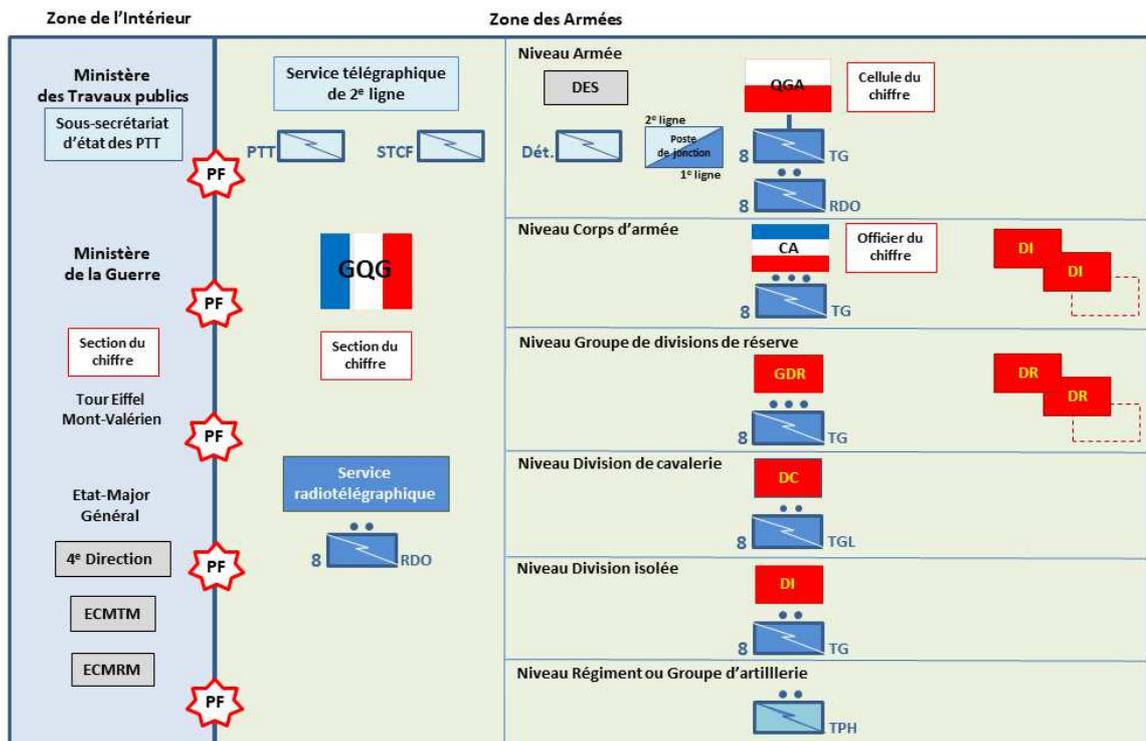
Réseau télégraphique à la veille de la guerre

Ces réseaux suivaient majoritairement le cheminement des voies de chemins de fer. Les détachements du 8^e régiment du génie créé en 1913 ont la responsabilité au sein des armées de la connexion des états-majors aux points de jonctions désignés par les PTT. Les fonctionnaires des PTT, voire des services techniques des chemins de fer, sous l'appellation de service télégraphique de 2^e ligne, ont la responsabilité d'assurer le routage des circuits entre les différents états-majors dans la zone des armées et vers la zone de l'intérieur, notamment en direction de Paris. Outre les points de jonction, ils ont également la mission de mettre en œuvre les moyens de télégraphie et de téléphonie du GQG et de la Direction des étapes et des services (DES) de chacune des armées, ces organismes se trouvant dans la zone arrière des armées.



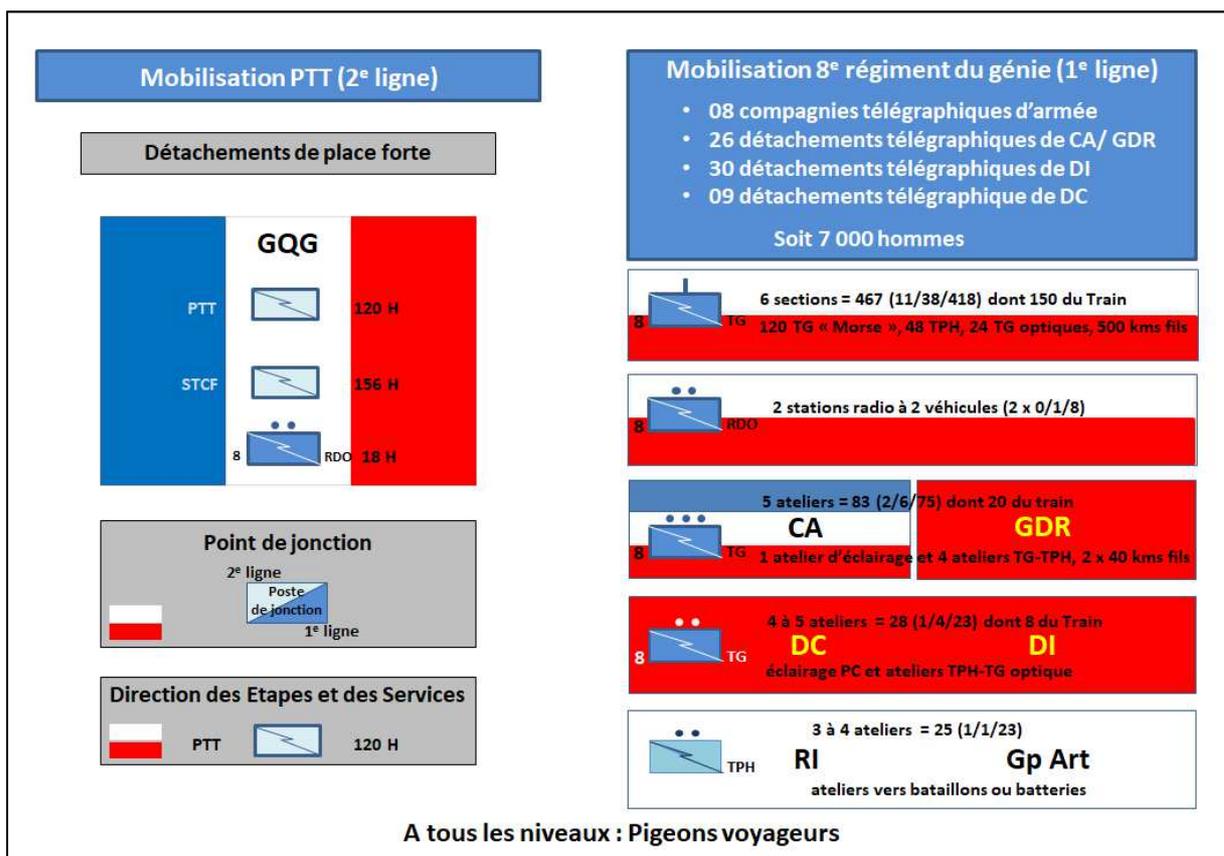
Réseaux (téléphoniques notamment) suivant les voies de chemin de fer et implantations des états-majors (GQG et armées)

Cette répartition des rôles et des détachements figure sur le schéma ci-dessous.



ECMTM : établissement central des matériels de télégraphie militaire ; ECMRM : établissement central des matériels de radiotélégraphie militaire ; PF : places fortes ; STCF : services techniques des chemins de fer ; DES : direction des étapes et des services ; RDO : radio ; TG : télégraphie ; TGL : Télégraphie légère ; TPH : téléphone ;
 Les états-majors d'armée, de CA ou CC, de division sont représentés sur ce schéma par leur brassard porté par leurs officiers.

Pour remplir cette mission, l'organisation des différents détachements et leurs principaux moyens techniques peut se résumer par le schéma ci-dessous :



Le principe d'engagement des moyens techniques prévoit que le niveau supérieur raccorde le niveau subordonné. Cependant, aucune subordination technique n'existe entre les niveaux ; chacun est maître dans sa zone de responsabilité.

Force est de constater que cette organisation est prévue pour une guerre de mouvement. Avec la fin de la « course à la mer » et la stabilisation du front qui va donner naissance à la guerre de tranchées, il est nécessaire de repenser les besoins en liaisons d'où découlent de nouveaux besoins en matériels tant quantitativement que qualitativement.

Avec un front qui borde la mer du Nord et des ports vitaux pour l'armée britannique déployée dans le nord de la France, la Marine met en place une organisation défensive particulière : le front de mer. Cette organisation permet de prendre en compte l'ennemi flottant près de la côte, les éléments devant débarquer et ceux ayant débarqué. Suite à la création du groupe d'armées du Nord (GAN confié à FOCH) pour la Guerre, la Marine crée le front de mer de la zone d'armées du Nord (ou FM-ZAN) qui va de Dieppe à Nieuport en passant par Boulogne, Calais et Dunkerque. Il convient d'intégrer cette organisation du FM-ZAN dans celle du GAN.

Les évolutions des moyens de communications

On ne peut aborder les évolutions des moyens de communications sans évoquer les besoins en liaisons de la guerre de tranchées.

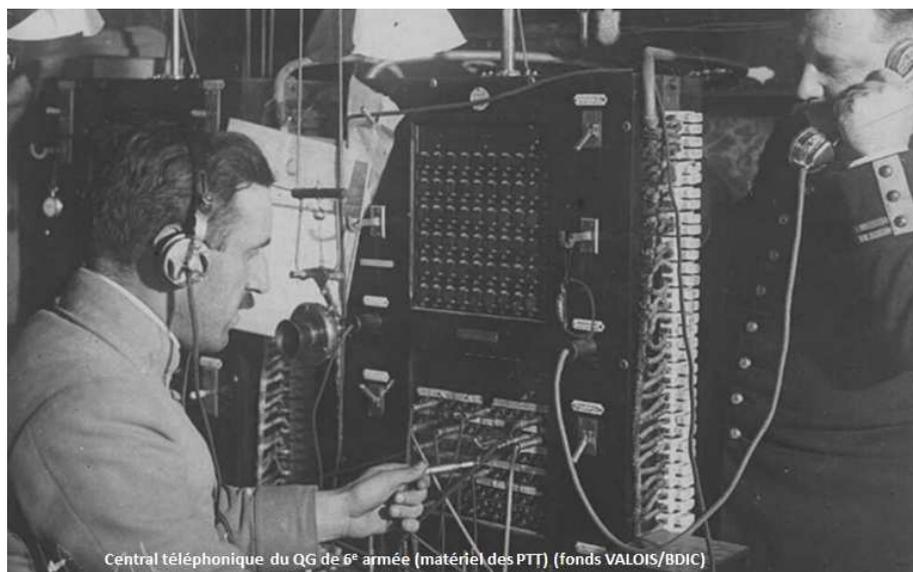
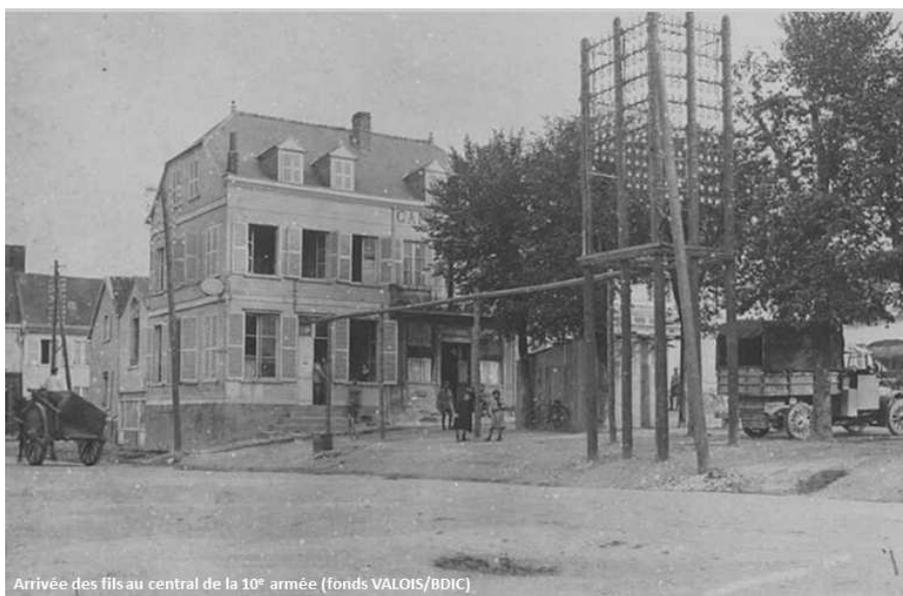
Tout d'abord, les premiers mois de guerre ont consacré la suprématie du téléphone sur le télégraphe. Le développement de l'artillerie et la nécessaire réactivité qui en est attendue entraînent des besoins en liaisons téléphoniques très nombreux. L'infanterie n'est pas en reste afin de coordonner son action avec l'artillerie et d'assurer la remontée du renseignement vers la division. Ces besoins donnent naissance à de véritables réseaux téléphoniques de tranchées dont il convient d'assurer la résilience lors des bombardements ennemis. Par ailleurs, l'allongement de la portée des canons et le camouflage rigoureux des batteries adverses entraînent l'usage de l'avion ou du ballon captif comme plate-forme d'observation

indispensable pour le réglage des tirs d'artillerie. Un besoin similaire apparaît également pour suivre la progression de l'infanterie lors des attaques. Aussi devient-il indispensable d'avoir des liaisons entre les plates-formes d'observation, notamment radio avec les avions, et l'artillerie ou l'infanterie.

Afin d'assurer une redondance des moyens de communications, il s'avère nécessaire de disposer de moyens de télégraphie optique tant au niveau du sol qu'avec les avions.

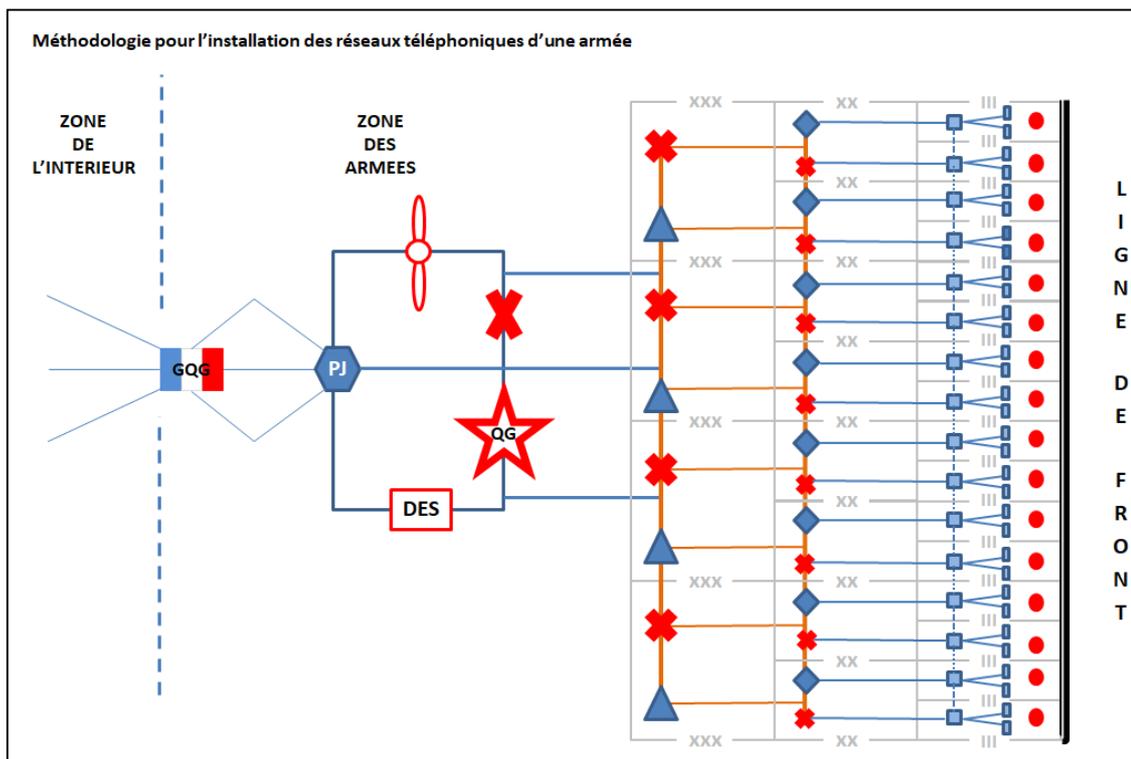
Pour satisfaire ces besoins, une approche globale s'impose tant les demandes d'équipement fusent de toute part. Les matériels téléphoniques disponibles sont en nombre très insuffisants. On réquisitionne tant les postes téléphoniques que les câbles de toute nature afin de pallier en partie le déficit de matériels.

L'ECMTM fait appel à l'industrie pour fournir des modèles standardisés de postes téléphoniques d'état-major et de campagne ainsi que de centraux téléphoniques. Touchée par la mobilisation, l'industrie mettra quelque temps avant de livrer sa production. Afin d'accélérer la fourniture aux états-majors, on recourt aux matériels des PTT.



Le retour d'expérience des premiers mois de guerre permet là encore de définir les types de câbles répondant le mieux aux besoins de résilience et de sécurité. Ce double objectif fait abandonner le fil unique émaillé au profit du câble léger et du câble de campagne, tous deux à 2 fils, supprimant ainsi le retour par la terre source d'indiscrétions au profit de l'ennemi. Pour mieux résister aux bombardements, du câble sous plomb est également lancé en fabrication.

Au vu des mouvements liés au sort des combats et à la nécessité de redondance des cheminements possibles des circuits téléphoniques, une véritable doctrine est mise en œuvre pour assurer les communications téléphoniques, tant pour le réseau de commandement que le réseau de tir, de l'arrière (GQG) vers l'avant (bataillons et observatoires). Le schéma ci-dessous en est une illustration.

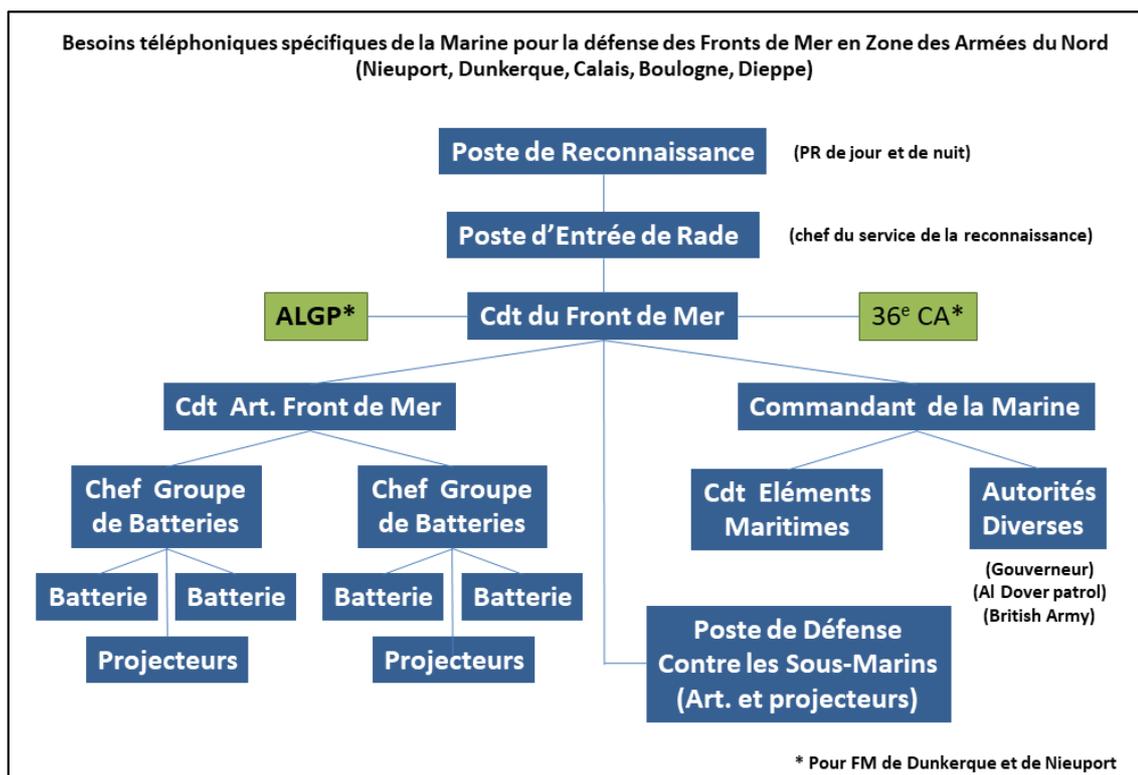


Le principe repose sur un maillage du réseau avec deux axes principaux parallèles au front à hauteur des quartiers généraux de corps d'armée et de divisions d'où partent plusieurs « pénétrantes » vers le front. Ce principe n'aura de cesse de se perfectionner au cours de la guerre.

Outre les ateliers classiques de poseurs de lignes, des moyens particuliers seront imaginés afin de faciliter la mise en œuvre et la protection, comme des excavatrices pour creuser les tranchées abritant les câbles ou des trains-ateliers déposant des câbles le long des ballasts des voies ferrées.



Sur les côtes de la Manche et de la Mer du Nord, les fronts de mer tenus par la Marine ont également besoin de liaisons téléphoniques spécifiques comme le montre le schéma ci-après.



Pour satisfaire ses besoins, la Marine s'appuie sur le réseau des PTT. Cependant les fronts de mer doivent être également intégrés au réseau téléphonique de la Guerre en zone des armées du Nord, en particuliers les FM de Dunkerque et Nieuport qui bénéficient de l'artillerie lourde à grande puissance (ALGP) pour effectuer des tirs de contre-batterie et du 36^e corps pour renforcer la défense terrestre en cas de tentative de débarquement.

En ce qui concerne la TSF, la guerre de tranchées et la guerre sous-marine vont engendrer des besoins particuliers. Ces besoins concernent :

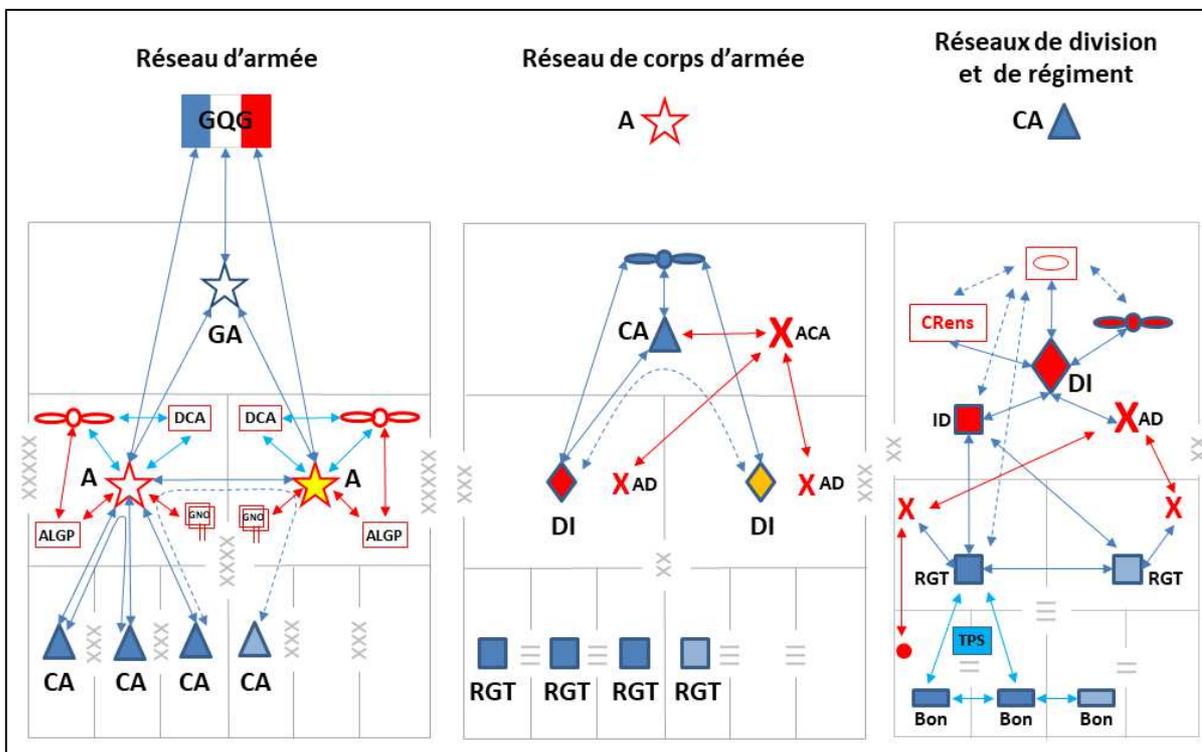
- la suppléance des liaisons téléphoniques ou télégraphiques en cas d'encombrement, de destinataires multiples, de rupture de ligne ou de diffusion instantanée et urgente.
- la fourniture de liaisons lorsque l'emploi de fils est impossible comme les liaisons air/sol, air/mer, terre/mer ou les distances trop importantes pour des liaisons avec certains théâtres d'opérations (Russie, Salonique, AFN, etc.) ou sur un front trop étendu, voire la diffusion à grande distance de la propagande ou le brouillage de la réception des émissions ennemies.
- La fourniture de renseignement par l'écoute des postes étrangers, la localisation de ces postes ou le contrôle dans l'emploi de nos propres postes.

Si les premiers postes TSF mobiles de la Guerre sont peu utilisés pour communiquer au début du conflit, l'emploi de la radio va rapidement s'imposer.

Les premiers bénéficiaires sont l'aviation avec l'artillerie pour le réglage des tirs ou avec l'infanterie pour son accompagnement. L'arrivée des lampes audions, appelés aussi lampes TM, va révolutionner la conception des postes radio en permettant le passage des ondes amorties aux ondes entretenues dont les performances vont optimiser l'usage du spectre électromagnétique. L'intégration de ces lampes va permettre de concentrer sur un même boîtier la partie émettrice et réceptrice d'un poste. Ces lampes vont également favoriser la réalisation d'amplificateurs dont l'usage sera multiple.

En 1915, les avions sont uniquement équipés de postes émetteurs. Les lampes vont leur permettre d'écouter au début de 1917. La mise au point de récepteurs à ondes entretenues à bord des avions va faciliter l'emploi des avions guidant l'ALGP. Peu de temps après, l'ALGP bénéficiera d'un poste émetteur/récepteur lui permettant de communiquer avec les batteries en demeurant sur sa zone d'observation grâce au poste « E 10 avion » dont la portée pouvait atteindre les 100 km.

L'utilisation des postes TSF va se généraliser à tous les niveaux. Le schéma ci-dessous présente les différents réseaux radio au niveau d'un groupe d'armées (GA) et de ses armées (A), d'un corps d'armée (CA) et d'une division d'infanterie (DI).



DCA : défense contre avions ; GNO : gonio ; ACA : artillerie de corps d'armée ; AD : artillerie divisionnaire ; ID : infanterie divisionnaire ; TPS : télégraphie par le sol ; RGT : régiment ; Bon : Bataillon ; CReNS : centre de renseignement

Au niveau de l'armée, les communications entre CA voisins passent par la station du QG d'armée. Ce principe est également appliqué au niveau du corps d'armée pour les liaisons entre divisions. En revanche au niveau de la division, les communications entre régiments ou bataillons voisins sont directes.

Par ailleurs, on peut constater le nombre important de réseaux :

- Pour l'armée : réseaux de commandement, de tir, d'aviation, de DCA et de radiogoniométrie.
- Pour le corps d'armée : réseaux de commandement, de tir, d'aviation
- Pour la division : réseaux de commandement, de tir (avec les groupes d'artillerie et les observatoires), d'aviation et de groupe de chars.
- Pour le régiment : réseaux de commandement et de tir.

Chacun de ces réseaux dispose de postes propres. Les régiments d'infanterie sont dotés de postes émetteurs portatifs du type PP-4 qui nécessitent un boîtier séparé pour la réception. Le PP-5 intègre l'émetteur et le récepteur, mais seulement à la fin de l'année 1918.

Ci-dessous quelques photos de matériels.



Guidage des tirs par avions



Poste portable d'infanterie

Si la Guerre, sous l'impulsion du Colonel FERRIE, se dote de moyens TSF adaptés en grand nombre, la Marine n'est pas en reste pour faire face à la guerre sous-marine.

A la veille du conflit, quasiment tous les bateaux de guerre sont équipés de TSF. En revanche, rares sont les bateaux de la flotte marchande réquisitionnée pour assurer les approvisionnements nécessaires à la conduite des opérations à en être dotés. Seuls les paquebots en disposent.

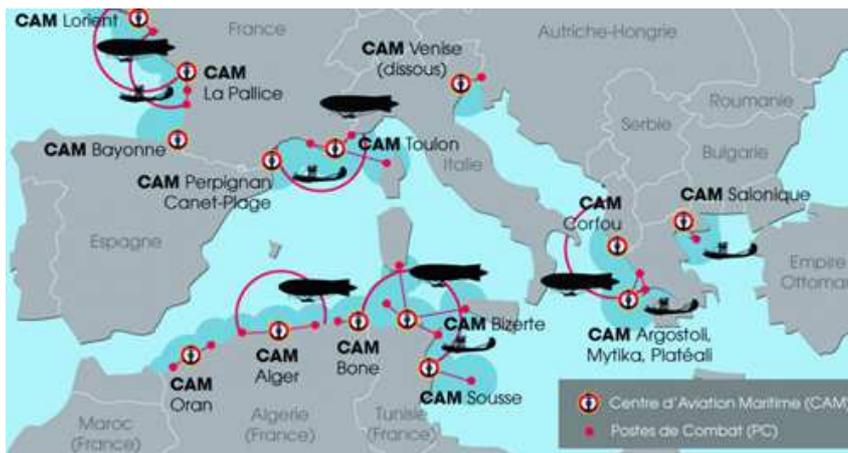
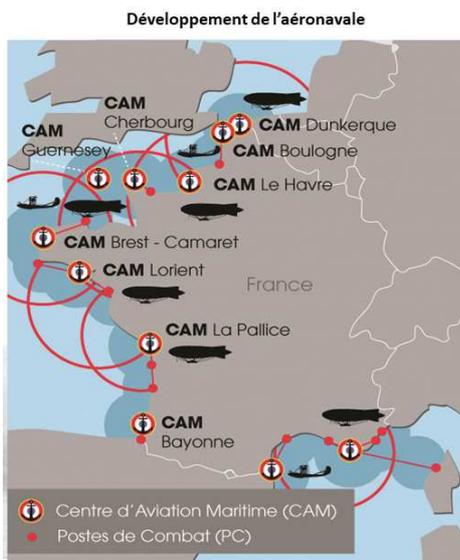
Afin de donner à ces bateaux les moyens de fournir du renseignement, voire de donner l'alerte en cas d'attaque de sous-marin ou recevoir une mise en garde, la Marine commande 275 postes émetteur/récepteur pour équiper tous les bateaux de plus de 500 tonneaux placés sous son autorité. Ces postes sont livrés en 1917, au moment où l'Allemagne se lance dans la guerre sous-marine à outrance.

Parallèlement à cette dotation, la Marine densifie son réseau de stations radio côtières qui sont pour la plupart doublées d'une capacité de localisation des émetteurs radio des sous-marins ennemis. Cette densification touche principalement les côtes de la Manche et de l'Atlantique.

Pour assurer la sûreté des zones patrouillées puis des convois escortés, elle se lance dans le développement d'une aéronautique maritime à base d'hydravions, de dirigeables équipés de TSF et de ballons captifs.

Son parc d'hydravions va connaître une croissance exponentielle passant de 9 aéronefs en 1914 à 1264 au moment de l'armistice. Ne disposant d'aucun aérostat au début du conflit, elle est dotée de 37 dirigeables légers et 200 ballons captifs à la fin du conflit. Son aéronautique maritime est armée par près de 12 000 hommes et répartie sur 44 centres d'aviation maritime.

Les cartes ci-dessous présentent la répartition de ces centres en métropole et sur le bassin méditerranéen (source : Marine Nationale).



En conclusion

La France entre en guerre avec un retard technologique sur son principal ennemi qu'est l'Allemagne. Ses communications sont assurées par un service télégraphique dont la structuration est peu organisée et les moyens sont limités. De nombreux hauts responsables militaires font preuve en la matière d'une mentalité passéiste au vu de l'évolution technologique du début du XX^e siècle dans le domaine des télécommunications.

Il faudra des meneurs d'hommes et des animateurs scientifiques d'exception pour combler ce retard technologique. Ces meneurs et ces animateurs sauront se mettre à l'écoute des utilisateurs qui eux aussi seront à l'origine de bien des innovations technologiques.

Enfin ces meneurs et ces animateurs sauront mobiliser les énergies auprès des industriels dont l'implication sera remarquable.

Les tableaux ci-après montrent l'effort colossal qui a été fourni durant les quatre années de guerre.

Dans le domaine de la téléphonie et des signaux électriques optiques

Matériels	Existant en 1914	de 1914 à 1918
Kms de câble léger	330	867 000
Kms câble de campagne	406	470 000
Kms fil nu	quelques centaines	526 000
Kms câble sous plomb	900	115 000
Téléphones	quelques centaines	210 000
Tableaux	néant	157 000
Standards	néant	6 000
Piles téléphoniques	quelques centaines	1 700 000
Signaux d'infanterie	néant	70 000

Dans le domaine de la TSF

Matériels	Existant en 1914	de 1914 à 1918
Postes télégraphie par le sol (TPS)	néant	10 000
Postes portatif d'infanterie	néant	5 000
Postes à ondes entretenues	néant	3 000
Postes Marine	Tous les BG équipés	300
Alternateurs d'avion	néant	18 000 (G & M)
Boîtes de réception artillerie type A	néant	8 000
Camionnettes radio (POE)	Douzaine de postes à étincelles à 2 voitures	300
Amplificateurs type 3 Ter	néant	14 000
Lampes TM	néant	400 000
Accumulateurs	néant	300 000

Les dépenses totales dans le domaine des moyens de communications sont estimées à 1,1 milliard de francs-or, soit environ 2,62 milliards d'euros.

Ces dépenses sont à mettre en perspective avec les 128 milliards de francs-or, soit environ 260 milliards d'euros, engloutis par les autres équipements et munitions en tous genres.

A la fin de la guerre, la France dispose d'un des meilleurs services de transmissions au monde. Les personnels qui l'ont servi ont fait preuve d'une compétence professionnelle et d'une abnégation qui ont suscité de la part de leurs employeurs les plus hauts éloges.

A titre indicatif, le 8^e régiment du génie qui s'est engagé dans la guerre avec plus de 7 000 hommes, l'achèvera avec plus de 50 000 qui ont été récompensés par 65 citations collectives pour 55 détachements cités et plus de 10 000 citations individuelles.

On peut affirmer que tous, sapeurs télégraphistes ou marins, ont servi avec honneur et fierté les transmissions de la Victoire.

« LA SOURCE K »

(par le général (2s) Jean-Marc DEGOULANGE président de l'AGEAT)

La « source K » constitue un épisode de la Résistance dans les P.T.T. Peu connu du grand public, il mérite d'être rappelé car il met en exergue la volonté indéfectible de ceux qui y ont contribué et leur remarquable niveau de compétence technique pour parvenir à écouter, à la barbe de l'occupant, les communications téléphoniques allemandes entre Paris et Berlin au cours de l'année 1942.

Le récit rapporté ci-dessous est tiré de l'ouvrage de Raymond RUFFIN « Résistance PTT », éditions presses de la Cité.

Le contexte

« Après la débâcle de mai et juin 1940, les fonctionnaires des P.T.T mobilisés au sein des organismes militaires en charge des transmissions d'infrastructure de l'armée rejoignent leur affectation civile.

Les spécialistes militaires en transmissions sont, pour partie, intégrés au sein des P.T.T. ; c'est le cas du capitaine Combaux.

Le 20 juillet 1940, les services d'entretien des lignes souterraines à grande distance (LSGD) regagnent Paris. L'accord passé entre l'administration des P.T.T. et les autorités d'occupation prévoit la reprise en main par les techniciens français, sous contrôle allemand, de l'ensemble du réseau, à l'exception des territoires intégrés au Reich, ou rattachés au protectorat du gauleiter nommé en Belgique.

Robert Keller retrouve donc son poste et ses responsabilités au sein de ces services. Ses équipes conservent leur ancienne structure, mais doivent supporter l'incorporation d'un ou deux pionniers allemands par groupe. Durant plusieurs mois, la tâche essentielle consiste en une réfection rapide des grands circuits. Keller, qui nourrit déjà certains projets, veille à la bonne exécution des travaux. Il stimule si bien ses hommes que peu à peu la surveillance se relâche et qu'il parvient à visiter ses chantiers sans être flanqué de ses indésirables accompagnateurs. Bientôt même, les équipes d'urgence ne vont plus avoir d'observateurs à leurs côtés lors des interventions.

C'est au cours de ces quelques mois que Robert Keller établit un plan d'action avec schéma visant à neutraliser le réseau des lignes souterraines à grande distance. On ignore tout des liaisons qu'il eut à cette époque, car il a emporté ce secret dans sa mort, mais ce qui est certain, c'est que ce plan parvint en Angleterre puisqu'il figurait parmi les archives du B.C.R.A. Minutieusement rédigé, il montrait comment, en quelques heures, on pouvait bloquer tous les circuits, et isoler téléphoniquement les centres vitaux du commandement allemand. Ce projet, conçu dans le cadre d'un débarquement allié, aurait été d'une importance capitale en juin 1944 si son auteur avait encore été là pour le faire appliquer. Mais la discrétion, bien compréhensive, dont Robert Keller fit preuve, ne permit à aucun de ses camarades de pouvoir l'utiliser.

Devenu représentant du S.R. au sein de la Direction des Recherches et du Contrôle Technique des P.T.T., le capitaine Combaux s'est assuré le concours de M. Sueur, ingénieur de ce service. Les deux hommes ont longuement réfléchi sur les moyens à mettre en œuvre pour capter les conversations allemandes qui passent par les câbles à grande distance. Sécurisés par l'important dispositif qui contrôle les circuits, les occupants les utilisent en exclusivité pour leurs liaisons avec le Reich. Les lignes : Paris - Reims - Verdun - Metz, reliée à Sarrebruck, et Paris - Châlons - Nancy - Sarrebourg - Strasbourg reliée à Appenweir, sont particulièrement surveillées puisqu'elles mettent en relations toutes les sphères des autorités d'occupation avec leurs hiérarchies de Berlin. Combaux et Sueur savent bien que surprendre les communications qui s'échangent sur ces câbles prioritaires permettrait de percer le secret des plans allemands, et par

là même de leur porter un terrible coup en faisant bénéficier les Alliés de ces informations. Seulement atteindre les circuits par les voies normales relève de l'utopie. Tous les postes d'amplification, toutes les stations de répéteurs, sont, ainsi qu'on l'a montré précédemment, placés sous une surveillance sévère. Les vérificateurs français qui en assurent le fonctionnement ne peuvent faire le moindre geste sans éveiller l'attention des techniciens allemands qui les doublent. La seule et unique possibilité qui existe, mais combien illusoire et insensée dans sa réalisation, c'est celle avancée par M. Sueur : le " piquage sauvage sur câbles " .

Pourtant, aussi téméraire et extravagant qu'il soit, c'est à ce projet que s'attaquent les deux hommes. Sur le papier, son exécution ne paraît pas insurmontable. Il faut préparer des amplificateurs spéciaux à grande impédance d'entrée qui puissent être insérés dans les circuits sans modifier les impulsions des stations de mesure. Les câbles étant en effet équilibrés en constantes électriques fixes, la moindre variation est facilement décelable. Or, dans le plan établi par Sueur, il conviendrait d'introduire sur la ligne des appareils et un mètre de câble les reliant au circuit. Un tel branchement présente de gros risques car il entraînerait sûrement une modification des indices sur les mesures habituelles ; à moins que les appareils espions ne soient appropriés avec une précision rigoureuse. C'est un premier obstacle, mais il peut être franchi grâce à la haute compétence des spécialistes. Le second palier du projet consiste à louer au plus près du lieu de dérivation prévu une habitation discrète dans laquelle on pourrait placer les têtes et les amorces de câble ainsi que les amplificateurs d'écoutes. C'est le point qui présente le moins de difficultés, encore que rechercher une maison libre, présentant des garanties de tranquillité et de sécurité, sur le parcours des lignes, n'apparaisse pas aussi simple que cela.

Mais ces deux premiers volets de l'opération imaginée par Sueur et Combaux ne sont qu'un aimable enfantillage en regard de ce que représente le dernier, car il s'agit maintenant d'intervenir sur le câble lui-même. A partir de là, on entre dans une phase du projet qui semble irréalisable. Il faudrait, en effet, en dépit de la surveillance allemande, ouvrir des fouilles sur la ligne, ce qui peut déjà demander plusieurs jours, creuser une tranchée préparatoire au niveau de la dérivation, sortir du pavillon loué les amorces préalablement apprêtées, accéder au câble en service, l'ouvrir, dénuder les fils un par un et sélectionner sans erreur ceux des circuits à mettre en écoute, les couper, les dériver, puis rétablir vivement le contact afin que l'opération ne cause pas un trop long dérangement susceptible d'intriguer les techniciens allemands ; ensuite remettre tout en place et refermer les fouilles. Un travail aussi périlleux, comportant tant de risques, qui pourrait le faire ?

Ceux qui tenteraient de l'entreprendre devraient être des hommes aux nerfs d'acier, aux capacités professionnelles affirmées, connaissant parfaitement le schéma des grands circuits et leurs particularités, doués d'une audace hors du commun, et animés d'un esprit patriotique poussé jusqu'à l'abnégation. De plus, il ne pourrait s'agir que d'une équipe soudée, habituée à travailler en harmonie et confiance, dirigée par un responsable lucide aux compétences certaines, capable de maîtriser les impondérables.

Enthousiaste et sceptique à la fois, le capitaine Combaux posa la question :

- Un tel chef d'équipe existe-t-il seulement ?

- Oui, répondit M. Sueur, je le connais, c'est l'Ingénieur Robert Keller.

La dérivation de Noisy-le-Grand

C'est dans les premiers jours de septembre 1941, la date est imprécise, que les deux instigateurs de ce projet extraordinaire le soumettent à Keller. L'entrevue a lieu dans le bureau de M. Sueur, rue Bertrand. Cet entretien mémorable mérite d'être relaté par l'un de ses participants. Écoutons donc le capitaine Combaux nous en faire le récit :

« Je posai le problème; M. Sueur développa la solution technique. Robert Keller écoutait et approuvait. J'étais plus ému que je n'aurais voulu le paraître lorsque je m'adressai à lui pour

insister une dernière fois, avant la décision finale, sur les dangers de l'aventure. J'étais officier; le risque de guerre faisait partie de mon métier. Je pouvais sentir au-dessus de moi des chefs militaires qui surveilleraient de loin le combat que nous allions livrer. Il n'en était pas de même pour mes compagnons. Ils devaient agir à l'insu de leurs supérieurs hiérarchiques; quelque envie que nous en ayons eue, nous avions le devoir de ne point compromettre dans une affaire aussi grave le Directeur des Télécommunications, dont nous connaissions les bons sentiments, mais qui avait la lourde charge de défendre devant l'occupant l'ensemble de nos services. Robert Keller avait, plus que tout autre, des raisons d'hésiter. Il songeait à sa femme et à ses quatre enfants. Il pouvait, sans déshonneur, rejeter une entreprise aussi téméraire, et dans laquelle il allait courir, en raison même de ses fonctions, les risques les plus graves. Il accepta cependant. Il fit avec résolution le premier pas sur la route fatale qui allait le mener au supplice... Il nous dit tout de suite qu'il avait derrière lui une équipe sur laquelle il pouvait compter, prête à braver tous les dangers pourvu que cela soit contre l'ennemi et pour la France. Le vérificateur Lobreau, les chefs d'équipe Laurent Matheron et Pierre Guillou étaient de ceux-là. Ils l'avaient suivi et assisté au cours de la première campagne de France. Ils allaient être auprès de lui, devant un danger considérablement accru, et avec la même fidélité.

Sur Robert Keller, en vérité, reposait le succès ou l'échec de l'entreprise. Si Sueur pouvait se charger de l'étude et de la réalisation des amplificateurs, si je pouvais régler l'acquisition du local et les questions d'exploitation, lui seul était capable de réaliser l'essentiel, d'accomplir ce tour de force incroyable que représentait le travail sur câble... ».

Que Robert Keller eût refusé à cet instant les propositions de ses interlocuteurs, et la Source K serait demeurée à l'état de projet, car aucun technicien des P.T.T. ne réunissait alors ni les compétences ni les qualités requises. Pas un ne possédait suffisamment d'ascendant et n'inspirait assez la confiance pour entraîner une équipe de spécialistes dans cette voie périlleuse.

Et ceux qui au S.R. choisirent l'initiale K de Keller pour désigner la source de renseignements vitaux qui leur parvinrent par ce canal ne pouvaient mieux montrer que c'est à cet homme héroïque qu'ils durent la somme d'informations sensationnelles dont ils firent bénéficier les Alliés.

L'acceptation de Robert Keller déclenche le démarrage de l'opération. Sueur effectue une étude très poussée pour déterminer le nombre d'amplificateurs nécessaires. Il parvient à la conclusion qu'il faut en prévoir un minimum de 6. Leur fabrication délicate, et le coût élevé de celle-ci, posent un premier problème. Un habile travail d'approche permet toutefois à l'ingénieur d'acquiescer la complicité active du chef des laboratoires de la Société anonyme de télécommunications, société privée, qui travaille exclusivement pour les P.T.T. M. Lebedinski, russe d'origine, mais naturalisé français, accepte en effet spontanément de faire construire dans les ateliers de son entreprise repliée à Montluçon les pièces détachées des appareils conçus par M. Sueur. Grâce aux camions qui font la navette entre l'usine et les entrepôts demeurés en zone occupée, les éléments d'amplificateurs passeront sans problèmes la ligne de démarcation. De son côté, le capitaine Combaux règle la question des fonds nécessaires à une telle opération. Doté par les soins du S.R. d'un laissez-passer permanent, il se déplace à volonté entre les deux zones ce qui lui permet de recevoir du capitaine Simoneau au cours de ses voyages tout l'argent indispensable à la mise sur pied du projet. Dans le même temps, le poste P 2 du S.R. fait diligence pour recruter et former des opérateurs valables. Tâche ardue assurément car ceux-ci doivent parler, et surtout parfaitement comprendre la langue allemande, y compris dans les variations de la conversation courante. Il leur faut également posséder le sens de l'initiative et l'instinct de débrouillardise, vitaux pour leur travail et leur sécurité. Enfin, il va de soi que pour noter tout ce qu'ils entendront, il leur est indispensable d'avoir une parfaite maîtrise de la sténo, et de connaître les structures de fonctionnement des services du Reich.

Le premier opérateur envoyé à Combaux par Simoneau arrive à Paris le 5 mars 1942 ; c'est le sergent-chef Edouard Jung. Ayant suivi les cours accélérés du centre d'instruction clandestin du S.R., connaissant parfaitement l'organigramme de la Wehrmacht et les noms des principaux officiers des différents services fonctionnant à Paris, c'est un habile spécialiste des transmissions, Alsacien de naissance, que Simoneau a eu la chance de pouvoir récupérer. Nanti de pièces d'identité irréfutables, il est aussitôt dirigé sur la Compagnie d'Assurances " La Nationale " où le sous-directeur M. Grimpel et l'agent général pour la région parisienne, M. Lionel Levavasseur, lui fournissent la carte accréditive d'inspecteur qui lui assurera une couverture de premier ordre.

Quelques jours plus tard, Jung parvient à repérer un pavillon libre sur le parcours du câble dans la Grande Rue de Noisy-le-Grand. Après quelques démarches, il en obtient la location que Combaux s'empresse de régler. Située à moins de 6 mètres de la ligne, cette petite maison offre toutes garanties par son isolement, et son sous-sol surplombe de peu la route nationale sous laquelle court le câble Paris-Metz. Sans perdre de temps, Edouard Jung s'y installe, complétant l'aménagement sommaire laissé par le propriétaire de quelques meubles ramenés du marché aux puces de Montreuil. A peine sur place, sous prétexte de fuites dans les canalisations d'écoulement, il creuse une tranchée jusqu'à la haie de clôture bordant la route nationale, puis le mur du sous-sol est percé afin de laisser le passage à une gaine de protection. Le 6 avril 1942, tout est prêt pour recevoir le matériel d'écoute. Trois jours après, M. Lebedinski fait livrer les amplificateurs que M. Sueur transporte aussitôt au pavillon ; les têtes de câble et les amorces suivent. Il ne reste plus sur place qu'à procéder au montage de tout cet équipement en attente de branchement.

Le 10 avril, c'est chose faite ; la première phase de l'opération est terminée.

Pendant la durée de ces préparatifs, Robert Keller n'est pas resté inactif. Après un minutieux examen des schémas et un relevé de la zone choisie pour la dérivation, il a mis au point le procédé d'attaque du câble et réuni l'outillage le plus adapté à cette intervention. Puis, après mûre réflexion, il a choisi les hommes lui paraissant les plus qualifiés et les plus audacieux pour entreprendre un travail aussi difficile. A chacun d'eux, il a soumis le plan de l'affaire en insistant sur les risques qu'elle comporte. Sûr de leur fidèle discrétion, quelle que soit la décision prise, il leur a demandé de réfléchir avant de donner leur réponse. Mais celle-ci ne s'est pas faite attendre et, l'un après l'autre, les six compagnons qu'il a sollicités sont venus lui dire qu'ils étaient prêts à le suivre dans cette action dont ils savent mieux que personne qu'elle risque de les entraîner sur un mortel chemin.

Les affiches collées sur les panneaux de service dans chaque atelier, dans chaque centre, sont à cet égard éloquentes. L'administration militaire allemande prévient en effet que : " Tout endommagement des moyens de transmission sera puni de la peine de mort. " Malgré cette menace, dont ils savent bien qu'elle n'est pas formulée à la légère, les hommes choisis par Keller n'hésitent pas. Et aujourd'hui, l'on ne sait pas ce qu'il convient d'admirer le plus : de cette confiance totale montrée vis-à-vis d'un chef estimé mais téméraire, ou de ce tranquille courage patriotique bien dans la tradition de l'engagement résistant.

Le 2 avril, l'équipe formée par Robert Keller est constituée. Elle comprend :

Les vérificateurs : Lobreau du centre Paris-Saint-Amand, et Fugier du centre de La Ferté-sous-Jouarre.

Les techniciens sur ligne : Pierre Guillou, Laurent Matheron, Abscheidt et Levasseur.

Dans le plan prévu par Keller, chacun de ces spécialistes aura un rôle important à jouer pour lequel, en dehors des compétences professionnelles, l'audace et le sang-froid ne devront pas faire défaut. Ce plan, il faut maintenant l'exécuter.

Le 15 Avril 1942, Robert Keller crée un défaut artificiel sur le câble Paris-Metz. La " Feldschalt-Abteilung " saisit le service de dérangement des lignes souterraines à grande distance

d'une énergique réclamation, car deux circuits sont interrompus. C'est bien ce qu'espérait Robert Keller qui, nanti d'une autorisation de travaux en bonne et due forme signée par l'administration, regroupe son équipe et part à la recherche du point de rupture. Naturellement, celui-ci est découvert à Noisy-le-Grand, en face du pavillon loué par Edouard Jung.

Le 16 au matin, les fouilles sont entreprises sur le trajet du câble. Afin de donner le change à d'éventuels curieux, deux tranchées sont ouvertes à côté de celle dans laquelle la dérivation doit être effectuée. Le 17, en fin de matinée, un technicien allemand vient sur place s'informer de l'état des travaux. Satisfait de la célérité déployée par les spécialistes français et des réponses rassurantes qui lui sont faites, il repart aussitôt. Keller a décidé, pour des raisons de sécurité, que l'intervention sur le câble se fera de nuit, et il en a informé Combaux. Dans la soirée du 18, ce dernier vient rejoindre l'équipe sur le chantier. Une tente d'intempérie a été disposée au-dessus de la fouille centrale afin de masquer un peu les travaux, et de filtrer l'éclairage dispensé par les lanternes ; des lueurs trop vives pouvant provoquer une réaction des patrouilles allemandes obnubilées par les consignes sévères du camouflage lumineux. Un peu avant 21 heures, Keller, Guillou et Matheron descendent dans la tranchée et s'attaquent au câble. Sitôt la gaine de plomb mise à jour, Keller se porte sur la ligne de service et donne l'ordre aux deux vérificateurs des stations de répéteurs encadrantes : Lobreau à Paris-Saint-Amand, et Fugier à La Ferté-sous-Jouarre, de retirer un à un chaque circuit de l'exploitation durant le temps nécessaire à sa coupure et à sa dérivation. C'est ce que font sans hésiter les deux hommes, sous les yeux mêmes des techniciens allemands, en prétextant un contrôle des mesures. Pour eux, la nuit va être longue car ils vont devoir agir avec une apparente routine désinvolte devant leurs surveillants, tout en portant une extrême attention aux directives précises que leur transmettra Keller. Aucune erreur ne leur est permise, car elle se répercuterait aussitôt dans les autres centres d'amplificateurs dont le personnel a été laissé en dehors de l'action.

Dans la fosse, penchés sur leur ouvrage, les trois hommes travaillent dans un silence tendu. Keller sélectionne les fils, ne quittant pratiquement pas le téléphone qui assure la liaison avec les vérificateurs, annonçant tranquillement les références du circuit à suspendre le temps de l'intervention. Guillou et Matheron, les mâchoires serrées, s'activent, mesurant leurs gestes rapides. Ils coupent, décapent, épissent, soudent, les mains plongées dans l'inextricable amas de conducteurs, s'arrêtant un bref instant pour essuyer la sueur, due à l'effort et à l'émotion, qui perle à leur front. Sur la chaussée, Combaux feint de s'affairer à quelque tâche urgente, veillant à ce que les lueurs qui filtrent de la tente mal jointe n'alertent pas les servants d'une batterie de D.C.A. de la Wehrmacht située à moins de 300 mètres en amont. De temps en temps, une estafette motocycliste allemande passe, contournant la barrière mobile du chantier, jetant un regard distrait sur les fouilles. Dans la tranchée, autour du câble, on s'affaire toujours sur le même rythme. Soudain, désastre ! Une manœuvre un peu trop rapide entraîne une forte variation de la constante électrique de l'isolement. Au centre de Paris-Saint-Amand, Lobreau, la gorge sèche, voit l'aiguille de l'appareil de mesure battre la chamade. Un bref coup d'œil sur le côté lui montre les deux Allemands de service avachis sur leurs chaises, les paupières lourdes, aux prises avec le traditionnel coup de barre de l'après-midi. Ils n'ont rien remarqué ; les minutes passent angoissantes pour le vérificateur qui devrait réagir, mais que sa complicité avec l'équipe maintient cloué sur son siège, le regard fixé sur le cadran témoin. Pourtant petit à petit, l'aiguille revient vers la zone de sécurité. Là-bas, sous la tente, Keller et Guillou se démènent pour rétablir l'isolement. Un quart d'heure encore, et Lobreau, avec le soulagement qu'on imagine, voit la tension revenir à son niveau habituel.

Trois heures du matin. Cela fait maintenant six heures que les trois postiers s'acharnent sur les fils; cinquante-cinq grands circuits sont déjà dérivés, mais Keller et ses deux camarades poursuivent leur travail. À La Ferté-sous-Jouarre, au poste de répéteurs, Fugier, les mains rendues moites par l'énerverment, affecte le plus grand calme en déconnectant puis replaçant ses lignes sous le regard endormi de ses surveillants. Imperturbable dans la fosse, Keller continue de donner

ses directives tout en refixant les isolants, cependant que Guillou et Matheron, tantôt accroupis, tantôt à genoux, les reins brûlants, endoloris par l'effort constant de recherche d'une meilleure position, maîtrisent leurs gestes, un peu plus gourds maintenant que la fatigue se fait sentir. Au-dessus d'eux, sur la route, Combaux, rongé par l'anxiété, sent les minutes devenir de plus en plus longues au fur et à mesure que le temps passe. En cette nuit froide d'avril, silencieuse, et lugubre sous la pâle clarté des candélabres qui diffusent une faible lumière bleutée, lui seul a tout loisir de laisser ses pensées s'égarer dans l'évocation du risque tout en écoutant les clochers de Noisy et de Neuilly de chaque côté de la Marne se renvoyer les heures si lentes à s'écouler. Ses trois compagnons, eux, tendus vers le but à atteindre, absorbés par leur difficile travail, ne connaissent pas en ce moment, et c'est heureux pour la réussite de l'opération, ce dangereux vagabondage de l'esprit.

Quatre heures vingt. Robert Keller replie le schéma qui lui a permis de sélectionner les circuits. Guillou et Matheron figolent la dernière épissure. Le câble est regarni, puis calé soigneusement au niveau du piquage.

Quatre heures quarante. La dérivation est terminée. Les trois hommes remontent. Rapidement la fouille est comblée. L'aube se lève lorsque les dernières pelletées de terre égalisent le terrain.

Abrutis de fatigue dans la camionnette qui les ramène à Paris, les auteurs de cette extraordinaire opération demeurent silencieux. Réalisent-ils qu'ils viennent d'effectuer un véritable exploit ? 70 grands circuits ont été dérivés, parmi lesquels ceux qui assurent les liaisons de la Kriegsmarine, de la Luftwaffe, de la Wehrmacht, et de la Gestapo, entre Paris et Berlin ! Jamais aucun service d'espionnage n'avait rêvé pouvoir bénéficier d'une telle source !

La dérivation étant effectuée, c'est maintenant à M. Sueur qu'il appartient de mettre la table d'écoute en service. Prévenu par le capitaine Combaux de la réussite de l'opération, il arrive aux premières heures de la matinée du 19 avril au pavillon de Noisy, accompagné d'un fidèle ami, spécialiste des Transmissions de l'État, M. Deguingamp auquel il accorde toute confiance. Immédiatement, ils se mettent en devoir de procéder aux raccordements. Laissés en attente, les fils qui s'épanouissent sur des appareils appelés " têtes de câble " vont être reliés aux amplificateurs, puis les postes d'écoute sont à leur tour branchés. Lorsqu'Édouard Jung, informé par Combaux, se présente, tout est pratiquement prêt à fonctionner. Avec une infinie prudence, les deux techniciens effectuent les premiers essais. On a choisi le moment où Lobreau et Fugier auront repris leur service afin qu'ils puissent veiller, chacun dans leur centre, sur les mesureurs de tension. Mais tout va bien, le travail accompli par Keller, Guillou, et Matheron ne recèle aucune imperfection. Jung peut commencer ses longues factions ; la Source K est opérationnelle !

C'est le 19 avril 1942 dans la soirée, que l'opérateur du S.R. enregistre les premières conversations ; mais c'est vraiment à partir du 20 que l'écoute porte ses fruits. En cette seule journée, Édouard Jung intercepte plus de 60 communications. L'importance du trafic l'oblige alors à sélectionner parmi ce flot continu les circuits présentant le plus grand intérêt, et il se contente de relever les liaisons des armes – marine-aviation-armée de terre - avec le Haut Commandement de Berlin. Devant un pareil afflux, le capitaine Combaux réclame un second opérateur, et le S.R. choisit parmi les agents en stage M. Rocard, jeune licencié d'allemand, ancien lecteur dans une université d'Outre-Rhin. L'arrivée de ce deuxième spécialiste double bien sûr le nombre d'informations. Les deux hommes abattent une besogne écrasante. Aux heures d'écoute s'ajoute le temps passé à transcrire à l'encre sympathique, sur des lettres, rapports, ou contrats, les renseignements les plus importants ; ceux présentant un moindre intérêt sont acheminés irrégulièrement par porteur. À Combaux revient le soin d'organiser la transmission au poste P 2 du S.R. de toutes ces informations. Il parvient à assurer cette liaison et le passage de la ligne de démarcation grâce à un ambulancier de la S.N.C.F. ; par la suite, il emploiera également un garçon des wagons-lits, puis un mécanicien de locomotive. Arrivés dans le service du capitaine

Simoneau, les renseignements fournis par la Source K sont triés soigneusement. Ceux qui peuvent intéresser le gouvernement de Vichy et influencer sa politique vis-à-vis du Reich sont remis au colonel Rivet qui, après les avoir analysés minutieusement, décide ou non de leur envoi au général Revers, chef d'État-Major de Darlan. Mais les plus vitaux, ceux qui fournissent des indications précieuses sur les projets allemands, ainsi que ceux qui font état de la situation militaire et de l'évolution de la stratégie du Haut Commandement, passent directement du S.R. à l'I.S. par les liaisons " Olga ", ou par les liaisons radio de l'équipe du commandant Bertrand, ou encore par les postes de Berne et de Lisbonne.

Afin que leur origine ne puisse être décelée, les rapports émanant de la Source K subissent par le poste P 2 un démarquage avant leur transmission à l'échelon supérieur. Cette précaution interdit une remontée à contresens de la filière, et elle est d'autant plus facile à assurer qu'il ne peut y avoir de retours par cette voie-là. Pour compléter la sécurité, un cloisonnement rigoureux verrouille les maillons de la chaîne par groupes de deux à quatre unités. Ainsi les opérateurs n'ont qu'un seul interlocuteur : Combaux, mais les techniciens des P.T.T., mis à part Sueur et Keller, ne le connaissent pas. Parallèlement, les agents de liaison ignorent tout des postiers. En fait, le pivot de l'affaire est le capitaine Combaux ; en cas d'intervention ennemie, c'est donc lui qu'il convient de protéger. Robert Keller l'a parfaitement compris, et il s'y emploiera le moment venu.

Devant les résultats inespérés des écoutes sur le câble Paris-Metz, Sueur, Combaux, et Keller envisagent de réaliser la même opération sur le Paris-Strasbourg. Une étude fouillée des grands circuits a montré que les liaisons téléphoniques allemandes empruntent également ce canal. En juillet 1942, Robert Keller présente à ses deux amis le schéma de la dérivation à entreprendre. Entre-temps, un troisième opérateur formé par le S.R. a été mis à la disposition de la Source K par le poste P 2. Il s'agit d'un jeune Alsacien : Prosper Riss, qui reçoit également une couverture d'inspecteur d'assurances de " La Nationale ". Combaux le charge de rechercher un pavillon libre sur le parcours de la ligne souterraine. Il en trouve bientôt un à Livry-Gargan dans lequel il s'installe aussitôt. Sur la demande de Sueur, M. Lebedinski commande les pièces détachées nécessaires au montage de nouveaux amplificateurs, tandis que Pierre Guillou, promu depuis peu au grade de chef d'équipe, délimite sur place le tracé de la tranchée de jonction.

Fin Août, l'aménagement du local est terminé ; il ne reste plus qu'à mettre en place les amplificateurs et à effectuer la dérivation.

Cependant à Noisy-le-Grand, le climat se détériore. Les Allemands ont décidé d'implanter une forte unité à l'Est de Paris et, dans cette perspective, un détachement précurseur sillonne la bourgade afin de rechercher de nouveaux cantonnements. Une vaste opération de réquisition de locaux, de maisons, de chambres commence, au grand dam des Noiséens furieux. Dans le quartier où se trouve situé le pavillon des écoutes, la grogne s'affirme particulièrement, et plusieurs réclamations parviennent à la Mairie pour signaler à la commission de recensement qu'au lieu de " vouloir imposer à de braves Français l'hébergement d'officiers allemands, elle ferait mieux de s'intéresser aux individus suspects, vivant d'on ne sait quoi, qui hantent un pavillon même pas trop meublé ".

À ces protestations s'ajoutent des commérages de quartier qui évoquent l'activité d'espions... allemands ! Nous sommes à la mi-septembre, et les ragots prolifèrent de plus en plus.

Prévenu par Édouard Jung, le capitaine Combaux, s'inspirant de la règle des services secrets : " la sécurité prime tout ", décide alors le repli immédiat de la station clandestine.

Dans la nuit du 16 au 17 septembre, Robert Keller, Pierre Guillou, et Laurent Matheron, démontent toute l'installation, colmatent les têtes de câble, et font disparaître toute trace de la dérivation. Le lendemain, M. Sueur et Deguingamp viennent récupérer les amplificateurs qu'ils transportent à Livry-Gargan. Le 18 au soir, plus rien ne subsiste de cinq mois d'écoutes permanentes. Le petit pavillon de Noisy-le-Grand retourne à l'anonymat, prêt à accueillir les

indésirables locataires dont ses murs ont pourtant enregistré les conversations les plus secrètes de leurs dirigeants.

La dérivation de Livry-Gargan

L'arrêt des écoutes à Noisy-le-Grand va précipiter la réalisation de la dérivation de Livry-Gargan. Le 27 septembre 1942, Robert Keller vient vérifier sur place l'état d'avancement des travaux à l'intérieur du pavillon loué par Prosper Riss, et repérer l'endroit exact où les fouilles doivent être entreprises. Fatigué par deux dures années de travail, sous-alimenté comme la majorité des Français, il éprouve quelque peine à faire face aux exigences de la Feldschalt-Abteilung qui réclame sans cesse sa présence pour l'extension de circuits de liaisons entre les nombreuses implantations des autorités d'occupation. Si on y ajoute ses démarches dans le cadre de son activité clandestine, on conçoit bien qu'il se sente assez surmené en cette fin d'été 1942.

À la fin du mois, au retour de l'un de ses voyages à Lyon pour ses contacts avec le S.R., le capitaine Combaux ramène les fonds nécessaires à la réalisation de la seconde dérivation. Le 20 octobre, Guillou et Matheron mettent en place les têtes de câbles dans le local de Livry. Quelques jours plus tard, Sueur et Deguingamp installent les nouveaux amplificateurs car, compte tenu de l'expérience précédente, et vu l'importance du câble à 484 fils, les auteurs du projet ont établi un programme d'écoutes un peu plus vaste. Mais il va falloir attendre près de deux mois pour attaquer les fouilles sur la ligne en raison de l'indisponibilité des équipes occupées ailleurs.

Et voilà que le mardi 15 décembre une chance inespérée vient débloquent la situation. Convoqué au 97 Champs-Élysées, Robert Keller reçoit du chef de la Feldschalt-Abteilung, le commandant Røeder, l'ordre d'établir sur le câble Paris-Strasbourg une reprise directe pour desservir le P.C. de Saint-Germain-en-Laye.

Sans plus attendre, Keller ouvre le chantier de Livry. Le 16, comme à Noisy, 3 tranchées éventrent la chaussée à hauteur du pavillon d'où partent les gaines en attente. Dans la nuit, sous les directives du téméraire ingénieur, les ouvriers spécialistes Abscheidt et Levasseur, assistés de Lobreau, effectuent la dérivation. Semi-clandestine seulement, puisque les travaux ont été avalisés par le service allemand, l'opération ne nécessite pas la complicité vigilante des vérificateurs dans les stations d'amplificateurs. Elle n'en présente pas moins de risques pour ses auteurs, car le moindre contrôle des techniciens du Reich révélerait immédiatement la nature du branchement. Le lendemain matin, tout est terminé, et quelques heures plus tard Sueur et Deguingamp procèdent à la mise en service. Dans la soirée, les premières conversations sont enregistrées par les opérateurs : Jung, Rocard et Riss qui se relaient pour assurer une écoute permanente. A nouveau, la Source K fonctionne !

Pendant que s'élaboraient les plans de cette seconde dérivation, les événements politiques et militaires s'étaient considérablement modifiés en France. Le débarquement des troupes alliées en Afrique du Nord avait servi de prétexte aux Allemands pour envahir la zone libre. Le 11 novembre, leurs unités s'étaient rapidement répandues dans le sud du pays sans rencontrer la moindre résistance puisque le gouvernement de Vichy avait interdit toute velléité défensive aux troupes demeurées sous son autorité. Quelques jours plus tard, sur le point d'être saisie par les armées du Reich, la flotte française se sabordait en rade de Toulon, et le 12, le général Weygand était arrêté. Enfin le 29, dans la confusion la plus totale, l'armée d'armistice cessait d'exister par le décret Pétain promulguant sa dissolution. Cette décision sonnait évidemment le glas du S.R. qui n'avait plus aucune raison légitime de survie. Placés devant un choix difficile, les officiers qui en constituaient l'encadrement durent opter pour l'une ou l'autre des deux solutions qui s'offraient à eux. Certains basculèrent aussitôt dans la clandestinité pour maintenir coûte que coûte l'activité de leur réseau en territoire sous contrôle ennemi ; d'autres profitèrent des derniers moyens de liaison existant pour rejoindre l'Afrique du Nord afin de reprendre leur place dans la lutte à ciel ouvert. Cependant, pour ceux qui demeurèrent en France, la soudaine plongée dans le monde

clandestin eut pour effet de couper net les contacts avec une grande partie de leurs correspondants. C'est ainsi que le capitaine Combaux ne put retrouver trace du poste P 2, pas plus à Vichy qu'à Lyon. La rupture du fil qui reliait la source K au S.R. était catastrophique pour celle-ci, car elle la privait des fonds indispensables à son existence, et elle bloquait la masse de renseignements recueillis chaque jour puisqu'il n'y avait plus aucun moyen de les acheminer vers leurs destinataires. Combaux chercha alors désespérément à entrer en rapport avec des représentants de la France Libre, ou avec une organisation de résistance disposant de liaisons avec les Alliés. C'est dans ce but qu'il repartit pour Lyon le 22 décembre. Quand il en revint le 25, sans résultat, ce fut pour apprendre que la Gestapo s'était abattue sur la Source K.

La lettre de dénonciation qui désignait à la Police allemande Robert Keller comme un " agent gaulliste, espion à la solde des Anglais " ne précisait pas quelle activité il pouvait avoir dans ce domaine. C'est sans doute pourquoi les deux agents de la Gestapo qui se présentent en ce matin du 23 décembre 1942 au domicile de l'ingénieur, 2 rue du Docteur-Landouzy dans le 13^e arrondissement de Paris, ne paraissent pas très bien au courant de son travail aux P.T.T. Keller est absent, déjà parti sur ses chantiers, alors les policiers fouillent l'appartement. Ils découvrent des cartes de visites établies à des noms différents, ainsi qu'un schéma des câbles souterrains. C'est peu et cela ne semble pas les intéresser outre-mesure.

Ils se bornent donc à téléphoner au supérieur de Keller afin qu'il avise celui-ci d'avoir à se présenter au siège de la Gestapo. Informé assez rapidement, l'ingénieur pourrait ne pas déférer à cette convocation et prendre la fuite, mais il n'est pas dans le tempérament de cet homme de devoir de rejeter ses responsabilités en laissant sa famille et ses camarades face au risque d'être pris comme otages et tourmentés à sa place. Il passe donc rapidement chez Combaux pour l'avertir, mais ce dernier, comme on l'a vu, est parti pour Lyon. Malgré les objurgations de Mme Combaux qui le supplie de s'enfuir, il se rend à son bureau où il a le temps de demander à ses collègues de détruire certains papiers dissimulés dans un tiroir et d'enlever un pistolet caché dans son armoire. Quelques heures plus tard, Robert Keller subit son premier interrogatoire, dans les locaux de la rue des Saussaies, où il a la surprise de voir arriver, solidement encadré, Lobreau arrêté lui aussi. Au début, les questions qui leur sont posées n'apparaissent que d'ordre général. Manifestement, le dénonciateur n'a pas fourni de précisions sur leurs agissements clandestins, probablement parce qu'il les ignore. Mais en fin d'après-midi, un coup de téléphone, parvenu dans le bureau même où se déroule l'interrogatoire, va aggraver la situation. Cet appel provient du 97 Champs-Élysées, des services de la " Feldschalt-Abteilung " où des policiers, vérifiant les dossiers, viennent de retrouver les documents établis pour la reprise de la ligne de Saint-Germain sur le câble Paris-Strasbourg. Or, l'enquête effectuée après la guerre le prouvera, la Gestapo est persuadée depuis quelques jours que des fuites se produisent sur les circuits de ce câble. Comment et par qui a-t-elle acquis cette conviction ? Personne ne le saura jamais. Mais la communication reçue par le gradé qui questionne Keller apporte un élément important au dossier, et l'ingénieur s'en rend tout de suite compte à la façon dont est repris son interrogatoire. Pour la première fois depuis son interpellation, on évoque les travaux effectués à Livry-Gargan, dont il ne peut évidemment pas nier qu'ils ont été menés sous son autorité. Dans la soirée, vers vingt et une heures, les deux postiers menottés sont hissés dans une voiture qui part aussitôt en direction de la banlieue nord-est. Un moment après, elle stoppe près du pavillon d'écoutes, derrière deux autres véhicules de la police. Sur place, une équipe de la Gestapo a déjà procédé à une fouille des locaux. L'opérateur de permanence, Prosper Riss, surpris en plein travail, est tassé entre deux gardiens sur la banquette arrière d'une traction. À l'intérieur de la maison, l'agitation est extrême ; visiblement les Allemands sont médusés par l'installation qu'ils viennent de découvrir. Après de longs conciliabules, le convoi repart pour la rue des Saussaies, mais, bien évidemment, une souricière est mise en place.

Le lendemain matin, un peu avant 9 heures, M. Rocard, qui doit relever Riss, arrive au pavillon à bicyclette. Alors qu'il s'apprête à mettre pied à terre, il s'aperçoit que, contrairement à l'habitude, la grille est ouverte et les volets fermés. Méfiant, il poursuit son chemin sur une dizaine

de mètres, puis revient sur ses pas tenant son vélo à la main. Au lieu d'entrer directement comme il le fait toujours, il sonne. Aussitôt, la porte s'ouvre et un militaire allemand paraît. Sans demander son reste, Rocard saute sur sa bécane et s'enfuit à toutes pédales. Derrière lui, quelques coups de feu retentissent, mais il est déjà loin. Sa prudence et son sang-froid le sauvent et vont lui permettre de donner l'alerte parmi les membres du réseau qu'il connaît.

On possède peu de détails sur les interrogatoires auxquels fut soumis Robert Keller les jours suivants. La seule chose que l'on sache avec certitude par les rescapés, c'est qu'il a couvert entièrement ses subordonnés en affirmant que, simples exécutants, ils ne pouvaient se rendre compte de l'aspect véritable de leur travail. Ce que l'on sait également, c'est qu'il ne livra aucun nom, puisque ni Combaux, ni René Sueur ne furent inquiétés. Et si Pierre Guillou et Laurent Matheron furent arrêtés le 15 janvier 1943, leur incarcération ne résulta que des investigations de la Gestapo qui n'eut aucun mal à retrouver dans les fichiers d'emploi du temps les traces de leur participation aux travaux de dérivation.

Par les mêmes moyens, les policiers allemands remontèrent jusqu'à Gérard Grimpel, sous-directeur de la Compagnie d'Assurances " La Nationale " et Lionel Levavasseur, son agent général, qui avaient fourni aux opérateurs la couverture d'un emploi dans leur groupe. Tous les deux furent aussi arrêtés. Mais le cloisonnement et le barrage établi, au prix de quelles souffrances par Robert Keller, ne permirent pas à la Gestapo d'aller plus avant. Ainsi furent épargnés, outre Combaux et Sueur, MM. Deguingamp et Lebedinski.

L'importance des renseignements fournis par la source K

Le capitaine Combaux a consigné comment en mai 1944 à Londres, il apprit, au cours d'une conversation avec un officier de haut grade de l'Amirauté britannique, de quelle façon la Source K pesa, en une période particulièrement délicate pour le commandement allié, sur la conduite des opérations. Les renseignements qui arrivèrent en effet à Londres entre avril et décembre 1942 se révélèrent d'une importance capitale. Parmi le flot d'informations qui parvenaient au S.R., celui-ci fit passer Outre-Manche, régulièrement, toutes celles qui pouvaient influencer sur le conflit. Qu'elles fussent de portée stratégique, politique, ou psychologique, les indications fournies par la Source K apportaient aux Alliés la véritable situation de l'Allemagne, aussi bien sur le plan militaire que sur celui de sa vie interne.

Les circuits dérivés par Keller et ses compagnons livraient chaque jour les secrets du Reich. Les opérateurs enregistrèrent les conversations d'Hitler lui-même, de Göring, de Keitel, de Jodl, de von Rundstedt, de von Stüpnagel, de Sperrle, de Raeder, de Dönitz, de Goebbels, d'Abetz, et de quantité d'autres personnalités allemandes. Ils écoutèrent les communications échangées entre les grands organismes nazis et leurs services parisiens qui les représentaient en France : Gestapo, contrôle économique, Propagandastaffel, Chancellerie, etc., ainsi que celles s'établissant entre les commissions d'armistice, les bureaux de la main-d'œuvre et de l'organisation du travail. Au hasard des renseignements qui défilaient sur les circuits, il y en avait d'une valeur inestimable, comme ceux qui fournissaient l'implantation des unités de la Wehrmacht, leurs effectifs, leurs armements, la composition de leurs Etats-Majors, ou encore ceux captés sur les lignes de la Luftwaffe qui précisaient la situation des escadrilles, leurs pertes, et les effets des raids alliés. Les liaisons de la Kriegsmarine révélèrent la constitution des flottilles, leurs objectifs, le mouvement des navires, leurs avaries, leurs lieux de ravitaillement, et jusqu'au moral des équipages. Les conversations entre Kiel et les bases sous-marines de la Manche et de l'Atlantique indiquaient les missions confiées aux sous-marins et aux patrouilleurs.

En août 1942, après le coup de main britannique sur Dieppe, la Source K montra toute son efficacité en recueillant une moisson de renseignements sur le mécanisme de la réaction allemande. C'est, comme on le sait, de ce raid des commandos anglais et canadiens que les Alliés tirèrent les enseignements utiles à la préparation du débarquement du 6 juin 1944 en Normandie.

A cette occasion, la station d'écoutes de Noisy-le-Grand apporta des indications primordiales en relatant les dispositions prises par l'O.K.W. et en dévoilant le processus de mise en état d'alerte des unités stationnées en France. Par la suite, elle put saisir pratiquement toutes les conclusions tirées par le Haut Commandement ennemi, et connaître les plans prévus en cas de nouvelle tentative. De l'aveu même de l'Amirauté, ces informations furent essentielles pour la réussite d'Overlord.

Sur le canevas politique, la Source K permit de souligner les points marquants de la stratégie allemande dans ses rapports avec le gouvernement de Vichy. Les conciliabules de Laval avec les dignitaires nazis furent à cet égard éloquents ; de même que les entretiens fréquents entre Abetz et Brinon, lors des séjours de celui-ci en Allemagne, dévoilèrent les ambitions de cet homme inféodé au pouvoir hitlérien.

Dans le domaine technique, certaines conversations évoquaient les travaux menés pour la transformation ou la fabrication d'armes nouvelles, et les opérateurs ne pouvaient évidemment pas suivre un langage émaillé d'expressions scientifiques. Le S.R. avait donc détaché à la Source K un jeune ingénieur des Arts et Manufactures : M. Groigne, mais il n'eut guère le temps de faire ses preuves car Combaux replit à la mi-septembre sa station de Noisy.

À la lumière de ce bref tableau dressé pour illustrer les résultats extraordinaires des écoutes mises en place par l'équipe des L.S.G.D., on mesure bien l'incalculable valeur des informations recueillies par la Source K. Et si un doute plane sur leur retransmission intégrale à Londres, on peut dire, après une étude serrée du dossier, que la majorité d'entre elles parvinrent bien aux services britanniques, et notamment les plus vitales pour percer la stratégie allemande.

Épilogue

Comme presque toutes les affaires de Résistance, la Source K a connu un dramatique épilogue.

Robert Keller, Georges Lobreau, Pierre Guillou, Laurent Matheron, Gérard Grimpel, furent déportés. Seul, Georges Lobreau rentra en 1945, rescapé des camps de la mort. Il ramenait la triste nouvelle de la mort par épuisement de ses camarades ; Pierre Guillou et Laurent Matheron décédés au bagne de Dora, le premier le 2 janvier 1944 et le second le 18 septembre de la même année.

Quant à Robert Keller, on possède par le récit de l'un de ses compagnons de déportation M. Anastasiadès, chef d'équipe à la Société Anonyme des Télécommunications, quelques détails sur son calvaire. D'abord détenu au camp d'Oranienburg, où il se comporta vaillamment, soulageant la misère et la détresse de ses camarades les plus faibles, il fut ensuite transféré à Bergen-Belsen où, bientôt atteint du typhus, il entra au " bloc sanitaire " en mars 1945. Il devait y mourir quelques jours plus tard.

Aujourd'hui, cette grande figure de la Résistance appartient à l'Histoire, et l'Administration des P.T.T. lui rendit hommage en donnant son nom au Centre des L.S.G.D. de Paris 15e, et en émettant un timbre à son effigie. La Ville de Paris s'associa à cette manifestation de reconnaissance en offrant à sa mémoire la rue sur laquelle s'ouvre ce centre d'entretien des lignes dont il avait lui-même tracé les plans d'aménagement.

Unis dans la lutte contre l'asservissement, Keller, Guillou et Matheron ne pouvaient pas ne pas l'être dans le souvenir. C'est pourquoi le Centre d'Amplification de Rennes s'appelle : Centre Pierre Guillou, et celui de Lyon-Tassin se nomme : Centre Laurent Matheron.

Pour tous les agents des P.T.T., l'attitude de cette poignée d'hommes qui forgèrent la Source K a valeur d'exemple, car elle magnifie le courage et l'abnégation de cette phalange d'ouvriers et de techniciens qui possèdent au plus haut degré le sens du devoir et des responsabilités mis au service de leur pays.

L'engagement de Robert Keller et de ses amis ouvrait en 1942 la voie au sursaut corporatif. Dès lors, à tous les échelons de la hiérarchie, les postiers allaient répondre massivement à l'appel de la Résistance. Avec le même enthousiasme que leurs camarades de Résistance-Fer, ils apporteront leur soutien aux mouvements et aux réseaux naissant progressivement. Quand, un peu plus tard, il sera nécessaire de coordonner leurs actions, ce sera l'avènement de Résistance-P.T.T. dont l'efficacité apparaîtra immédiatement ».

Soixante-quinze ans plus tard, un projet de documentaire historique pour la télévision est lancé afin de faire connaître au plus grand nombre l'exploit de Keller et de ses compagnons. Grâce à l'action de l'Association de la Guerre Électronique de l'Armée de Terre (AGEAT), il a pu être mené à son terme. Sa diffusion est prévue sur France 5 à l'automne 2018.



Robert KELLER (1899-1945)



Le pavillon de Noisy-le-Grand



Le pavillon de Livry-Gargan



Exemple de chantier des équipes des LSGD



Travail d'épissures sur câble LSGD



Mise en place de pots « Pupin » (tous les 1800 mètres)

CARNET

DE

L'UNATRANS

CARNET GRIS

DÉCÈS DE Mme KUPCZAK

Nous avons appris avec tristesse le décès, dle 2 mars 2018 à l'âge de 59 ans, de Mme Christine KUPCZAK assistance sociale principale du département du Nord et épouse de notre camarade Daniel KUPCZAK, président de l'Association des Transmetteurs du Nord de la France.

Nous adressons nos condoléances attristées à notre camarade ainsi qu'à leur fils, à leur fille et à leur gendre.

DÉCÈS D'UNE MERLINETTE

Mme Gisèle DEBETS



Gisèle DEBETS est décédée dimanche 28 janvier 2018, au Theil de Bretagne. Née le 5 mai 1920, au Maroc, elle était à l'aube de ses 98 ans. Il y a plus de soixante-dix ans, cette femme s'était engagée dans la Première armée française, aux côtés de son chef, le général Jean de Lattre de Tassigny, futur maréchal de France. Elle était une des « Merlinettes », ces premières femmes soldats de l'armée de terre, spécialiste des transmissions. Ses obsèques ont été célébrées jeudi 1er février, à l'église Saint-Marcel de Rennes.

Gisèle DEBETS est décédée à la résidence Albert Aubry, au Theil de Bretagne. Cette maison de repos accueille des anciens combattants. Elle vivait discrètement, auparavant, au milieu de ses souvenirs, dans le quartier de Bréquigny, à Rennes.

Il y a plus de soixante-dix ans, cette femme pétillante jusqu'à ses derniers moments de vie, s'est engagée, dans la Première armée française, aux côtés de son chef, le général de Lattre de Tassigny, futur maréchal de France.

Engagée volontaire le 28 juin 1943 au titre du Corps Féminin des Transmissions pour la durée de la guerre, est affectée à Casablanca puis à Meknès au service de brouillage des émissions radiotélégraphiques ennemies.

« J'étais la plus patriote de la famille ! »

« Je suis partie en juin 1943. On demandait des volontaires pour le départ. J'avais 23 ans. A l'époque, je vivais à Casablanca, chez mes parents. J'avais deux sœurs et un frère. Ce frère était dans le sud du Maroc avec le général Leclerc. Nous avons su, l'un et l'autre, bien plus tard, que nous marchions aux côtés de deux grands chefs militaires français, avait-elle confié à notre confrère Edouard MARET, il ya quelques années. À cette époque, le général de Gaulle demandait toujours et toujours des volontaires. J'ai demandé à papa : est-ce que tu es d'accord ? Mon père a été enchanté de voir que j'étais patriote, à ce point. Il paraît que j'étais la plus patriote de la famille ! J'ai pensé à maman, décédée quelque temps plus tôt".

En avril 1944, elle est affectée au P.C. du Général DE LATTRE DE TASSIGNY pour servir comme téléphoniste. Le 24 août 1944, elle part aux armées, embarque sur le Ville d'Oran, débarque le 27 à Tarente (Italie). Elle fait mouvement sur la France, où elle aborde le 21 septembre 1944 à Marseille.

« Mais ce sont des petites femmes ! »

« Quand nous avons débarqué, nous étions déjà habillées en militaire. Pour une fille de bonne famille, qui sortait pour la première fois de chez elle, cela a été une folle aventure mais réelle !

Quand on nous a vues, les gens se sont écriés : « Mais ce sont des petites femmes ! ». Ils n'en revenaient pas de nous voir avec nos sacs marins sur le dos et notre allure militaire, raconte Gisèle DEBETS. Arrivées à terre, on a commencé par casser certains volets dans les maisons inhabitées pour dormir par terre, en vrais soldats. Nous étions encadrées par des femmes et des hommes, militaires, eux aussi. On est resté peu de temps à Marseille. Deux jours, peut-être. Puis nous avons filé avec des GMC (NDLR : des camions) pour arriver du côté de Dijon. Nous ne savions pas ce que nous allions faire. Personne ne nous a dit quoi que ce soit ».

Après Dijon, cap vers l'Allemagne. « Plus on montait, du côté de l'Alsace, plus on était bien accueillies. Quand nous sommes arrivées en Alsace, à l'automne, du côté où il fallait, on nous a dit que nous allions passer le Rhin, se souvient-elle. J'ai été enchantée de vivre cette épopée. On s'est trouvées réunies. C'est là que j'ai appris que le général de Lattre était là. Tout près, il y avait des gars du Génie qui travaillaient à construire des ponts ».

Le rêve d'autres horizons

Elle repasse la frontière franco-allemande le 19 août 1945 et sert comme téléphoniste dans la maison militaire du Général de Lattre, 4 bis Boulevard de la Tour Maubourg.

Le mal du pays la décide de repartir au Maroc le 1er avril 1947 où elle exerce les fonctions de surveillante du central téléphonique de Fez, puis de Casablanca.

Mais son rêve est de connaître d'autres horizons, elle fait acte de volontariat pour servir en Extrême Orient ; elle débarque sur le sol indochinois à Saïgon le 22 juillet 1949.

Affectée au Tonkin, comme surveillante du central téléphonique et Chef du personnel féminin de Hanoï, elle accomplit deux séjours consécutifs sur ce territoire qu'elle quitte le 23 octobre 1953.

Médaille militaire et Ordre national du Mérite

Elle retrouve alors le Maroc, mais cette fois comme opératrice de téléimprimeurs et ce jusqu'au 23 septembre 1959 où elle décide de rejoindre les Forces françaises en Allemagne, au groupe d'exploitation des transmissions de Baden-Baden (GTE 813) où elle prend les fonctions de Chef de secrétariat du Chef de Corps qu'elle assume jusqu'au 1er mai 1965.

Elle est ensuite affectée au groupe régional d'exploitation des transmissions de Rennes (G.R.E.T. 803) pour servir au Centre de Transmissions Régional en qualité de surveillante du central téléphonique, puis chef du service d'exploitations télégraphique. Elle sert jusqu'au 28 novembre 1968.

Gisèle DEBETS était titulaire de la médaille militaire et de l'Ordre national du Mérite.

DÉCÈS DU LIEUTENANT-COLONEL Patrick DIZIER

Nous avons appris avec tristesse le décès, le 31 mai 2018 à l'âge de 64 ans, du LCL Patrick DIZIER.

Ses obsèques ont été célébrées le 4 juin 2018 en l'église Saint Martial de 19800 Corrèze, suivies de l'inhumation au cimetière communal de Corrèze.

DÉCÈS DU GÉNÉRAL Jean-Luc EPIS



Né à Nancy le 3 mars 1947, Jean-Luc EPIS entre en service le 10 septembre 1969 après son admission à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, promotion « Général GILLES », 1969-1971.

À la sortie des écoles de Coëtquidan, il choisit l'arme des Transmissions. A l'issue de son année en division d'application à Montargis, il est affecté au 54e Régiment de commandement et de transmissions à Verdun, le 28 août 1972, comme chef de section de centre d'exploitation. Il est promu lieutenant le 1^{er} octobre 1972.

En juillet 1975, il retourne à Coëtquidan comme chef de section instructeur où il sera promu capitaine le 1^{er} octobre 1976. Le 1^{er} août 1978, il franchit le Rhin pour rejoindre Fribourg et son affectation au 3^{ème} Régiment de commandement et de soutien pour prendre le commandement de la 3^{ème}

Compagnie de transmissions divisionnaire.

À l'issue de son temps de commandement, il est muté à l'École d'application des Transmissions à Montargis comme cadre de la division d'application en tant que chef de section puis de brigade et adjoint au commandant de la division d'application. Admis au concours de l'enseignement militaire supérieur scientifique et technique, il rejoint l'École nationale supérieure des techniques avancées pour y suivre sa scolarité. Durant cette scolarité, il est promu le 1^{er} juillet 1983 au grade de chef de bataillon.

En février 1986, il est affecté à Paris à l'État-major de l'armée de terre au bureau études comme officier traitant en charge de la guerre électronique. Il est promu lieutenant-colonel le 1^{er} juillet 1987.

Il quitte le boulevard Saint-Germain le 1er août 1988 pour rejoindre, comme chef du bureau « opérations-instruction », le 54e Régiment de transmissions à Haguenau, formation devenue, après sa recreation en 1986, une unité de guerre électronique.

Après son séjour en Alsace, il regagne la région parisienne pour servir à compter du 6 août 1990 à l'État-major des armées comme officier rédacteur « guerre électronique » à la division « transmissions-électronique-informatique ». Il est promu colonel le 1er octobre 1992.

Le 28 juin 1993, il retrouve l'Alsace et le 54e Régiment de transmissions qu'il commande du 2 juillet 1993 au 29 juin 1995

À l'issue de son temps de commandement, il rejoint l'Inspection des Transmissions au Kremlin-Bicêtre, le 30 juin 1995. Il y exercera successivement les fonctions d'officier traitant de la composante stratégique et de la guerre électronique puis des réserves et de la guerre électronique.

Le 3 août 1998, il est affecté au Secrétariat général de la défense nationale à Paris à la division des technologies et transferts sensibles où il assure la fonction de chef de bureau « exportation des matériels de guerre », puis d'adjoint au sous-directeur « exportations des matériels de guerre ».

Après cinq années passées à l'Hôtel des Invalides, il retourne à l'État-major de l'armée de terre le 1^{er} juin 2003.

Le 1^{er} janvier 2004, il quitte le service actif et est nommé dans la 2^{ème} section des officiers généraux de l'armée de terre au grade de général de brigade.

Rappelé à l'activité, il dirige le groupe interministériel de contrôle de 2004 à 2007.

Officier de la légion d'honneur et chevalier de l'ordre national du Mérite, le général Jean-Luc EPIS décède le 4 juin 2018 dans sa 72^{ème} année. Il était marié et père d'un enfant.

Ses obsèques ont été célébrées le 11 juin 2018 en l'église de 68570 WINTZFELDEN..

**Décès du SGT Claude PAQUIN,
vice-président de l'Amicale des
Anciens du Génie et des Transmissions de la Meuse**

Le SGT Claude PAQUIN vice-président de l'Amicale du Génie et des Transmissions de la Meuse en charge des transmetteurs de l'Amicale, nous a quittés le 27 février. Né le 23 février 1935, il avait rejoint l'Amicale en 1999 où il avait trouvé quatre transmetteurs. À force de recherches, d'opiniâtreté et de relations amicales il avait porté ce nombre à quatorze.

C'est grâce à lui que l'UNATRANS célèbre, chaque premier dimanche d'octobre la cérémonie aux Épargés.

Nous transmettons nos plus sincères condoléances à son épouse et à ses enfants.

ANNUAIRE DES VICE-PRÉSIDENTS DE L'UNATRANS (PRÉSIDENTS DES ASSOCIATIONS OU AMICALES AFFILIÉES À L'UNATRANS

ASSOCIATION OU AMICALE	PRÉSIDENT	ADRESSE	VILLE	TÉLÉPHONE	E-mail
Amicale du 54° RT	FRANÇOIS Julien TSEF	BP 80265	67504 HAGUENAU CEDEX	03 88 06 81 08	julien.francois@intradef.gouv.fr
Amicale d'Auvergne du Génie et des Transmissions	DARBELET Daniel LCL	382 boulevard J B Bargoin	63270 VIC LE COMTE	04 73 69 05 95	daniel.darbelet@orange.fr
Amicale de la 785° CGE	CHOLLOT Sébastien ADC	Quartier Stephan Rue Benoit BP 06	35998 RENNES CEDEX 9	02 90 08 83 16	sebastien.chollot@intradef.gouv.fr
Amicale des Anciens Cadres de l'EAT de Montargis	LECLERE Jacques COL	7 rue Frédéric Mistral	45700 VILLEMANDEUR	02 38 93 78 44	jacrilc@wanadoo.fr
Amicale des Anciens de la 785° CGE	JENNEQUIN Philippe COL	3 rue du Roquet	35510 CESSON SEVIGNÉ	02 99 78 62 95	philippejennequin@sfr.fr
Amicale des Anciens du 45° RT et Transmetteurs de Drôme Ardèche	TRILLE Jean-François CNE	32 Rue des Marguerites	26200 MONTELMAR	04 75 52 02 03	jfmt@free.fr
Amicale des Anciens du 53°RT	VILLARS Gilbert COL	47 Rue de la gare	54360 DAMELEVIÈRES	03 83 75 80 65	gilbertvillars@orange.fr
Amicale des Anciens du Génie et des Transmissions de la Meuse	Vice-Président : GALTIÉ Roland	34 R. du Gal SERÉ de RIVIÈRES	55100 VERDUN	06.45.21.09.98	roland.galtie@wanadoo.fr
Amicale des Anciens Musiciens du 18° RT	PIERREL Julien	2bis R. des Jardins	88430 CORCIEUX	06 80 02 62 49	julienpierrrel@orange.fr
Amicale des Transmetteurs de Provence	JAUFFRET Jean LCL	10 Traversée Jourdan	13010 MARSEILLE	04 91 79 89 01	j.jauffret@wanadoo.fr
Amicale des Transmetteurs du Languedoc Roussillon	CHRISTOL Odile ADC			06 67 29 23 98	avenirposcka@wanadoo.fr
Amicale des Transmissions de la Cote d'Azur	DARRIET Raoul CBA	730 Chemin de Ste Hélène	06390 CONTES	04 93 79 23 15	raoul.darriet@orange.fr
Amicale du 28° RT et de ses Anciens	LECOUTRE Hervé LCL	28°RT- Quartier de Banges	63505 ISSOIRE CEDEX	04 73 55 73 01	herv.lecoutre@intradef.gouv.fr
Amicale du Fort de Bicêtre	HEBERT Bruno ADC	Fort de Bicêtre	94271 LE KREMLIN BICETRE	01 56 20 36 73	bruno.hebert@intradef.gouv.fr

Amicale régimentaire du 40° RT	BRISSE Dominique ADC	BP 70328	57120 THIONVILLE	03 82 88 81 13	dominique.brisse@intradef.gouv.fr
Amicale régimentaire du 44° RT	COLIN Laurent ADC	BP 85144	57125 MOLSHEIM	03 88 04 61 31	laurent.colin@intradef.gouv.fr
Amicale régimentaire du 48°RT	TOEUF Didier ADC	Caserne Toussaint	47518 AGEN CEDEX	05 53 48 93 29	amicale48rtagen@orange.fr
Amicale régimentaire du 53° RT	STRUB Sylvain SCH	CS 80229	54301 LUNEVILLE CEDEX	03 83 77 62 44	sylvain.strub@intradef.gouv.fr
Amicale Vosgienne des Anciens des Transmissions	MANGIN Jean Marie M	7 Le Village	88450 VARMONZEY	03 29 38 07 66	germain.alain@wanadoo.fr
Anciens de la Radio et de l'Électronique	COLIN Jean-Marie	20 Rue Émile Dubois	75014 PARIS	01 45 65 22 92	ejm.colin@hotmail.com
Association Centrale des Officiers Mariniers et Marins de Réserve	CHOVET Philippe MP	20 Rue des Catalans	13007 MARSEILLE	06 71 76 42 99	acomar13@free.fr
Association de la Guerre Électronique de l'Armée de Terre	DEGOULANGE Jean-Marc Gal	1Route de Canteloup	33390 FOURS	06 83 04 39 31	jeanmarc.degoulange@orange.fr
Association des Amis du Musée de l'Arme des Transmissions	HELLY André GCA	6 Avenue de la Boulais	35510 CESSON SEVIGNE	02 99 62 50 43	ahelly@orange.fr
Association des Anciens des Écoles de Transmissions	DESILLE Pierre LTN	17 Rue des Tertres	35690 ACIGNÉ	02 99 62 50 43	pierre.desille@laposte.net
Association des Anciens du 18°RT	GRAMMONT Jean Paul LCL	460 Rue Sous les Roches	88180 ARCHETTES	03 29 32 64 35	jpgrammont@wanadoo.fr
Association des OR des Transmissions de la Région Parisienne	BIBAL Philippe COL	40 Rue Albert Thomas	75010 PARIS	01 42 08 03 71	bibal@club-internet.fr
Association des Réservistes du Chiffre et de la Sécurité de l'Information	DESVIGNES Jean Louis GDI	39 Rue Lekain	78600 MAISONS LAFFITTE	01 34 93 40 99	jean-louis.desvignes@arcsi.fr
Association des Transmetteurs de l'Essonne	BARTHELEMY Jean Claude ADC	2 Rue des Grands Champs	91700 VILLIERS SUR ORGE	01 69 46 24 81	barthelemy.jeanclaude@neuf.fr
Association des Transmetteurs d'Alsace	DEDIEU Jean François COL	13 Rue Claude Debussy	67116 REICHSTETT	03 88 18 89 43	jean-francois.dedieu@orange.fr

Association des Transmetteurs de Lorraine	SERRE Valentin COL	5 Av. Gremillon	54425 PULNOY	06 51 14 99 11	valentin.serre@orange.fr
Association des Transmetteurs du Nord de la France	KUPCZAK Daniel CNE	25 Rue Delemotte	59790 RONCHIN	03 20 53 88 48	atnf.aort2@orange.fr
Association du Génie et des Transmissions de Nancy et des environs	RICIARELLI Massimo	30 Chemin du Nayeux	54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY	06 21 27 76 30	massimo.ricciarelli@free.fr
Association Nationale Air des Télécoms et du Contrôle	BIBAUD Jean CDT	24 Rue du Monard	17600 SAUJON	06 62 80 46 09	jean.bibaud@wanadoo.fr
Association Nationale Interarmées des Sic et du Contrôle	MORIZOT Fernand SLT	152 Route de la Gardure	13320 BOUC BEL AIR	04 42 22 44 11	anisicc@free.fr
Association pour la Promotion de l'Arme des Transmissions	DUCHEMANN LCL	101 Avenue Marcel Hagelen	18000 BOURGES	06 89 17 90 56	jean-yves.duchemann@intradef.gouv.fr
Union Nationale des Télégraphistes	FAGON Francis LCL	30 Rue Louis Breguet	37100 TOURS	02 47 49 20 27	francis.fagon@numericable.fr
Amicale DL8	MARTINEU Nelly ADC	Site de Suresnes 8 Av. du Pdt Kennedy	78102 ST GERMAIN EN LAYE CEDEX	01 41 44 54 96	nelly1.martineu@intradef.gouv.fr

ASSOCIATIONS PARTENAIRES

Fédération Nationale des Associations de personnel de La Poste et d'Orange pour la Recherche Historique	GIBERT Alain	22 rue de la Sapinière	54520 LAXOU	03 83 27 68 00 03 83 28 85 00	www.fnarh.com
Amicale de la Poste aux Armées	MOURNETAS Patrice	141 rue Lamartine	88650 ANOULD	amicaleposteauxarmees.overblog.com	

Conseil d'administration de l'UNATRANS

Fonction	Nom et Prénom	Adresse	Code Postal et Ville	Téléphone	Courriel
Président national	BOISSAN Yves-Tristan GDI	3 Rue Carpeaux	94400 VITRY SUR SEINE	01 47 26 37 93 06 72 24 33 65	yves.boissan@wanadoo.fr
Président adjoint	FRECHER Daniel GAL	88 Rue de la Libération	27140 GISORS	02 32 15 48 21	frecher_dan@orange.fr
Pdt honoraire	BOUTHILLIER Claude COL	8, Avenue de Celle	92360 MEUDON LA FORET	01 46 30 83 11	bouthillier.claude@neuf.fr
Délégué général	HUG Jacques COL	15, Rue de l'Orme Sec	94240 L'HAY-LES-ROSES	09 67 68 06 63	jafrabru@orange.fr
Secrétaire général	BIBAL Philippe COL	40 Rue Albert Thomas	75010 PARIS	01 42 08 03 71	bibal@club-internet.fr
Secrétaire gal adjoint	LE NORCY Jean LTN	15, Avenue Thierry	92410 VILLE D'AVRAY	01 47 50 05 31	lomesy@orange.fr
Trésorier	POLAIRE Joel CBA	3, Avenue du 8 mai 1945	91100 VILLABE	01 60 86 18 48	j.polaire@free.fr
Trésorier Adjoint Porte Drapeau	SARRI Marc MAJ	12 Rue de la Concorde	78500 SARTROUVILLE	06 07 81 08 59	marc.sarri@orange.fr
Chargé de mission	BARTHÉLÉMY Jean- Claude	2 rue des Grands Champs	91700 VILLIERS SUR ORGE	06 35 66 43 44	barthelemy.jeanclaudio@neuf.fr
Chargé de mission	BEGUIN Francis LTN	104, Rue Xavier de Maistre	92500 RUEIL MALMAISON	01 47 51 66 39	francis.beguin@orange.fr
Chargé de mission	BIBAUD Jean Cdt	24, Rue du Monard	17600 SAUJON	05 46 22 12 67	jean.bibaud@wanadoo.fr
Chargé de mission	BOUTRY Christian MDL	Chemin des Bosquets	14100 ROCQUES	02 14 11 80 04 06 34 60 92 14	christianboutry14@gmail.com
Chargé de mission	BREUILLER Bernard ADC	15 Boulevard du Président Bertrand	43000 LE PUY EN VELAY	04 71 02 61 62 06 48 78 79 56	b.breuiller@orange.fr
Chargé de mission	CHAMPARNAUD Jean-Philippe ADJ	69 Chemin de Lahrie	64100 BAYONNE	06 87 69 31 89	j-ph.champarnaud@orange.fr
Chargé de mission	DOMET Francis MAJ	1 Rue de Lorraine	94320 THIAIS	06 71 81 64 89	francis.domet@gmail.com
Chargé de mission	FAGON Francis LCL	20, Rue Louis Breguet	37100 TOURS	02 47 49 20 27	francis.fagon@numericable.fr
Chargé de mission	LAFONTA Roger LCL	5, Place du Président Mithouard	75007 PARIS	01 47 34 41 29	roger.lafonta@aliceadsl.fr

Chargée de mission	POIROT Danielle Mme	1 Rue Charles Déguy	91130 MONTGERON	06 03 30 59 61	danielle.poirot@free.fr
Chargé de mission	QUESADA Charles	7 Rue du Conventionnel Chiappe	75013 PARIS	09 50 28 73 40	charles.quesada@laposte.net
Chargée de mission	ROLLIN Jeannine Mme	Les Marronniers-37B, av Miss Cavell	94100 SAINT MAUR des FOSSÉS	01 48 89 48 93	rollin.jeannine@orange.fr
Chargé de mission	THOMAS Michel LCL	19, Clos des Sablons	77000 VAUX-LE-PENIL	01 64 09 43 34	matmar42c@gmail.com